

LES DERNIERS ÉTATS DE DAUPHINÉ ROMANS

(SEPTEMBRE 1788 — JANVIER 1789)

THÈSE COMPLÉMENTAIRE
POUR LE DOCTORAT ÈS LETTRES

PRÉSENTÉE

A LA FACULTÉ DES LETTRES DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

PAR

Jean EGRET

Agrégé d'histoire et de géographie
Professeur au Lycée de Grenoble

GRENOBLE

IMPRIMERIE ALLIER PÈRE ET FILS
26, cours Jean-Jaurès, 26

—
1942

LES DERNIERS ÉTATS DE DAUPHINÉ

Visa Contrôle de Presse : 12 août 1941.
Déposé à la Régie du Dépôt légal le 23 janvier 1942.

LES DERNIERS ÉTATS DE DAUPHINÉ

ROMANS

(SEPTEMBRE 1788 — JANVIER 1789)

THÈSE COMPLÉMENTAIRE

POUR LE DOCTORAT ÈS LETTRES

PRÉSENTÉE

A LA FACULTÉ DES LETTRES DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

PAR

Jean EGRET

Agrégé d'histoire et de géographie
Professeur au Lycée de Grenoble

GRENOBLE

IMPRIMERIE ALLIER PÈRE ET FILS

26, cours Jean-Jaurès, 26

1942



BIBLIOGRAPHIE

TABLEAU DES ABRÉVIATIONS EMPLOYÉES DANS LES RÉFÉRENCES

A. N. : Archives Nationales.

A. D. : Archives départementales de l'Isère.

F. D. : Fonds dauphinois de la Bibliothèque municipale de Grenoble.

Archives de Viennois : Archives du marquis de Viennois conservées par
M. le marquis d'Albon.

P.-V. ou *Procès-verbaux* : *Procès-verbaux des Assemblées générales des
trois Ordres et des Etats du Dauphiné tenus à Romans en 1788.*
Réimprimés à l'occasion du centenaire de la Révolution française,
avec une Introduction par André Lebon. Lyon, 1888, xxxi-340 p. in-4°.

Chron. dauph. : CHAMPOLLION-FIGEAC, *Chroniques dauphinoises et docu-
ments inédits relatifs au Dauphiné pendant la Révolution. Première
période historique. L'Ancien Régime et la Révolution (1750-1794).*
2 vol. in-8°.

1° DOCUMENTS MANUSCRITS

A. — ARCHIVES NATIONALES

Trois cartons nous ont fourni une importante documentation sur les
Assemblées de Romans :

Série Ba :

Ba 74. Lettres adressées par les commissaires du roi, le président
et le secrétaire des Assemblées des trois Ordres au comte de
Brienne, secrétaire d'Etat de la province, et à Necker (sept.-nov.
1788).

Ba 75. Lettres adressées par les commissaires du roi aux Etats de
Dauphiné et par divers correspondants dauphinois à Necker et
au nouveau secrétaire de la Guerre : Puységur; délibérations
de communautés protestant contre l'addition faite au mandat
en faveur de la nobilité des fonds (janv.-avril 1789).

Série H¹ :

H¹ 670. Lettres, mémoires des commissaires du roi aux Etats de Romans et de plusieurs correspondants dauphinois; délibérations de communautés de la province, adressées à Necker pendant et après la session des Etats de Romans et relatives à cette Assemblée (oct. 1788-mars 1789).

En outre, quelques renseignements de détail nous ont été fournis par :

H¹ 1594. Négociations préliminaires à la réunion de l'Assemblée provinciale de Grenoble, en 1787.

B. — FONDS D'ARCHIVES REGIONAUX

M. le marquis d'Albon a bien voulu nous communiquer une partie de ses archives familiales : les minutes des lettres écrites et les lettres reçues par le marquis de Viennois, député de la Noblesse dauphinoise à Versailles (avec les comtes de La Blache et de Virieu, de juin à nov. 1788), puis membre des Etats de Dauphiné et président de leur Commission intermédiaire.

Les lettres composées en commun par les députés ou écrites par Viennois seul et les réponses de leurs principaux correspondants : le chevalier du Bouchage, le marquis de Pina Saint-Didier, le comte de Morges, le baron de Ventérol, le comte des Adrets, nous renseignent sur les négociations peu connues qu'ils conduisirent à Versailles de juin à septembre 1788, et, en même temps, complètent notre information sur les événements qui se déroulent en Dauphiné durant cette période (cf. notre étude sur le Parlement de Dauphiné et les affaires publiques, 2^e partie, chap. vi).

De septembre à novembre 1788, 31 lettres souvent fort longues du chevalier du Bouchage (13), du comte de Morges (13) et du marquis de Marcieu (5) nous donnent les détails les plus précis sur les délibérations des deux premières Assemblées de Romans, tandis que les minutes des lettres écrites par les députés de la Noblesse à leurs commettants nous révèlent les difficultés rencontrées à Versailles pour faire accepter par le gouvernement les audaces des trois Ordres.

La correspondance ne nous fournit rien sur la session des Etats (déc. 1788-janvier 1789) à laquelle assistent, avec leurs correspondants habituels, les députés de la Noblesse revenus en Dauphiné.



M. Repelin-Perriot, libraire à Grenoble, a bien voulu mettre à notre disposition une liasse de manuscrits inédits contenant des copies du XVIII^e siècle des principaux rapports présentés devant les Etats de Romans et de plusieurs documents importants relatifs aux Ponts et Chaussées en Dauphiné, à la fin de l'Ancien Régime. Les originaux de ces documents n'existent, à notre connaissance, dans aucun dépôt public :

1. Compte rendu par M. de Chaléon du résultat du travail du Bureau des impositions portées dans les premier et second brevets de la taille, 40 p. in-f°.
2. Rapport sur la Capitation par M. d'Ambésieux, 32 p. in-f°.
3. Rapport sur les Impôts indirects fait par M. Champel, 36 p. in-f°.
4. Rapport de M. de Monspey sur l'agriculture et le commerce, 52 p. in-f°.
5. Ponts et Chaussées de la province de Dauphiné. Avant-projet d'état du roi, pour les ouvrages d'art de la province de Dauphiné, à achever ou continuer sur les adjudications faites et des nouveaux ouvrages et dépenses à faire sur les fonds des Ponts et Chaussées. A Grenoble, le 1^{er} septembre 1788, 20 p. in-f°.
6. Ponts et Chaussées de la province de Dauphiné. Tableau des digues adjudgées et projetées. A Grenoble, le 27 février 1789. Signé Rolland, 28 p. in-f°.
7. Province de Dauphiné. Etat général et toisé des grandes routes de la province, avec l'estimation des ouvrages qu'il convient de faire, pendant l'année 1789, pour réparer et entretenir celles qui sont pratiquées, et l'aperçu des dépenses pour les constructions nouvelles, tant pour les routes déjà ouvertes que pour celles projetées à ouvrir, sans y comprendre les ouvrages d'art. Grenoble, le 1^{er} octobre 1788. Signé Rolland, 12 p. in-f°.
8. Ponts et Chaussées. Inventaire des ouvrages d'art qui restent à faire sur les grandes routes ouvertes et pratiquées de la province de Dauphiné, tant pour la construction neuve que pour la réparation des ponts, ponceaux, aqueducs, passerelles et murs de soutènement, au 1^{er} octobre 1788. A Grenoble, le 1^{er} novembre 1788. Signé Rolland, 48 p. in-f°.

Archives départementales de l'Isère.

- I C 12. Mémoire sur le rétablissement des Etats en Dauphiné (s. d.).
- II C 21-21 *bis*. Mémoires de l'intendant Caze de la Bove sur la vie économique en Dauphiné. Compte rendu de son administration (1790).
- II C 337. Mémoire anonyme destiné aux Etats de Romans (impôts indirects).
- III C 4. Registres de la Commission intermédiaire des Etats de Dauphiné (17 janvier 1789-15 mars 1790).
- III C 34. 13 réponses de communautés du département actuel de l'Isère au questionnaire de la Commission intermédiaire des Etats du 28 février 1789.

Bibliothèque municipale de Grenoble.

Les papiers de Barnave : 11 cahiers en 8 volumes. U 5216 et en outre N 920. Défense de la Constitution dauphinoise et du Mandat (mss. de Barnave).

- Les papiers de Mounier : 18 liasses en 2 cartons. R 6314 (Lettres reçues par Mounier, secrétaire des Assemblées des trois Ordres, des Etats et de la Commission intermédiaire (1788-1789).
- Journal de Jacques Abel, bourgeois d'Antonaves, membre de l'Assemblée des trois Ordres (1788-1789). R 7807.
- Documents et notes sur l'histoire de la Révolution en Dauphiné, recueillis par les instituteurs des départements de l'Isère et de la Drôme, 1888, mss. in-f°, 4 cartons. R 7718.
- Récit de ce qui s'est passé à l'Assemblée de Romans, les 29, 30 et 31 décembre 1788. Romans, le 1^{er} janvier 1789. Copie manuscrite d'un témoignage contemporain, 6 p. in-4°. O 539.
- Lettre des Commissaires du roi au comte de Brienne, 4 novembre 1788. N 572.
- Lettre du procureur général du Parlement à Payn, avocat du roi à Saint-Marcellin, 26 mars 1789. Q⁴ (6).
- Fontanieu (intendant du Dauphiné). Des tailles et autres impositions y jointes et de la manière de les imposer en Dauphiné. Ms. R 5986.
- Mémoire de l'ingénieur en chef Rolland sur les travaux publics de la province de Dauphiné, 18 mars 1789. Ms. 12 p. in-f°. U 1253.
- Mélanges manuscrits de l'avocat Letourneau. Bd. 658, 4 vol. in-4°.

Archives départementales de la Drôme.

- Les 215 réponses des communautés du département actuel de la Drôme au questionnaire de la Commission intermédiaire des Etats du 28 février 1789. C³ C⁴ C⁵.
- Lettres et papiers de Duclaux de Bésignan (E. 689), de Pascal, notaire à Tain (E. 1370), de la famille Payan (L 1309).

Bibliothèque municipale de Lyon.

- Lettres adressées à Willermoz, franc-maçon martiniste de Lyon, par son disciple grenoblois Prunelle de Lière. Ms. 5473.

2° OUVRAGES ANCIENS ET DOCUMENTS IMPRIMÉS

A. — GENERALITES

I. — Ouvrages anciens et documents non spéciaux au Dauphiné.

1. *Archives parlementaires de 1787 à 1860. Recueil complet des débats législatifs et politiques des Chambres françaises...*, p. p. Mavidal et Laurent, 1^{re} série (1787-1799). 52 vol. in-8°.
2. *Procès-verbal de l'Assemblée des Notables tenue à Versailles en l'année 1788*. A Paris, de l'Imprimerie royale, 1789, 505 p. in-4°.

3. *Résultat du Conseil d'Etat du Roi, tenu à Versailles le 27 décembre 1788. Rapport fait au Roi dans son Conseil par le Ministre de ses Finances*, 16 p. in-8°.
4. *Histoire de la Révolution de 1789 et de l'établissement d'une Constitution en France, précédée de l'exposé rapide des administrations successives qui ont déterminé cette Révolution mémorable. Par deux amis de la liberté*. T. 1^{er}. Paris, 1790, in-12.
5. BERTRAND DE MOLEVILLE. — *Histoire de la Révolution de France pendant les dernières années du règne de Louis XVI (1801-1803)*. 10 vol. in-8°.
6. *Nouveau Recueil ou choix de pièces et d'écrits divers — sur la Révolution qui a été tentée en France par les Edits du 8 mai 1788 — sur les suites de cette tentative — sur le retour des Parlements, et sur la composition et la conduite des Etats généraux*. Déc. 1788. — *Suite au Nouveau Recueil ou Choix de pièces, etc...* Janvier 1789, 2 vol. in-8°.
7. RABAUT SAINT-ETIENNE. — *Œuvres...* précédées d'une notice sur sa vie par M. Collin de Plancy. Paris, 1826, 2 vol. in-8°.
8. PASCALIS. — *Mémoire sur la contribution aux charges publiques et communes de la Province*, 60 p. in-8°.
9. Comte d'ANTRAIGUES. — *Mémoire sur les Etats généraux, leurs droits et la manière de les convoquer*. 1788, in-8°.
10. *A la Noblesse de France, par un gentilhomme de Province*. Déc. 1788, 14 p. in-8°.
11. *Encyclopédie méthodique ou par ordre de matières*, par une Société de gens de lettres, de savans et d'artistes. *Finances*, par Rousselot de Surgy. Paris, 1784-1787, 3 vol. in-4°.

II. — Ouvrages anciens et documents concernant le Dauphiné.

12. *Almanach général de la Province de Dauphiné pour l'année 1789*. Grenoble, Giroud, 392 p. in-24.
13. Abbé GUILLAUME. — *Recueil des réponses faites par les communautés de l'Election de Gap au questionnaire envoyé par la Commission intermédiaire des Etats du Dauphiné* (collection de documents inédits sur l'histoire économique de la Révolution française). Paris, 1908, in-8°.
14. SALVAING DE BOISSIEU. — *De l'usage des fiefs et autres droits seigneuriaux contenant plusieurs remarques incidentes servant à l'histoire du Dauphiné*. Dernière édition revue, corrigée et augmentée. Grenoble, 1731.
15. DOCHIER J.-B. — *Recherches historiques sur la taille en Dauphiné*. Grenoble, 1783, 75 p. in-8° (F. D., T 5820).
16. DOCHIER J.-B. — *Mémoire sur les corvées avec le procès-verbal de l'Assemblée des Notables de la ville de Romans*. Du 1^{er} juillet 1787, 23 p. in-8° (F. D., U 3416).
17. *Mémoires de la Société littéraire de Grenoble*. A Grenoble, chez Allier, 1787-1789, 3 parties.

18. *Cahier des curés de Dauphiné adressé à l'Assemblée Nationale et à MM. les députés de la Province en particulier, au mois de novembre 1789.* A Lyon, 1789, xvi + 208 p. in-8°.
19. *Recueil des Edits, Déclarations, Lettres patentes et Ordonnances du Roi, Arrêts des Conseils de S. M. et du Parlement de Grenoble concernans en général et en particulier la Province de Dauphiné.* Grenoble, Giroud, 1690-1790, 27 vol. in-4°.
20. *Compte-rendu par la Commission intermédiaire des Etats de Dauphiné.* Grenoble, 1790, in-4°.
21. MAIGNIEN. — *Bibliographie historique du Dauphiné pendant la Révolution française.* Grenoble, 1891, 3 vol. in-8°.

B. — LES ASSEMBLEES DE ROMANS

I. — Assemblées réunies dans la province avant septembre 1788.

22. *Délibération de l'Hôtel de ville de Grenoble, 14 juin 1788, 7 p. in-8°.*
23. *Assemblée des trois Ordres de la Province de Dauphiné et très respectueuses Représentations des trois Ordres de la Province de Dauphiné, du 21 juillet 1788. 30 p. in-8°.*
24. *Arrêt du Conseil d'Etat du Roi (du 2 août 1788) portant qu'il se tiendra dans la ville de Romans une Assemblée des trois Ordres de la Province à l'effet de délibérer et de porter son vœu, tant sur la manière la plus utile d'en convoquer les Etats que sur la forme qui doit être donnée à leur composition. 8 p. in-8°.*
25. *Assemblée des trois Ordres de la ville de Grenoble, 13 août 1788. 8 p. in-8°.*
26. *Délibération de l'Assemblée de la Noblesse de Dauphiné tenue à Grenoble les 25, 26 et 27 août 1788 et présidée par M. le Comte de Morges. 6 p. in-8°.*

II. — Polémiques sur la constitution des Etats de Dauphiné antérieures à cette constitution (octobre 1787-août 1788).

27. (Comte DE VIRIEU). — *Dialogue sur l'établissement et la formation des Assemblées provinciales dans la Généralité de Grenoble entre M. M., Conseiller au Parlement de Dauphiné, membre de la Chambre des vacations de 1787, et M. N. habitant dans les Baronnies. 1787, 8 + 159 p. in-8°.*
28. BARNAVE. — *Esprit des Edits enregistrés militairement au Parlement de Grenoble, le 10 mai 1788. 19 p. in-8°.*
29. (ACHARD DE GERMANE). — *Examen impartial des réflexions d'un patriote dauphinois et du cri de la raison. 58 p. in-8°.*
30. *Lettre de M. le Baron des à M. le Chevalier de , ce 9 juillet 1788. 12 p. in-8°.*
31. *Seconde lettre du Baron des au Chevalier de . 4 p. in-8°.*
32. *De la formation des Etats provinciaux en Dauphiné, par un philanthrope, 20 août 1788. 26 p. in-8°.*

III. — Procès-verbaux des Assemblées de Romans.

Les procès-verbaux originaux des Assemblées de Romans n'ont pas été retrouvés. Nous avons consulté les procès-verbaux imprimés à l'époque des Assemblées :

33. *Procès-verbal de l'Assemblée générale des trois Ordres de la Province de Dauphiné tenue à Romans par permission du Roi (en septembre 1788)*. Grenoble, 1788, 139 p. in-4°.
34. *Procès-verbal de l'Assemblée générale des trois Ordres de la Province de Dauphiné tenue dans la ville de Romans, en novembre 1788*. Grenoble, 1788, 102 p. in-4°.
35. *Procès-verbal des Etats de Dauphiné assemblés à Romans, dans le mois de décembre 1788*. 195 p. in-4°.

Les trois procès-verbaux ont été réunis dans :

36. *Procès-verbaux des Assemblées générales des trois Ordres et des Etats du Dauphiné tenus à Romans en 1788*. Réimprimés à l'occasion du centenaire de la Révolution française, avec une introduction par André Lebon. Lyon, 1888, in-4°, xxxi-340 p. Nous renverrons toujours à cette édition commode et excellente par la simple abréviation : Procès-verbaux.
37. *Délibération de l'Ordre de la Noblesse de Dauphiné du 27 septembre 1788*. 4 p. in-4°.
38. *Supplément de consultation pour M. le Vicomte et Madame la Vicomtesse de Pons, sur les prérogatives de leur baronnie de Clermont, la première des quatre anciennes et premières baronnies de Dauphiné*. (Délibéré à Paris le 13 déc. 1788.) A Paris, chez Nyon, 28 p. in-4°.
39. *Observations lues dans la séance des Etats de Dauphiné, du 15 janvier 1789, par M. Farconnet, avocat au Parlement, servant de réponse aux mémoires et requêtes présentés au Roi, par M. le Vicomte de Pons et M. le Comte de Béranger, sur le droit qu'ils prétendent avoir d'être membres nés des Etats de Dauphiné et d'y précéder les autres gentilshommes*. Grenoble, 1789, 22 + 2 p. in-4°.

IV. — Témoignages contemporains sur les Assemblées de Romans.

40. MOUNIER. — *Nouvelles observations sur les Etats généraux de France*. 1789, 286 p. in-8°.
41. MOUNIER. — *Recherches sur les causes qui ont empêché les Français de devenir libres et sur les moyens qui leur restent pour acquérir la liberté*. Genève, 1792, 2 vol. in-8°, xvi + 304 et vii + 295 p.
42. MOUNIER. — *De l'influence attribuée aux philosophes, aux francs-maçons et aux illuminés sur la Révolution de France*. 2^e édit. Paris, 1822, 234 p. in-8°.
43. BARNAVE. — *Œuvres de...*, publiées par M^{me} Saint-Germain, sa sœur, mises en ordre et précédées d'une Notice historique sur Barnave par M. Béranger de la Drôme. Paris, 1843, 4 vol. in-8°.

44. A. PÉRIER. — *Histoire abrégée du Dauphiné, de 1626 à 1826* (Recueil de documents relatifs à l'histoire politique, littéraire, scientifique, à la Bibliographie, à la Statistique, etc..., du Dauphiné, réunis et annotés par un vieux bibliophile dauphinois (1^{er} fasc.). Grenoble, 1881, 120 p. in-8°.
45. BERRIAT SAINT-PRIX. — *Eloge historique de M. Mounier, Conseiller d'Etat*. 1806, 70 p. in-8°.
46. STENDHAL. — *Vie de Henri Brûlard*, édit. du Divan, 2 vol.
47. JOVY. — *Un document inédit sur le séjour de J.-J. Rousseau à Grenoble en 1768*. Bull. de la Soc. Sciences et Arts de Vitry-le-François, 1898.
48. BARTHELON. — *La Journée des Tuiles, 1788. Lettres de J.-J. Barthelon, Procureur au Parlement de Dauphiné, à François Albert, Avocat du Roi au Bailliage de Briançon*. Extrait du journal *Le Dauphiné*. Grenoble, 1866, 15 p. gd in-8°.
49. *Affiches, annonces et avis divers du Dauphiné*. A Grenoble, chez la veuve Giroud, années 1788 et 1789.
50. *Supplément au dernier Procès-verbal des trois Ordres et des Etats du Dauphiné du mois de décembre 1788 ou examen de la conduite des dissidens*, par M. M..., l'un des membres des Etats de Dauphiné. 1789, 48 p. in-8°.
51. *Lettre du Vicomte d'A... (Allard) à MM. de la Commission intermédiaire des Etats de Dauphiné*. 1789, 35 p. in-8°.

V. — Vœux de réformes présentés par des Dauphinois en dehors des Assemblées de Romans.

52. *Vingt contre un ou Arrêté proposé au Tiers-Etat de Dauphiné*. 32 p. in-8°.
53. *La mine éventée ou lettre-circulaire aux gentilshommes parlementaires du Dauphiné* (juillet 1788). 15 p. in-8°.
54. *Requête et avis d'un citoyen du Dauphiné aux membres respectables qui doivent composer les Etats généraux du Royaume convoqués par le Roi Louis XVI pour le mois de janvier 1789*. Bruxelles, 1788, 57 p. in-8°.
55. *Avis aux Etats de Dauphiné séant à Romans; abus à corriger*. 16 p. in-8°.
56. *Essai sur la nature, l'ordre et la forme des instructions qui peuvent être données par la province de Dauphiné à ses députés aux prochains Etats généraux*, par un citoyen du Tiers-Etat. Déc. 1788, 47 p. in-8°.
57. *Instructions ampliatives et succinctes sur les délibérations à prendre par les trois Ordres des citoyens députés aux Etats généraux adressées à nos très chers et magnanimes concitoyens de la province du Dauphiné*. 16 p. in-8°.
58. *Mémoire sur les rentes et les droits féodaux contenant un projet pour en effectuer l'amortissement à l'avantage des créanciers et des débiteurs, présenté aux Etats généraux par un Dauphinois*. 1789, 55 p. in-8°.

59. *Les curés de Dauphiné à leurs confrères les Recteurs de Bretagne.* 1789, 17 p. in-8°.

VI. — Critiques dirigées contre les principes des Assemblées de Romans.

60. *Réclamation d'un militaire du Dauphiné sur les exceptions faites en faveur de quelques membres de la Noblesse de cette Province, pour passer de la seconde classe à la première.* 4 p. in-8°. (C'est par erreur que Maignien attribue cette brochure au comte de Narbonne-Fritzlar. Elle est l'œuvre d'un lieutenant-colonel du génie : de la Pérouse. Cf. Lettre des Commissaires du Roi à Necker, 16 janvier 1789. (A. N., H¹ 670) (174).
61. (M. DE JOUFFREY). — *Lettre d'un vieux militaire des montagnes du Briançonnais aux Etats assemblés à Romans.* 1788, 8 p. in-8°.
62. *Chacun a fait ses preuves.* 8 p. in-8°.
63. *Mémoire à consulter et consultation, pour les curés du Dauphiné, relativement aux Etats généraux.* Paris, le 31 mars 1789, 11 p. in-4°.
64. *Lettre d'un député des Etats de Dauphiné à un de ses compatriotes.* 8 p. in-8°.
65. *Lettre d'un citoyen dauphinois à M. M. S. D. E. D. D. (Mounier, secrétaire des Etats de Dauphiné).* 77 p. in-8°.
66. *Mémoire pour une partie du Clergé et de la Noblesse du Dauphiné présenté aux Etats généraux.* 103 p. in-4°.
67. *Précis des motifs qui ont porté une partie du Clergé et de la Noblesse du Dauphiné à réclamer contre ce qui s'est passé dans cette province.* 26 p. in-4°.

VII. — Apologie des principes des Assemblées de Romans.

68. *Observations sur les principes de la constitution des Etats de Dauphiné, contenant leur développement pour servir aux Etats généraux.* 1788, 87 p. in-8° (Maignien attribue cet ouvrage à Mounier, mais il a probablement pour auteur l'avocat Lenoir-Laroche, cf. *infra*, p. 30, note 131.
69. (Comte DE VIRIEU). — *Esprit des opérations des trois Ordres de Dauphiné, depuis le 10 mai jusqu'à ce jour (1^{er} octobre 1788).* 8 p. in-8°.
70. *Réponse des députés de la Province de Dauphiné aux Etats généraux au nouveau mémoire intitulé Mémoire pour une partie du Clergé et de la Noblesse de Dauphiné.* 48 p. in-8°.

3° OUVRAGES MODERNES

I. — Ouvrages généraux.

71. P. RENOUVIN. — *Les Assemblées provinciales de 1787.* Paris, 1921, in-8°.

72. CHEREST. — *La chute de l'Ancien Régime*. Paris, 1884-1886, 3 vol. in-8°.
73. SAGNAC. — *La Révolution, 1789-1792*, dans *Histoire de France contemporaine*, par E. LAVISSE, t. I.
74. CARCASSONNE. — *Montesquieu et le problème de la Constitution française au XVIII^e siècle*. Paris, 1927, in-8°.
75. CHASSIN. — *Les cahiers des curés*. Paris, 1882, in-12.
76. LAVAQUERY. — *Necker, fourrier de la Révolution*. Paris, 1933, in-8°.
77. FLAMMERMONT. — *Le deuxième ministère de Necker (Revue historique, XLVI)*.

II. — Ouvrages consacrés aux Assemblées de Romans.

78. A. CHAMPOLLION-FIGEAC. — *Chroniques dauphinoises et documents inédits relatifs au Dauphiné pendant la Révolution. Première période historique. L'Ancien Régime et la Révolution (1750-1794)*. La première période historique des Chroniques dauphinoises est la seule qui nous intéresse ici. Elle comprend 2 volumes. Le premier s'arrête à l'Assemblée de Vizille (21 juillet 1788) (Vienne, 1884, 471 p. in-8°); le deuxième porte en sous-titre : *Les Etats de Dauphiné et la Révolution* (Grenoble-Lyon-Paris 1887, 463 p. in-8°). Nous les citerons ainsi : *Chroniques dauph. I* et *Chron. dauph. II*. Cette compilation confuse et sans critique peut rendre quelques services comme recueil de documents.
79. J.-A. FÉLIX-FAURE. — *Les Assemblées de Vizille et de Romans, en Dauphiné, durant l'année 1788*. Paris, 1887, cxxxvii-399 p. in-8°.
80. G. LETONNELIER. — *Les cahiers de doléances en Dauphiné*. Grenoble, 1935, 57 p. in-8°.
81. U. CHEVALIER. — *Les Etats de Dauphiné et particulièrement ceux tenus dans la ville de Romans en 1788*. Grenoble, 1869, 35 p. in-8°.

III. — Ouvrages divers sur le Dauphiné.

82. Ch. BELLET. — *Histoire de la ville de Tain*. Paris, 1905-1922, 2 vol. in-8°.
83. Abbé Claude BOUVIER. — *Jean-Georges Le Franc de Pompignan, Evêque du Puy, Archevêque de Vienne (1715-1790)*. Paris, 1903, 124 p. in-8°.
84. A. DU BOYS. — *Notice sur M. Barthélemy d'Orbanne, Avocat consistorial au Parlement de Dauphiné* (Bull. Acad. Delph., 1865, p. 409 et suiv.).
85. Abbé DUSSERT. — *Les Etats du Dauphiné aux XIV^e et XV^e siècles*. Grenoble, 1914, in-8°. — *Les Etats du Dauphiné de la Guerre de Cent ans aux guerres de Religion (1457-1556)*. Grenoble, 1923, in-8°. — *Cath. de Médicis et les Etats du Dauphiné, préludes du procès des tailles et arbitrage de la Reine-mère en 1579* (Bull. Acad. Delph., 6^e série, t. II, 1932, p. 123-189).

86. Ed. ESMONIN. — *Les Intendants du Dauphiné, des origines à la Révolution* (Annales de l'Université de Grenoble, 1923, t. XXXIV, p. 37-90).
87. Ed. ESMONIN. — *La révision des feux en Dauphiné en 1697-1706* (Annales Université de Grenoble, 1924, p. 177-202).
88. FAUCHER. — *La Révolution à Loriol* (Ann. Univ. Grenoble, 1914).
89. A. FAUCHÉ-PRUNELLE. — *Essai sur les anciennes institutions autonomes ou populaires des Alpes Cottiennes briançonnaises, augmenté de recherches sur leur ancien état politique et social, sur les libertés et les principales institutions du Dauphiné, ainsi que sur plusieurs points de l'histoire de cette Province, 1856-1857.* Grenoble, 2 vol. in-8°.
90. M^{me} Alice JOLY. — *Un mystique lyonnais et les secrets de la Franc-maçonnerie.* Mâcon, 1938, 329 p. in-4°.
91. L. DE LANZAC DE LABORIE. — *J.-J. Mounier. Sa vie politique et ses écrits*, Paris, 1887, in-8°.
92. MAILHET. — *La vallée de la Drôme. Histoire de Die.* Paris, 1897, in-12 (contient quelques extraits de lettres de Barnave à sa famille pendant les deux premières Assemblées de Romans).
93. ROCHAS. — *Biographie du Dauphiné contenant l'histoire des hommes nés dans cette province, qui se sont fait remarquer dans les lettres, les sciences, les arts, etc..., avec le catalogue de leurs ouvrages et la description de leurs portraits.* Paris, 1856-1860, 2 vol. in-8°.
94. J. ROMAN. — *Histoire de la ville de Gap.* Gap, 1892, in-8°.
95. X. ROUX. — *Mounier, sa vie et son œuvre.* Grenoble, 1888, in-8° (cet ouvrage très médiocre contient quelques extraits du Journal de J. Abel, bourgeois d'Antonaves).

On pourra enfin consulter notre étude sur *Le Parlement de Dauphiné et les affaires publiques dans la deuxième moitié du XVIII^e siècle.* (Deuxième partie, chap. VI et VII.)

CHAPITRE I

La Constitution des Etats (septembre-novembre 1788).

Le souvenir des Etats de Dauphiné suspendus en 1628. Les origines de la première Assemblée de Romans : l'Arrêt du Conseil du 2 août et ses modifications; l'Assemblée de Saint-Robert (1^{er} septembre).

I. *La première Assemblée des trois Ordres.* — Les trois Ordres constituent leurs députations respectives (5-10 septembre). La séance d'ouverture (10 septembre); l'Assemblée s'organise. La protestation des curés dauphinois contre leur mode de représentation (11 septembre). Une lettre adressée au roi renouvelle les réclamations de Vizille (13 septembre). La Noblesse et le Clergé acceptent de partager avec le Tiers le paiement de l'imposition remplaçant la corvée (15 septembre). L'élaboration du projet de Constitution. Les anoblis exclus de l'éligibilité; exception dont bénéficient ceux qui ont adhéré aux délibérations de Vizille. Inquiétudes d'une partie de la Noblesse devant les ambitions du Tiers-Etat. La scission du 18 septembre. La transaction proposée par Barthélemy d'Orbanne : chaque Ordre fixera lui-même la composition de sa députation aux Etats du Dauphiné. Le projet de Constitution est adopté (24-27 septembre).

II. *Le projet de Constitution des Etats.* — Ouvrages qui aident à en comprendre l'esprit. Les trois Ordres affirment leur pouvoir constituant.

a) *Composition des Etats.* — Distinction des Ordres maintenue. Représentation du Tiers égale à celle des deux autres Ordres réunis; faible représentation du Clergé; exclusion des « membres de droit »; conditions pour être électeurs et éligibles dans chacun des trois Ordres; l'administration réservée aux propriétaires fonciers.

b) *Organisation des Etats.* — Leur réunion annuelle; la durée du mandat de député et les conditions de réélection; la Commission intermédiaire; l'élection du Président et celle de la Commission intermédiaire par les trois Ordres réunis; délibération en commun et vote par tête; indemnité accordée aux membres des Etats; lieu des séances.

c) *Pouvoirs des Etats.* — Le pouvoir de voter les impôts est réservé aux Etats généraux, sauf pour les besoins particuliers de la province. Les Etats provinciaux élisent les députés de la province aux Etats généraux. Ils remplacent l'intendant dans la plupart de ses fonctions. Ils enregistrent les lois nouvelles avant les Cours souveraines. Ils veillent au maintien des privilèges de la province.

III. *Le Gouvernement et le projet de Constitution.* — La clôture de l'Assemblée de Romans (28 septembre). Le suicide de l'évêque de Grenoble (6 octobre). Gloire et appréhensions des auteurs de la Constitution dauphinoise. Popularité des Dauphinois à Paris. Les critiques portées par Necker sur le projet de Constitution. Intransigeance des Dauphinois devenus les « avocats consultants » de toutes les provinces. Efforts de conciliation du ministre. L'Arrêt du Conseil du 22 octobre 1788 et les modifications qu'il apporte au projet de Constitution. La deuxième Assemblée des trois Ordres (du 2 au 8 novembre) dominée par le Tiers-Etat, repousse toutes les modifications proposées par les nobles et les parlementaires. Elle rétablit, dans l'Arrêt d'enregistrement, les articles du projet écartés du Règlement royal. La lettre adressée au roi, le 8 novembre, expose les principes des Dauphinois relativement au mode de convocation et de délibération des Etats généraux. Unanimité apparente et dissentiments profonds entre les Ordres.

De 1350 à 1628, le Dauphiné posséda des Etats provinciaux, c'est-à-dire des Assemblées des trois Ordres, réunies périodiquement et dont la principale attribution était le vote et la levée de l'impôt ¹. Louis XIII ayant créé en Dauphiné, par un

¹ Sur les anciens Etats du Dauphiné, cf. Abbé DUSSERT, *Les Etats du Dauphiné aux XIV^e et XV^e siècles*. Grenoble, 1914, in-8°. — *Les Etats du Dauphiné de la guerre de Cent ans aux guerres de Religion (1457-1556)*.

Edit du mois de mars 1628, dix sièges et bureaux d'Election et trois receveurs particuliers des tailles, dans chacune de ces Elections, suspendit, par un Edit du mois de juillet suivant, les Assemblées des Etats ².

Au XVIII^e siècle, la composition et les fonctions des anciens Etats n'étaient plus très exactement connues ³. Mais le Parlement, gardien des libertés provinciales, conservait discrètement leur souvenir ⁴. Il sut l'évoquer, avec vigueur, en 1787, en repoussant l'Assemblée provinciale que Loménie de Brienne voulait établir, en Dauphiné ⁵. Après l'exil du Parlement, en juin 1788, la coalition de nobles et de robins qui dirigea la révolte dauphinoise contre les entreprises de l'archevêque de Sens et du garde des sceaux Lamoignon, réclama, à son tour, à Grenoble et à Vizille, la restauration des Etats de la province ⁶.

Recevant, le 15 juin, le marquis de Viennois, le comte de la Blache et le comte de Virieu, députés de la Noblesse dauphinoise, le ministre principal, en affirmant son intention de maintenir la Cour plénière et le nouvel ordre judiciaire institués par les Edits de mai 1788, se montrait beaucoup moins intransigeant à l'égard de l'Assemblée provinciale ⁷. Quelques jours après, il promettait aux députés de la Noblesse, par l'intermédiaire de l'ancien ministre Monteynard, le rétablissement

Grenoble, 1923, in-8°. — *Catherine de Médicis et les Etats du Dauphiné. Préludes du procès des tailles et arbitrage de la reine-mère en 1579* (Bull. Acad. Delph., 6^e série, t. 2, 1932, p. 123-189).

² FAUCHÉ-PRUNELLE, *Essai sur les anciennes institutions...*, t. 2, p. 477 à 480. Le nombre des Elections fut, plus tard, réduit à 6. Il y eut, en outre, une recette particulière à Briançon.

³ Abbé DUSSERT, *Les Etats du Dauphiné aux XIV^e et XV^e siècles*. Avant-propos, p. 3.

⁴ Cf. notre ouvrage sur *Le Parlement de Dauphiné et les affaires publiques dans la 2^e moitié du XVIII^e siècle* (2^e partie, chap. III).

⁵ *Ibid.*, 2^e partie, chap. V.

⁶ *Ibid.*, 2^e partie, chap. VI.

⁷ Lettre du marquis de Viennois au comte des Adrets, 16 juin (Arch. de Viennois).

des Etats du Dauphiné, à condition qu'ils fussent « hors de toute réclamation » et qu'ils convinssent aux trois Ordres » ⁸. Au début du mois de juillet, il admettait la réunion d'une Assemblée préliminaire des trois Ordres de la province : ainsi serait précisément fixé le vœu commun sur la constitution qu'il convenait de donner aux Etats restaurés ⁹. Par l'Arrêt du Conseil du 2 août, il convoquait, enfin, cette Assemblée consultative ¹⁰.

Les représentants des trois Ordres se réuniraient à Romans, le 29 août ¹¹. Les 30 députés du Clergé ¹² comprendraient les 7 archevêques et évêques de la province ¹³ ou leurs procureurs fondés, 4 commandeurs de Malte, 1 membre de chacun des 12 Chapitres des Eglises cathédrales et collégiales ¹⁴ et 1 député de chaque diocèse, élu par les Bureaux diocésains, « parmi les Abbés, Prieurs, Curés ou autres Ecclésiastiques ne faisant pas partie desdits Chapitres ». Les 60 députés de la Noblesse de Dauphiné devraient être choisis dans une Assemblée tenue à Grenoble, groupant « les nobles, seigneurs haut justiciers et possesseurs de fiefs dans ladite province et y payant Vingtième et Capitation » ¹⁵. Enfin, les Dauphinois, ni nobles ni clercs,

⁸ Lettre du marquis de Viennois au Comité de la Noblesse dauphinoise à Grenoble, 29 juin (*Ibid.*).

⁹ Lettre des députés de la Noblesse au Comité de Grenoble, 9 juillet (*Ibid.*).

¹⁰ Arrêt du Conseil d'Etat du Roi portant qu'il se tiendra, dans la ville de Romans, une Assemblée des trois Ordres de la Province, à l'effet de délibérer et de porter son vœu, tant sur la manière la plus utile d'en convoquer les Etats que sur la forme qui doit être donnée à leur composition, 8 p. in-4°.

¹¹ *Ibid.*, art. 1. Par l'article 9, il était laissé aux commissaires du roi la faculté de retarder l'Assemblée générale de 10 jours.

¹² *Ibid.*, art. 2 et 3.

¹³ Les archevêques de Vienne et d'Embrun; les évêques de Grenoble, de Valence, de Die, de Gap et de Saint-Paul-Trois-Châteaux.

¹⁴ Eglises cathédrales : Vienne, Embrun, Grenoble, Valence, Die, Gap, Saint-Paul-Trois-Châteaux. Eglises collégiales : Saint-Pierre et Saint-Chef de Vienne, Saint-André de Grenoble, Saint-Barnard de Romans, Crest, Montélimar.

¹⁵ Arrêt du Conseil, 2 août, art. 4.

domiciliés, propriétaires et payant imposition réelle et personnelle, groupés par communauté, choisiraient parmi eux, un député ¹⁶. Les députés des Communautés se réuniraient ensuite dans les chefs-lieux des six Elections ¹⁷, pour y élire les 90 représentants du Tiers-Etat à l'Assemblée préliminaire de Romans ¹⁸.

L'Assemblée de Romans, qui devait délibérer par ordre et par tête, serait, dans ce dernier cas, présidée par l'archevêque de Vienne ¹⁹. Auprès d'elle, le roi était représenté par le duc de Clermont-Tonnerre, lieutenant-général de la province, le comte de Narbonne-Fritzar, commandant en second, et l'intendant Caze de la Bove ²⁰. Aux termes de l'article 1^{er} de l'Arrêt du Conseil du 2 août, l'Assemblée devait exclusivement « délibérer et porter son vœu sur la manière la plus utile à la province d'en convoquer les Etats et sur la forme qui devait être donnée à leur composition ».

Résignés aux concessions, pour essayer d'empêcher la réunion factieuse où les représentants des trois Ordres du Daupiné devaient confirmer, le 1^{er} septembre, les résolutions exprimées le 21 juillet, à Vizille, les ministres tinrent compte de certaines critiques dirigées contre la composition de l'Assemblée consultative de Romans ²¹. Par un Arrêt du Conseil du

¹⁶ Arrêt du Conseil, art. 6.

¹⁷ Grenoble, Vienne, Valence, Montélimar, Gap, Romans.

¹⁸ « 21 seront pris dans les communautés qui composent l'Election de Grenoble, 22 dans celles de l'Election de Vienne, 12 dans celles de l'Election de Romans, 8 dans celles de l'Election de Valence, 11 dans celles de l'Election de Gap et Briançon et 16 dans celles de l'Election de Montélimar » (Arrêt du Conseil du 2 août, art. 5).

¹⁹ *Ibid.*, art. 10 : « S. M. voulant connaître le vœu des personnes et celui des Ordres sur ce qui fait l'objet de la convocation des dites Assemblées, entend que la délibération sur ledit objet soit prise tant par Ordre, dans les Assemblées séparées de chacun des dits Ordres, que par tête, dans une Assemblée réunie de tous les Ordres. » — Art. 11 : « Lorsque la dite Assemblée délibérera par tête, elle sera présidée par le sieur Archevêque de Vienne... ».

²⁰ *Ibid.*, art. 8.

²¹ Ces critiques ont été résumées dans la *Délibération de l'Assemblée*

16 août ²², ils étendirent le droit électoral, dans l'Ordre de la Noblesse, accordé précédemment aux seuls seigneurs féodaux et justiciers, à tous les gentilshommes payant imposition foncière ou personnelle, en Dauphiné; ils autorisèrent les propriétaires roturiers non domiciliés — qui étaient souvent les plus riches propriétaires et les plus éclairés — à voter dans les Assemblées de communautés où ils payaient taille et Vingtième, alors que l'Arrêt du Conseil du 2 août les en avait exclus; ils admirent enfin que l'Assemblée communale pourrait choisir son député, non seulement dans la communauté — ainsi que le stipulait le précédent Arrêt du Conseil — mais parmi tous les membres du Tiers-Etat payant imposition réelle ou personnelle, dans le territoire de l'Election où la communauté était comprise.

Ces concessions d'un Gouvernement moribond ne désarmèrent pas les Dauphinois qui, pour établir solidement la nouvelle Constitution des Etats, estimaient nécessaire une Assemblée beaucoup plus nombreuse et qui ne devrait pas son existence précaire à un « Arrêt du Conseil non enregistré » ²³.

Les ministres acceptèrent encore de doubler le nombre des membres prévus pour l'Assemblée consultative, en le portant à 360 ²⁴. Enfin, le départ de Brienne, connu le 29 août, en Dauphiné, détermina les commissaires du roi à un nouvel abandon. Avec leur assentiment, plusieurs centaines de membres des trois Ordres se réunirent à Saint-Robert, près de Grenoble, le 1^{er} septembre, et là, de leur propre mouvement, sanctionnant, en quelque sorte, l'Arrêt du Conseil du 2 août, ils

des trois Ordres de la ville de Grenoble, 13 août 1788, publiée par CHAMPOLLION-FIGEAC, Chroniques dauphinoises, II, p. 14-21.

²² *Ibid.*, p. 22.

²³ Lettre du chevalier du Bouchage au marquis de Viennois, 11 août (Archives de Viennois).

²⁴ Lettre de Caze de la Bove au comte de Brienne, 6 septembre (A. N., Ba 74 (1) 5).

décidèrent de se transporter à Romans, pour le 5 septembre, afin d'y former leur vœu sur la constitution des futurs Etats ²⁵.

I

Le maire de Romans, Dedelay d'Agier, à peine libéré de la détention qui lui avait été infligée, pour son opposition véhémentement aux « Edits de mai » ²⁶, mérita tous les suffrages pour le zèle qu'il mit à diriger la bonne volonté de ses administrés, charmés de l'honneur et des avantages que ne manquerait pas de leur procurer l'installation des Etats à Romans. « Il a pourvu — écrivait le chevalier du Bouchage — avec une intelligence, une activité, une suite inconcevable à tous les détails que la circonstance exigeait. Il n'est pas un individu qui n'ait trouvé à tous égards toutes les ressources possibles » ²⁷.

Le 5 septembre, à 11 heures du matin, les membres des trois Ordres, réunis dans le faubourg du Péage, à l'église des Minimes, connurent les dernières instructions adressées par le roi à ses commissaires ²⁸. Tout en préférant une Assemblée réduite à 180 ou à 360 membres, le souverain, par une concession ultime aux trois Ordres du Dauphiné, acceptait une « Assemblée indéfinie », mais on y observerait, « autant qu'il serait possible », la proportion entre les Ordres, prévue par l'Arrêt du Conseil du 2 août.

Pendant cinq jours, nobles, ecclésiastiques et roturiers, réunis séparément, constituèrent leurs députations respectives.

²⁵ Cf. *Le Parlement de Dauphiné et les affaires publiques*, 2^e partie, chap. vi.

²⁶ *Ibid.*

²⁷ Le chevalier du Bouchage au marquis de Viennois, 7 septembre (Arch. de Viennois).

²⁸ Instructions transmises par le même au même, avec une lettre du 6 septembre (*Ibid.*).

Les démarches de la Noblesse fixaient l'attention de tous, car les nobles avaient joué un rôle décisif dans la révolte dauphinoise et contribué activement, le 14 juin, le 21 juillet et le 1^{er} septembre, au succès des Assemblées de Grenoble, de Vizille et de Saint-Robert. Lorsque les gentilshommes de Grenoble étaient arrivés à Romans, la ville avait été illuminée en leur honneur ²⁹. Hardiment, les nobles décidèrent d'assister « en Corps », à l'Assemblée des trois Ordres, afin que celle-ci fût « la plus nombreuse possible, pour mettre la constitution des Etats à l'abri de toute réclamation... et lui assurer la consistance la plus inébranlable » ³⁰. Dès le 6 septembre, ils arrêtaient leur représentation « au nombre de 190 qui étaient présents et inscrits » ³¹. En conservant la proportion entre les Ordres, fixée par l'Arrêt du Conseil du 2 août, le Clergé devait compter 95 députés et le Tiers-Etat 285.

Le Clergé dauphinois — à l'exception des curés et des chanoines du diocèse de Grenoble — avait montré la plus grande circonspection à l'égard du mouvement de révolte contre les Edits de mai, et son chef le plus respecté, Le Franc de Pompidan, archevêque de Vienne, avait même hautement rappelé l'obéissance due au souverain ³². Dans cet esprit, l'Ordre du Clergé obéit scrupuleusement aux articles de l'Arrêt du Conseil du 2 août qui fixaient sa représentation à l'Assemblée de Romans. Celle-ci comptait d'abord un archevêque et un évêque ³³, les représentants des cinq autres prélats et quatre commandeurs de Malte. Les Chapitres des Eglises cathédrales et

²⁹ *Lettres du Procureur Barthelon à son ami François Albert*, 10 septembre, p. 14.

³⁰ Le chevalier du Bouchage au marquis de Viennois, 7 septembre (Arch. de Viennois).

³¹ *Ibid.* et *Procès-verbaux*, p. 39. Liste des députés de la Noblesse dans *Procès-verbaux*, p. 4 à 8.

³² *Lettre pastorale de Mgr l'Archevêque de Vienne aux curés de son diocèse*, 15 juillet 1788, 8 p. in-8°.

³³ L'archevêque de Vienne et l'évêque de Grenoble.

collégiales et les Bureaux diocésains, tenant compte de la faculté donnée par le roi de doubler la représentation prévue par l'Arrêt du Conseil, avaient presque tous désigné deux députés au lieu d'un ³⁴. En tout, l'Ordre du Clergé possédait seulement 48 députés et il fut admis qu'on « compterait le suffrage de chacun d'eux pour deux voix, jusqu'au nombre de quatre-vingt-quinze voix » ³⁵.

Beaucoup plus difficile à former fut la représentation du Tiers-Etat. Une grande partie de la bourgeoisie dauphinoise était restée indifférente à la propagande des avocats de Grenoble et s'était abstenue de paraître aux Assemblées de Vizille et de Saint-Robert. Sur 1.009 communautés, 490, obéissant à l'Arrêt du Conseil du 2 août, avaient envoyé des députés dans les chefs-lieux d'Election, pour élire, le 31 août, les représentants du Tiers-Etat à l'Assemblée de Romans ³⁶. Seule, l'Election de Grenoble, unanimement fidèle à l'esprit de Vizille, avait refusé d'appliquer ces dispositions, et les députés des communautés qui la formaient s'étaient réunis, dans l'Assemblée de Saint-Robert, le 1^{er} septembre, aux dissidents des autres Elections de la province ³⁷. Ils se rendirent ensuite à Romans où ils rencontrèrent les députés régulièrement élus dans les Assemblées d'Election de Vienne, Valence, Romans, Montélimar et Gap. Les commissaires du roi et l'archevêque de Vienne s'efforcèrent d'apaiser les animosités qui divisaient partisans de l'obéissance et partisans de l'opposition ³⁸. Ils

³⁴ Seul le bureau diocésain de Saint-Paul-Trois-Châteaux n'avait envoyé qu'un député.

³⁵ *Procès-verbaux*, p. 39. Liste des députés du Clergé. *Ibid.*, p. 2-4.

³⁶ Caze de la Bove au comte de Brienne, 6 septembre (A. N., Ba 74 (1) 5).

³⁷ *Ibid.*, Dans l'Election de Grenoble, sur 251 communautés 12 seulement avaient nommé des députés à l'Assemblée d'Election; sur 196 communautés de l'Election de Vienne, 140 avaient obéi à l'Arrêt du Conseil, 64 sur 102 dans l'Election de Romans, 43 sur 80 dans l'Election de Valence, 98 sur 234 dans l'Election de Montélimar, 133 sur 146 dans l'Election de Gap.

³⁸ Caze de la Bove au comte de Brienne, 9 septembre (A. N., Ba 74 (1) 14). Le chevalier du Bouchage au marquis de Viennois, 7 septembre (Arch. de Viennois).

obtinrent la réunion des députés de chaque Election avec ceux des « communautés défaillantes » de la même Election qui se trouvaient à Romans, afin de former une seule députation à l'Assemblée des trois Ordres ³⁹.

Dans la représentation du Tiers-Etat enfin constituée, on constatait la prépondérance écrasante des hommes de loi : 106 avocats, 59 notaires et 10 procureurs ⁴⁰. Parmi eux 57 avaient assisté à l'Assemblée de Vizille et plus ou moins participé à la campagne de protestation contre les Edits de mai ⁴¹. Ces hommes actifs, parfois éloquentes, rompus à la pratique des affaires, entraînés par le succès, allaient gagner à l'esprit de Vizille le Tiers-Etat tout entier. C'est ainsi que les députés de l'Election de Vienne, en nombre insuffisant, ayant eu à choisir six d'entre eux, qui bénéficieraient de deux voix, désignaient, à côté de l'avocat Chabroud, leur porte-parole habituel, partisan déclaré des Edits de mai ⁴², l'avocat Hilaire, un des plus actifs meneurs de l'agitation dauphinoise ⁴³.

**

³⁹ « Il a été convenu que, pour l'Assemblée actuelle seulement sans tirer à conséquence pour l'avenir et sans préjudice de la véritable représentation qui pourrait appartenir aux différentes Elections, les députés du district de l'Election de Grenoble nommeraient entre eux 64 personnes, ceux de l'Election de Romans : 44; ceux de l'Election de Valence : 30; ceux de l'Election de Montélimar : 37; ceux de l'Election de Vienne n'étant qu'au nombre de 67, il a été résolu que, devant avoir 73 voix, d'après la proportion ci-dessus, ils nommeraient 6 personnes à chacune desquelles ils donneraient 2 voix; que ceux de l'Election de Gap n'étant qu'au nombre de 31, en nommeraient 6 qui auraient également double voix » (*Procès-verbaux*, p. 39-40).

⁴⁰ Les Assemblées préliminaires du Tiers-Etat groupèrent en tout 364 députés qui se réduisirent à 273 dont 12 eurent 2 voix (liste des députés du Tiers-Etat dans *Procès-verbaux*, p. 11-41).

⁴¹ Outre les 57 hommes de loi qui avaient assisté à l'Assemblée de Vizille, 11 autres députés du Tiers à Romans avaient également participé à cette Assemblée.

⁴² *Histoire de la Révolution de France*, par BERTRAND DE MOLEVILLE, I, p. 360.

⁴³ Il avait été le rédacteur des *Délibérations des Communautés du*

Le 10 septembre, les trois Ordres se réunirent dans l'église des Cordeliers. L'archevêque de Vienne se plaça « au fond de la nef, près du sanctuaire, ayant à sa droite le Clergé, à sa gauche la Noblesse, et le Tiers-Etat des deux côtés et en face, joignant immédiatement les deux premiers Ordres » ⁴⁴.

Le comte de Morges, président de la Noblesse, et qui avait présidé l'Assemblée de Vizille, rappela le vœu formulé, dans cette Assemblée, pour l'élection libre à toutes les places des Etats de la province. Il signifia courtoisement à l'archevêque de Vienne, désigné par le roi pour présider les trois Ordres, qu'on ne le reconnaissait dans ces fonctions que « pour cette Assemblée seulement et sans préjudice à tous les droits et intérêts de la province » ⁴⁵. Mgr Le Franc de Pompignan, alors âgé de soixante-treize ans, avait une grande réputation de science et de vertu ⁴⁶. Son « éloquence » était « facile » et « élégante » ⁴⁷; son visage majestueux, empâté par l'âge, offrait encore l'éclat atténué d'un beau regard. D'un mot, il regagna la popularité qu'une *Lettre pastorale* prônant l'obéissance aux Edits de mai lui avait fait perdre, dans une partie de l'opinion publique. « J'adhère à cette protestation — répondit-il au comte de Morges — et j'y joins la mienne » ⁴⁸.

Le juge royal de Grenoble, Mounier, fut ensuite élu secrétaire, par acclamations ⁴⁹. A peine âgé de trente ans, principal inspirateur du mouvement dauphinois du 14 juin au 1^{er} septembre, rédacteur des délibérations de Vizille, sa connaissance du droit public, « la force et la solidité de ses raison-

Comté de Clermont. 24-juin-29 juin 1788. 1 brochure de 16 p. in-8°. Cf. MAIGNIEN, *Bibliog.*, n° 135.

⁴⁴ *Procès-verbaux*, p. 42.

⁴⁵ *Ibid.*

⁴⁶ Abbé Claude BOUVIER, *Jean-Georges Le Franc de Pompignan, Evêque du Puy, Archevêque de Vienne, 1715-1790.* 1 vol., 124 p. in-8° (portrait).

⁴⁷ A. PÉRIER, *Hist. abrégée du Dauphiné*, p. 47.

⁴⁸ *Procès-Verbaux*, p. 42.

⁴⁹ Le chevalier du Bouchage au marquis de Viennois, 13 septembre (Arch. de Viennois).

nemens » ⁵⁰, la modération de son caractère, le rendaient le guide nécessaire d'une Assemblée où tous, cependant, ne partageaient pas ses principes. Mais l'expression méditative, concentrée, sérieuse de ce visage allongé, un peu étroit, forçait la confiance.

Mounier alla prévenir les trois commissaires du roi que l'Assemblée les attendait. Ils furent reçus, à la porte de l'église, par une députation de 12 membres, « qui les conduisit à la place qui leur était préparée, sur une estrade, entre l'archevêque de Vienne et le comte de Morges. Ils étaient précédés, dans leur marche, des gardes du duc de Tonnerre et accompagnés des officiers de la garnison... » ⁵¹. « Eux assis et couverts, ainsi que l'Assemblée — note encore le chevalier de Bouchage — le duc fit un discours assez bref sur les circonstances, M. de la Bove parla ensuite avec plus d'étendue et fort bien, le comte de Narbonne ne nous donna rien... » ⁵².

Après le départ des commissaires du roi, l'Assemblée entendit les discours de deux défenseurs de la tradition : l'évêque de Grenoble, Hay de Bonteville, rappela les droits de son siège à la présidence des Etats ⁵³, le marquis de Maubec évoqua les privilèges et les places distinguées dont jouissaient, dans les anciennes Assemblées de la province, les premiers barons du Dauphiné ⁵⁴. On appréciait communément les grâces extérieures, « l'urbanité » et le « talent d'improvisation » de Hay de Bonteville, mais on ne l'estimait pas. Ses prétentions à la présidence firent sourire. « Il avait l'esprit gentil et léger — dira de lui le comte de Morges — mais nullement celui des affaires... » ⁵⁵. Après avoir conservé une atti-

⁵⁰ BERRIAT SAINT-PRIX, *Eloge historique de M. Mounier*, p. 8.

⁵¹ Le chevalier du Bouchage au marquis de Viennois, 13 septembre (Arch. de Viennois).

⁵² On trouvera le texte des discours dans *Procès-verbaux*, p. 44-46.

⁵³ *Procès-verbaux*, p. 51.

⁵⁴ *Procès-verbaux*, p. 48-49.

⁵⁵ Lettre à Viennois, 22 octobre 1788 (Arch. de Viennois).

tude très prudente, pendant la crise, il flagorna les vainqueurs du jour, dont il espérait les suffrages. Une phrase de sa harangue souleva les applaudissements : « La retraite du principal Ministre est un aveu formel de son impuissance à vaincre la résistance de la Nation... » ⁵⁶.

Dans l'après-midi du 10 septembre et le lendemain, l'Assemblée acheva de s'organiser. Il fut décidé que, dans les délibérations, « lorsqu'il n'y aurait pas de motif pour séparer les Ordres, on appellerait un membre du Clergé, deux de la Noblesse et trois du Tiers-Etat et ainsi de suite... » ⁵⁷. Un gentilhomme déclara, au cours de la discussion, qui fut longue ⁵⁸ : « Je désire le mélange des voix, pour éviter la monotonie... ». « Ce mot profond — remarque Mounier, qui nous le rapporte — exprimait, tout à la fois, le danger, l'influence de l'esprit de corps et l'avantage du moyen proposé » ⁵⁹.

Par ailleurs, les trois Ordres nommèrent 36 commissaires, pour préparer leur travail. Ils se répartirent entre trois bureaux. « Le premier — note Barnave, dans une lettre à son oncle — pour la formation des Etats; le deuxième, qui est celui où je suis et qui s'assemble chez moi, à cause de la commodité de mon logement, est pour les affaires générales, les lettres et tout ce qui concerne le bien public; le troisième est pour la rédaction des procès-verbaux... Chacun d'eux est composé de deux membres du Clergé, quatre de la Noblesse et six du Tiers-Etat. Leur travail, avant d'être porté à l'Assemblée, est reçu dans le Bureau général, composé des trois autres réunis... » ⁶⁰. 23 commissaires, sur 36, avaient assisté à l'As-

⁵⁶ Cette phrase, qui ne figure pas dans le discours imprimé (*Procès-verbaux*, p. 56-58), a été recueillie par le comte de Morges (lettre au marquis de Viennois, 12 septembre. Arch. de Viennois).

⁵⁷ *Procès-verbaux*, p. 54-55.

⁵⁸ Le chevalier du Bouchage au marquis de Viennois, 13 septembre (Arch. de Viennois).

⁵⁹ MOUNIER, *Nouvelles observations*, p. 247, note 1.

⁶⁰ Lettre de Barnave à son oncle, 16 septembre 1788, citée dans MAILLET,

semblée de Vizille. Parmi eux, on distinguait les nobles libéraux : Baronat, Blacons, Pina Saint-Didier, Marsanne, Murinais, du Bouchage — les avocats, rédacteurs des délibérations et des brochures de polémique, organisateurs des assemblées factieuses : Barthélemy d'Orbanne, Piat-Desvial, Pison du Galland, Hilaire, Lacour d'Ambésieux, Champel, Blancard, Didier, Lagier de La Condamine, Achard de Germane — enfin l'auteur de la plus violente diatribe contre les Edits de mai ⁶¹, Barnave, qui, avec son visage osseux et hardi, sa chevelure blonde rejetée en arrière, son assurance un peu insolente, apparaissait à un contemporain timide, comme un « jeune imberbe furibond... » ⁶².



Histoire de Die, p. 244. Les noms des commissaires sont indiqués dans les *Procès-verbaux*, p. 53. Leur répartition entre les bureaux nous est connue par le *Journal* d'ABEL d'ANTONAVES cité par Xavier ROUX, *Mounier*, p. 52-53.

1° Bureau pour la formation des Etats. *Clergé* : de Rosans, commandeur de Malte; Lagier de Vaugelas, vicaire général du diocèse de Die. *Noblesse* : de Baratier, le chevalier du Bouchage, le marquis de Baronat, le marquis de Pina Saint-Didier. *Tiers-Etat* : Pison du Galland, Achard de Germane, Chabroud, Champel, Lacour d'Ambésieux, Rosière de Champagnieu.

2° Affaires générales, Mémoires, Motions, Correspondances, Lettres, Bien public. *Clergé* : Colaud de la Salcette, vicaire général du diocèse d'Embrun; Sollier, chanoine de l'église de Saint-Paul-Trois-Châteaux. *Noblesse* : marquis de Blacons fils, de Saint-Germain, comte de Marsanne, chevalier de Murinais. *Tiers-Etat* : Bertrand de Montfort, Bérenger, Didier, Barnave, de La Bâtie, Hilaire.

3° Rédaction des procès-verbaux, Conseil général, Révision particulière avant le Comité total. *Clergé* : Hay de Bonteville, évêque de Grenoble; Corbeau de Saint-Albin, chanoine doyen de l'église cathédrale de Vienne. *Noblesse* : marquis de Langon, marquis de la Villette, marquis de Beaussemblant, de Tardivon. *Tiers-Etat* : Piat-Desvial, Barthélemy d'Orbanne, Brun, Lagier de La Condamine, Guillermet, Blancard.

⁶¹ *Esprit des Edits enregistrés militairement au Parlement de Grenoble, le 10 mai 1788*, 19 p. in-8°.

⁶² Mémoire de BOVIER publié par JOVY, *Un document inédit sur le séjour de Jean-Jacques Rousseau à Grenoble en 1768* (*Bull. de la Soc. Sciences et Arts de Vitry-le-François*, 1898, p. 146).

Plusieurs manifestations, lors des premières séances des Etats, marquèrent la persistance de l'esprit de Vizille.

Les curés du Dauphiné avaient joué un grand rôle dans la campagne d'agitation contre les Edits de mai; ils furent déçus par l'Arrêt du 2 août, qui ne leur permettait pas de choisir librement leurs députés à l'Assemblée des trois Ordres, mais faisait désigner ceux-ci par les bureaux diocésains. « Parmi ces députés des Diocèses — noteront-ils, l'année suivante, dans le cahier qu'ils présenteront à l'Assemblée nationale — il se trouva 12 curés que leurs confrères ne purent regarder comme leurs représentants... » ⁶³.

Au moment de l'ouverture de l'Assemblée de Romans, une trentaine de curés ⁶⁴, agissant au nom d'un grand nombre d'autres, essayèrent vainement d'obtenir des prélats et des chanoines, composant la majorité du premier Ordre, la libre élection de leurs députés ⁶⁵. Ils se présentèrent enfin, le 10 septembre, avant l'ouverture de la séance, à l'église des Cordeliers, et s'installèrent sur les bancs réservés à l'Ordre ecclésiastique ⁶⁶. Celui-ci prévenu, « députa un de ses membres... pour réclamer qu'on désempara les bancs qu'il devait occuper. Il en résulta des discussions et de la rumeur... », note le chevalier du Bouchage qui souligne que les curés « étaient soutenus assez vivement par des membres des deux autres Ordres ». « Enfin, après quelques altercations, on arrangea la chose, en resserrant les personnes déjà placées et en faisant venir de nouveaux bancs et des chaises ».

Le lendemain matin, l'Ordre du Clergé dut accepter l'entrée

⁶³ *Cahier des Curés de Dauphiné adressé à l'Assemblée Nationale et à MM. les Députés de la Province en particulier, au mois de novembre 1789*, 208 p. in-8°, p. 133-134.

⁶⁴ On trouvera leurs noms dans les *Procès-verbaux*, p. 52.

⁶⁵ Lettre des commissaires du roi au comte de Brienne, 12 septembre 1788 (A. N., Ba 75 (1) 25).

⁶⁶ Le chevalier du Bouchage au marquis de Viennois, 13 septembre (Arch. de Viennois).

dans l'Assemblée de Lemaitre, curé de Saint-Laurent de Grenoble, et de Fusier, curé de Chirens, qui — l'un et l'autre — avaient assisté à l'Assemblée de Vizille. Lemaitre lut une protestation contre la désignation des députés des curés par les bureaux diocésains, au mépris du « droit d'élire librement leurs représentants, droit dont ils doivent jouir comme tous les autres citoyens... » ⁶⁷. Il voulut ensuite commencer un discours. « Il fut arrêté sur-le-champ par l'archevêque qui l'obligea, ainsi que son confrère, de se retirer » ⁶⁸.

Mais, après le départ des deux députés, un membre du Clergé déclara que cet Ordre avait, « de son propre mouvement, délibéré d'une manière conforme aux désirs de MM. les Curés », et il fut unanimement arrêté par les trois Ordres « qu'à l'avenir, on ne pourrait admettre, dans les Etats ou Assemblées des trois Ordres, comme représentants de MM. les Curés, que les Députés qu'ils auraient librement élus, sous les yeux de leurs supérieurs » ⁶⁹.



Dans les instructions envoyées aux commissaires du roi, les ministres leur avaient prescrit de « circonscrire les délibérations de l'Assemblée dans les bornes marquées » par l'Arrêt du Conseil du 2 août, qui lui donnait l'unique mission de soumettre au roi un plan de Constitution pour les futurs Etats de la province ⁷⁰.

Cependant, dès le 12 septembre, le marquis de Blacons, au nom du Bureau chargé de la correspondance, propose à l'Assemblée « d'écrire une lettre au Roi, pour exprimer les sen-

⁶⁷ *Procès-verbaux*, p. 51-52.

⁶⁸ Lettre citée du chevalier du Bouchage au marquis de Viennois, 13 septembre.

⁶⁹ *Procès-verbaux*, p. 53.

⁷⁰ Supplément aux instructions données aux commissaires du roi à l'Assemblée de Romans, 23 août 1788 (A. N., Ba 44 (7) 3).

timens de reconnaissance des Trois Ordres et demander le prompt rétablissement des Tribunaux dans toutes leurs fonctions et d'écrire une lettre à M. Necker, pour lui témoigner la satisfaction qu'ont éprouvée les Trois Ordres de cette Province en apprenant son rappel au Ministère des finances » ⁷¹. Le lendemain — d'après le bourgeois Jacques Abel — on lut, « dans l'Assemblée générale, deux lettres au Roi et deux à M. Necker, dont deux de M. Barnave et les deux autres de M. Mounier. On trouva les premières un peu longues, quoique remplies de bonnes idées. On penchait pour envoyer les deux dernières. Néanmoins, il fut retenu que les Commissaires les réviseraient et les compléteraient » ⁷².

La lettre adressée à Necker, au témoignage de Barnave lui-même, avait pour but, en le complimentant, de « le mettre dans les intérêts de la Province » ⁷³.

La lettre destinée au roi ⁷⁴ reprend les thèmes familiers aux délibérants de Vizille. Elle affirme le rôle constitutionnel du Parlement, « organe suprême et dépositaire des Loix », à côté de l'« Assemblée Nationale, en qui réside exclusivement le droit d'accorder les subsides et de sanctionner les Loix nouvelles » ⁷⁵, et des Etats provinciaux, qui répartissent les impôts et défendent les privilèges particuliers. Elle reproche aux ministres d'avoir suspendu — depuis le début du xvii^e siècle — les Etats généraux de France et les Etats provinciaux du Dauphiné. « Dans ce silence forcé du Peuple, dans cet oubli de la Constitution, les Magistrats se trouvèrent les seuls qui pussent défendre les droits de la Nation. Ils s'opposèrent à l'altération de ses Loix et, nous leur en devons des actions de grâces : ils accordèrent pour elle des subsides et l'aveu

⁷¹ *Procès-verbaux*, p. 55.

⁷² *Journal* de J. ABEL cité par X. ROUX, *Mounier*, p. 53.

⁷³ Lettre citée de Barnave à son oncle. MAILHET, *Hist. de Die*, p. 244.

⁷⁴ *Procès-verbaux*, p. 59-64.

⁷⁵ *Ibid.*, p. 61.

solennel de cette erreur les en a seul justifiés. Et cependant, Sire, c'est pour cet aveu, c'est pour la noble franchise, à laquelle votre Royaume doit aujourd'hui l'espoir de sa restauration, qu'on a tenté de les anéantir et d'ensevelir, avec eux, les derniers fondements de nos libertés » ⁷⁶.

En conclusion — tout en remerciant le roi de la restauration des Etats du Dauphiné et de la convocation prochaine des Etats généraux — l'Assemblée de Romans demande le retrait définitif des Edits de mai, la libération de ceux qui ont été emprisonnés pour leur avoir résisté, le rappel des Parlements.

Les commissaires du roi, transmettant la lettre au comte de Brienne, secrétaire d'Etat de la guerre et de la province, y soulignaient des expressions « caractérisant une indépendance réfléchie ». « L'on ne saurait trop se prémunir — ajoutaient-ils — contre les fausses maximes, qui se propagent et qui tendent à changer la Constitution de l'Etat » ⁷⁷.



L'Assemblée de Vizille, pour faciliter l'union nécessaire des trois Ordres, avait décidé, conformément, aux revendications affirmées du Tiers-Etat, que l'imposition représentative de la corvée, instituée par la Déclaration du 20 juillet 1787 ⁷⁸, ne pèserait pas exclusivement sur les roturiers mais serait payée par tous ⁷⁹. Le 15 septembre, le marquis de Blacons proposa à l'Assemblée de Romans de confirmer cette résolution, « pour montrer, toujours de plus en plus, l'unité de principe et d'intérêts des trois Ordres de cette Province » ⁸⁰. L'enthousiasme

⁷⁶ *Procès-verbaux*, p. 62.

⁷⁷ Lettre du 18 septembre 1788 (A. N., Ba 74 (1) 53).

⁷⁸ Cf. *Le Parlement de Dauphiné et les affaires publiques*, 2^e partie, chap. v.

⁷⁹ *Assemblée des trois Ordres de la Province de Dauphiné*, 21 juillet 1788, p. 20.

⁸⁰ *Procès-verbaux*, p. 66.

général emporta les hésitations manifestées par le Clergé ⁸¹ et Barthélemy d'Orbanne, au nom du Tiers-Etat, remercia les deux premiers Ordres ⁸².



Pendant que l'Assemblée se livrait à ces manifestations, le Bureau chargé d'élaborer le projet de Constitution des Etats poursuivait son travail. Le 16 septembre, les résultats commençaient à être discutés dans le Comité général composé des 36 commissaires ⁸³ et, le 17 septembre, les trois Ordres examinaient les premiers articles ⁸⁴. Mais, à ce moment, éclatèrent de violents incidents qui mirent en question l'existence même de l'Assemblée.



Les pamphlétaires ministériels avaient bafoué les anoblis que comptait l'Ordre de la Noblesse à l'Assemblée de Vizille, « espèce amphibie — écrivait l'un d'eux — qui méconnaît le Tiers-Etat et que les Nobles repoussent avec dédain » ⁸⁵. « Un mauvais plaisant — déclarait un autre — a menacé de faire imprimer des généalogies, avec commentaires et anecdotes. Il a promis que la liste sera formée d'une suite illustre d'avocats de village, de procureurs, d'huissiers, de fripiers, de pâtisseries, d'usuriers, etc... souches florissantes de cette noblesse qui doit, chez la postérité, prendre le nom de colonne de l'Etat » ⁸⁶. Nombreux étaient les anoblis de Vizille qui s'étaient

⁸¹ *Journal de J. ABEL* cité par X. ROUX, *Mounier*, p. 55-56.

⁸² *Ibid.* et *Procès-verbaux*, p. 66.

⁸³ Le chevalier du Bouchage au marquis de Viennois, 16 septembre (Arch. de Viennois).

⁸⁴ *Procès-verbaux*, p. 67-68.

⁸⁵ *Vingt contre un ou Arrêté proposé au Tiers-Etat de Dauphiné*, 32 p. in-8°, p. 24, note 26.

⁸⁶ *La mine éventée ou lettre-circulaire aux gentilshommes parlementaires du Dauphiné*, 15 p. in-8°, p. 8.

rendus à Romans. La Noblesse se déciderait-elle à les adopter définitivement et à les admettre dans sa représentation aux futurs Etats?

Dans les anciens Etats de la province, les seigneurs justiciers et féodaux représentaient seuls la Noblesse dauphinoise ⁸⁷. En 1788, le Tiers estimait, avec Mounier, qu'il « serait dangereux qu'un fief pût encore donner des privilèges exclusifs sur l'administration du Royaume » ⁸⁸. Un noble libéral, Pina Saint-Didier, critiquait fort ce privilège, rétabli par l'Arrêt du Conseil du 2 août, qui créait « une aristocratie vraiment dangereuse » et était d'une « injustice criante pour tous les gentilshommes sans fief, quoique riches propriétaires, qui se trouvaient exclus de leur Ordre..., et dans qui on éteignait, dans un moment, le patriotisme généreux dont ils avaient donné tant d'exemples... » ⁸⁹. Cependant, la tradition gardait des partisans déclarés. Le Parlement lui-même, dans le projet de restauration des Etats provinciaux présenté aux ministres, en juillet 1787, la respectait ⁹⁰. Virieu la défendait, dans son *Dialogue sur l'établissement et la formation des Assemblées provinciales* ⁹¹. Le 10 juillet 1788, encore, d'Autichamp écrivait à Viennois qu'à son avis, la Noblesse ne pouvait admettre, pour la représenter dans les Etats, que des gentilshommes « pouvant faire preuve d'au moins quatre degrés et possédant des terres en une haute justice ayant clocher et qualifiés du nom de Seigneurs » ⁹². Sans être aussi exclusif, le chevalier du Bouchage n'acceptait pas les ambitions des anoblis : « Leur

⁸⁷ *De la formation des Etats provinciaux en Dauphiné par un philanthrope*, 20 août 1788, 26 p. in-8°, p. 2.

⁸⁸ *Nouvelles observations...*, p. 206.

⁸⁹ Lettre au marquis de Viennois, 23 août (Arch. de Viennois).

⁹⁰ Archives de la Drôme, L 1309.

⁹¹ *Dialogue sur l'établissement et la formation des Assemblées provinciales dans la Généralité de Grenoble* (Cf. MAIGNIEN, *Bibliographie*, n° 24, p. 141).

⁹² Archives de Viennois.

prétention est que tout Noble soit admis aux Etats, l'anobli de quatre jours comme le plus ancien gentilhomme. Déjà écrasé ou menacé de l'être par le Tiers-Etat, vous sentez les conséquences qui en résulteraient en admettant, sans restriction, des gens qui en sortent à peine et qui, y ayant encore parents, amis et tous les rapports de liaison et de société, ne peuvent qu'en conserver les principes et en défendre les intérêts, aux dépens de ceux de la Noblesse »⁹³.

Le 17 septembre, dans une Assemblée particulière de la Noblesse, que nous fait connaître le comte de Morges, et qui réunissait 106 personnes, les anoblis, au nombre de soixante-cinq, « signifièrent aux quarante et un autres que, s'ils n'étaient pas déclarés éligibles, ils allaient se retirer et plaideront leurs causes avec beaucoup de chaleur; d'autres déclarèrent vouloir faire décider la question à l'Assemblée générale des trois Ordres; enfin, un des plus honnêtes, nous adressant la parole, nous dit : « Messieurs, nous avons assisté à toutes vos Assemblées, nous en avons partagé les dangers, voudriez-vous aujourd'hui nous faire une injustice? Nous nous en remettons à votre décision, aimant mieux qu'elle soit prononcée par vous que par l'Assemblée des trois Ordres ». Les 40 se rassemblèrent immédiatement après, chez moi, et après longue et mûre délibération, il fut fait l'Arrêté suivant :

« Le 17 septembre 1788, il a été arrêté par le corps de la Noblesse de Dauphiné assemblé à Romans, que les preuves nécessaires pour être élu, dans son Ordre, membre des Etats de la province, seraient irrévocablement fixées à 4 générations faisant au moins cent ans de Noblesse. Il a été arrêté, au surplus, d'excepter de la loi ci-dessus établie, tous ceux des membres de cet Ordre qui ont été présents à l'Assemblée tenue à Vizille, le 21 juillet dernier, ainsi que ceux qui, ayant adhéré aux résolutions prises à ladite Assemblée, se sont rendus à

⁹³ Lettre à Viennois, 27 septembre (*Ibid.*).

celle tenue à Grenoble, le 25 août dernier, lesquels, ainsi que leurs descendants en ligne directe, pourront être élus membres des Etats de la province, à la charge par eux de prouver qu'ils avaient à l'époque du 21 juillet dernier, la noblesse acquise et transmissible » ⁹⁴.

Cet avantage, dont bénéficiaient les anoblis de Vizille, fut célébré comme une victoire par le Tiers-Etat : « Exception glorieuse — écrira un publiciste — qui, en un seul jour, vieillit d'un siècle leur Noblesse et les honore plus, aux yeux de leurs concitoyens que les titres qu'ils avaient acquis... » ⁹⁵. Mais l'ancienne Noblesse, qui s'était laissé arracher cette concession, dissimulait mal son amertume.

*
**

Jusque-là, les nobles avaient suivi, sans trop de résistance, l'impulsion de quelques-uns d'entre eux qui, aux côtés de la basoche grenobloise, les avaient entraînés dans le mouvement de protestation contre les Edits de mai. « La Noblesse est conduite — écrira le marquis de Marcieu — par MM. de Baronat, de Blacons, le chevalier de Dolomieu, le chevalier de Murinais, Saint-Didier, plébéiens par excellence, lesquels sont conduits eux-mêmes par le Tiers-Etat... » ⁹⁶.

Ces nobles libéraux avaient répondu — avec empressement — à l'appel de Mounier et de Barnave. « L'Angleterre serait encore sous la verge du despotisme — écrivait Pina Saint-Didier, le 23 août — s'il s'était trouvé des privilégiés du temps de la Révolution : la grande affaire était celle de la Nation, qui n'était pas croisée et contrariée par des disputes frivoles

⁹⁴ Le comte de Morges au marquis de Viennois, 18 septembre (*Ibid.*).

⁹⁵ *Observations sur les principes de la Constitution des Etats de Dauphiné contenant leur examen et leur développement pour servir aux Etats Généraux*, 1788, 87 p. in-8°, p. 35-36.

⁹⁶ Lettre à Viennois, 4 novembre (Arch. de Viennois).

et des intérêts médiocres » ⁹⁷. Le baron de Ventérol notait, à la même époque : « J'ai souvent réfléchi sur les démarches de la Noblesse de Bretagne; elle s'est conduite avec la plus grande énergie et la plus grande vigueur dans les commencements, mais, lorsqu'elle a vu qu'elle n'obtenait rien, elle aurait dû se réunir aux deux autres Ordres, elle aurait présenté une grosse masse qui en aurait imposé, mais il fallait profiter du moment... » ⁹⁸.

Cependant plusieurs gentilshommes des meilleures Maisons s'étaient inquiétés, dès le début, de l'enthousiasme quelque peu inconsidéré qui entraînait l'Ordre. Le marquis de Bérenger n'avait pas hésité, à Versailles, à prendre hautement parti contre ses compatriotes ⁹⁹. Le comte de Revigliasc avait dénoncé aux ministres leur activité factieuse ¹⁰⁰. Le marquis de Viennois, tout en représentant officieusement la Noblesse dauphinoise et, à l'occasion, les trois Ordres, auprès du Gouvernement, adressait à ses amis des conseils de prudence. Dans une lettre au comte des Adrets, le 12 juillet, il critique ces gentilshommes qui, par « un esprit de philosophie très moderne, ne prenant pas garde qu'ils ne sont que les échos de quelques membres du Tiers qui sont leurs amis, mais bien plus fins qu'eux, nous proposent hautement de partager en entier la corvée, les accessoires du second brevet de la taille, etc..., d'autres, bien pis encore. Je suis tout aussi ami du peuple que qui que ce soit, mais avec ces belles dispositions là, je ne vois rien de pire que le sort d'un noble dauphinois, dont une partie des possessions sont plus nobles que lui » ¹⁰¹.

⁹⁷ Lettre à Viennois, 23 août (*Ibid.*).

⁹⁸ Lettre à Viennois, 20 août (*Ibid.*).

⁹⁹ Lettre du Comité de la Noblesse au marquis de Viennois, 7 juillet 1788 (*Ibid.*).

¹⁰⁰ Lettre du comte de Révigliasc au comte de Brienne, 3 août 1788 (A. N., Ba 74) (8).

¹⁰¹ Minute conservée dans les Archives de Viennois.

A Romans, si l'on en croit le vicomte d'Allard, une vingtaine de gentilshommes au moins, avaient une opinion « absolument opposée à tout ce qui se faisait, se délibérait ou se statuait... » ¹⁰². L'ancien président de l'Assemblée de Vizille, le comte de Morges, lui-même, commençait à exprimer les plus sérieuses appréhensions : « Je vois avec inquiétude — écrit-il le 18 septembre aux députés de la Noblesse — que le Tiers-Etat prend toutes ses mesures pour dominer dans nos Etats; il ne veut pas que les fermiers soient nommés députés, prétendant que la contrainte par corps doit les en exclure, mais le vrai motif est l'influence que les grands propriétaires pourraient avoir sur leurs fermiers; il veut admettre le plus grand nombre de curés possible, et repousser le haut Clergé, enfin il n'y a sorte d'adresse et de précaution que ne prenne le Tiers-Etat pour avoir la prépondérance la plus décidée, et plusieurs ont déjà eu l'imprudence de se vanter d'attaquer et de détruire tous les droits de la Noblesse, disant hautement qu'elle est sans talents pour l'administration et qu'eux seuls sont en état de conduire les affaires. La Noblesse ne possédant ni terres, ni fiefs, qui est éligible par la nouvelle Constitution, n'aura aucun intérêt à défendre les droits du fief contre les entreprises du Tiers-Etat et il peut en résulter les plus grands inconvénients » ¹⁰³.

Les commissaires du roi suivaient, avec intérêt, le réveil de l'esprit de corps, dans la Noblesse dauphinoise. « La Noblesse — écrivent-ils, au comte de Brienne — a commencé à s'apercevoir de l'emprise que le Tiers-Etat a pris sur elle et paraît résolue à s'y soustraire... Le Clergé qui, jusqu'ici, n'avait aucune influence, s'est réuni à la Noblesse » ¹⁰⁴.

Dans la matinée du 18 septembre, deux ecclésiastiques se

¹⁰² *Lettre du Vicomte d'A... à MM. de la Commission intermédiaire des Etats du Dauphiné*, 1789, 35 p. in-8°, p. 10.

¹⁰³ Archives de Viennois.

¹⁰⁴ A. N. Ba 74 (5) 22.

présentèrent aux gentilshommes assemblés « pour nous dire — rapporte le comte de Morges — que la protection que nous paraissions avoir accordée aux curés les déterminait à en admettre quatre dans leur formation, mais que, dans ce cas, ils étaient obligés de n'admettre que deux Commandeurs de Malte, attendu le petit nombre du Clergé dont toutes les autres parties ne seraient pas suffisamment représentées; ils nous proposèrent de délibérer, dans quelques circonstances, par Ordre et non par voix alternative, comme le Tiers-Etat le prétend. Ils nous représentèrent que si les fermiers n'étaient pas admis comme députés du Tiers, cette exclusion ferait le plus grand tort aux deux premiers Ordres » ¹⁰⁵.



Lorsque les trois Ordres se réunirent, le 18 septembre, à quatre heures de l'après-midi, les préventions et les rancunes, qui les divisaient sourdement, aggravèrent soudain un incident de la discussion, au point de le rendre presque irréparable.

La lassitude avait éloigné déjà un grand nombre de nobles des séances de l'Assemblée ¹⁰⁶. Ce jour-là, ils se trouvèrent réduits de 190 membres à 105. « Je demandais — écrit le comte de Morges — que le Tiers-Etat se réduisît en proportion de la Noblesse, mais jugez de notre étonnement quand nous vîmes le Tiers rejeter, avec éclat et tumultueusement, une demande aussi juste. On fit tout ce qu'on put pour le ramener : ce fut sans succès. On s'échauffa de part et d'autre. Les deux premiers Ordres demandèrent à délibérer, suivant l'ancien usage, par Ordre. Le Tiers s'y opposa plus fortement encore. Ils prirent le ton le plus insolent. Trois des leurs parlèrent en conséquence et Piat Desvial finit par dire qu'il fallait déli-

¹⁰⁵ Lettre du 19 septembre à Viennois (Arch. de Viennois).

¹⁰⁶ Le comte de Morges au marquis de Viennois, 12 septembre (*Ibid.*).

bérer et que ceux qui ne le voulaient pas n'avaient qu'à s'en aller, et cela, avec le ton le plus impudent. Alors on perdit patience. Le tumulte devint général et plus animé. M. l'Archevêque déclara au Tiers-Etat que, puisque deux des Ordres ne voulaient pas délibérer, il levait la séance. La Noblesse et le Clergé se retirèrent et se rassemblèrent dans la chapelle des Pénitents. Beaucoup étaient d'avis de faire un verbal, de nommer des commissaires des deux premiers Ordres, pour faire un plan d'Etats et d'envoyer le tout à la Cour. Cependant, on finit par ne rien conclure. Ce qu'il y a d'inconcevable, c'est que trois des nôtres qui veulent tout entraîner et ont toujours été du parti du Tiers, n'ont pas changé, dans cette circonstance, d'opinion et font tout ce qu'ils peuvent pour arrêter les démarches dignes et rigoureuses que paraissaient devoir prendre les deux premiers Ordres. Vous voyez, Messieurs, que la scission est déjà bien avancée. Je ne sais si les esprits se calmeront et se rapprocheront. Mais je crois qu'il serait plus avantageux et plus digne de recevoir la loi de l'autorité royale que du Tiers-Etat, qui veut faire une Constitution entièrement démocratique » ¹⁰⁷.



Le 19 septembre, les trois Ordres exaltèrent leur esprit de Corps et affirmèrent leur intransigeance, dans des assemblées particulières. Dans celle du Tiers-Etat, Barthélemy d'Orbanne et Pison du Galland insistèrent pour exclure de l'éligibilité les fermiers, dont la Noblesse et le Clergé défendaient les droits ¹⁰⁸. On invoquait d'abord leur sujétion étroite à l'égard des propriétaires qui les employaient : « Un fermier, par la nature de ses engagements envers le propriétaire, est ordinairement dans sa dépendance. En soutenant une opinion

¹⁰⁷ Le même au même, 19 septembre (*Ibid.*).

¹⁰⁸ *Journal* de Jacques ABEL cité par X. Roux, *Mounier*, p. 58-59.

contraire à la sienne, il pourrait craindre de compromettre ses intérêts et dès lors la liberté des suffrages ne serait point entière, indépendamment du danger de porter atteinte à l'équilibre qui doit exister entre les Ordres... » ¹⁰⁹. Un autre argument était tiré de l'influence excessive de certains fermiers puissants sur les sous-fermiers qui dépendaient d'eux : « il est essentiel de considérer qu'en Dauphiné, un très grand nombre de propriétaires exploitent eux-mêmes leurs biens; que les fermiers des grandes terres ne sont que des spéculateurs, dont la seule industrie consiste à profiter de celle d'autrui, en sous-affermant à des particuliers, par portions séparées, usage qui les rend presque étrangers à l'agriculture et qui, s'ils étaient éligibles, leur donnerait assez d'influence sur les sous-fermiers, pour se faire élire toutes les fois qu'ils pourraient le désirer » ¹¹⁰. Enfin, au témoignage de Mounier, dans l'Assemblée du Tiers-Etat, « soixante fermiers déclarèrent eux-mêmes qu'ils seraient gênés par ceux dont ils tiendraient les Fermes » ¹¹¹.

Intraitable sur le point principalement contesté avec les deux Ordres privilégiés, le Tiers accepta cependant de faire une démarche conciliante, auprès de l'Ordre de la Noblesse. Barthélemy d'Orbanne, auteur de cette proposition, fut chargé de conduire la députation désignée à cet effet ¹¹². Alors âgé de 52 ans, Barthélemy d'Orbanne était l'avocat consultant le plus célèbre de Grenoble et les agréments d'un caractère aimable et désintéressé lui avaient valu de solides amitiés, parmi les membres les plus distingués de tous les Ordres ¹¹³. Sa modération était notoire : le 13 août, avec le comte de Mor-

¹⁰⁹ *Procès-verbaux*, p. 162.

¹¹⁰ *Ibid.*, p. 163.

¹¹¹ Lettre de Mounier au comte de Brienne, 21 octobre 1788 (A. N., Ba 74 (4) 16). Ce témoignage est confirmé par la lettre des commissaires du roi au comte de Brienne du 20 septembre (A. N., Ba 74 (1) 55).

¹¹² Lettre non signée adressée au marquis de Viennois, le 22 septembre (Arch. de Viennois).

ges et le chevalier du Bouchage, il avait essayé de convaincre les délibérants de l'Hôtel de ville de Grenoble qu'il fallait obéir à l'Arrêt du Conseil du Roi et renoncer à la réunion du 1^{er} septembre ¹¹⁴. Aucun messenger ne pouvait être plus agréable à l'Assemblée de la Noblesse et du Clergé réunis, devant laquelle, avec trois autres membres du Tiers, il se présenta : « Là, à la tête de ses camarades — écrit un contemporain — il a fait un discours si éloquent et si analogue à la circonstance que plusieurs d'entre eux n'ont pu cacher les larmes qui coulaient de leurs yeux, lui-même n'a jamais pu retenir les siennes : en un mot, il s'est si supérieurement bien conduit que la paix en est résultée et qu'on continue à travailler à la formation des Etats provinciaux. Cet acte fait un honneur infini à ce brave homme et lui mérite à jamais le suffrage général de la province » ¹¹⁵.

En fait, comme le proposait Barthélemy d'Orbanne lui-même, chaque Ordre conserva « le soin exclusif d'arrêter les bases de sa composition propre » ¹¹⁶. « Les choses ont pris une tournure plus calme — note le chevalier du Bouchage, le 23 septembre — et l'ennui et le désir de finir me paraissent mettre à la raison tout le monde. Comme le médecin dit à son confrère : passez-moi la rhubarbe, je vous passerai le séné, on se dit ici : passez-moi l'exclusion des fermiers, passez-moi la réduction des curés, je vous passerai vos preuves de Noblesse, et réciproquement. Enfin on a fini par convenir que chaque Ordre aviserait à sa formation particulière, sur ces différents articles » ¹¹⁷.

*
**

¹¹³ Cf. la notice que lui a consacrée A. du Boys dans *Bull. Acad. Delph.*, 3^e série, I, 1865, p. 409 et suiv.

¹¹⁴ Le chevalier du Bouchage au marquis de Viennois, 14 août 1788 (Arch. de Viennois).

¹¹⁵ Lettre citée adressée au marquis de Viennois, le 22 septembre (*Ibid.*).

¹¹⁶ A. PÉRIER, *Histoire abrégée du Dauphiné*, p. 89.

¹¹⁷ Lettre à Viennois (Arch. de Viennois).

Un travail acharné des commissaires, le 22 et le 23 septembre, permit au secrétaire de lire le plan proposé pour les Etats, devant l'Assemblée générale tenue le 24 septembre, au matin ¹¹⁸. L'après-midi du même jour, les Ordres, de nouveau séparés, l'examinèrent avec soin. « Dans l'Assemblée du Tiers où j'étais — note Jacques Abel — les réflexions des individus ont été si longues que notre séance n'a fini qu'à 10 heures... » ¹¹⁹. Le 25, le 26 et le 27 septembre enfin, tous les articles du projet de Constitution furent successivement arrêtés par l'Assemblée générale ¹²⁰.

II

La tentative de réforme administrative de Necker, en 1779 ¹²¹, et, plus récemment, celle de Loménie de Brienne ¹²² avaient familiarisé les Dauphinois avec la constitution des Assemblées provinciales. Une Assemblée de ce genre ayant été installée à Grenoble, en 1787, le Parlement, qui venait de proposer, lui-même, un projet de restauration des Etats de Dauphiné ¹²³, avait interrompu l'expérience, le 6 octobre ¹²⁴. L'Arrêt de la Cour, approuvé par certains, avait soulevé des critiques, dont le comte de Virieu s'était fait l'interprète dans son remarquable *Dialogue sur l'établissement et la formation des Assemblées provinciales dans la Généralité de Grenoble* ¹²⁵. Le 21 juillet 1788, les délibérants de Vizille prirent plusieurs décisions de principe, au sujet du rétablissement des Etats ¹²⁶.

¹¹⁸ Même lettre du 23 septembre et *Procès-verbaux*, p. 72.

¹¹⁹ Cité dans X. Roux, *Mounier*, p. 62.

¹²⁰ *Procès-verbaux*, p. 73-76.

¹²¹ Cf. *Le Parlement de Dauphiné et les affaires publiques*, 2^e partie, chap. III.

¹²² *Ibid.*, 2^e partie, chap. IV.

¹²³ Archives de la Drôme, L 1309.

¹²⁴ *Recueil des Edits* de GIROUD, XXVII-63.

¹²⁵ 1 vol. 159 p. in-8°. Cf. MAIGNIEN, *Bibliographie*, n° 24.

¹²⁶ *Assemblée des trois Ordres de la Province de Dauphiné*, 30 p. in-8°.

Deux opuscules, parus en juillet et en août : *La Lettre de M. le Baron des *** à M. le Chevalier de ****¹²⁷, auquel répondit l'ouvrage intitulé : *De la formation des Etats provinciaux en Dauphiné, par un Philanthrope*¹²⁸, présentèrent des remarques assez développées sur les réformes qu'il convenait d'introduire dans l'organisation des Assemblées de la province. Les rédacteurs de la Constitution de septembre 1788 connaissaient ces polémiques, qui ne purent manquer de les influencer.

Trois ouvrages postérieurs à la composition du plan des Etats aident aussi à mieux comprendre les intentions de ses auteurs. Le premier est la justification, présentée par la deuxième Assemblée de Romans, en novembre 1788, de certains articles que le Gouvernement refusait d'accepter¹²⁹. Les deux autres sont des brochures parues à la même époque : *L'Esprit des opérations des trois Ordres du Dauphiné, depuis le 10 mai 1788 jusqu'à ce jour, 1^{er} octobre 1788*¹³⁰ et les *Observations sur les principes de la Constitution des Etats de Dauphiné, contenant leur développement pour servir aux Etats Généraux*¹³¹.

¹²⁷ 19 juillet 1788, 12 p. in-8°. Cf. aussi *Seconde lettre du Baron des... au Chevalier de...*, 4 p. in-8°.

¹²⁸ 26 p. in-8°.

¹²⁹ Motifs des modifications apposées au règlement du 22 octobre. *Procès-verbaux*, p. 161 à 166.

¹³⁰ 8 p. in-8°. Maignien désigne comme auteur le comte de Virieu (*Bibliographie*, n° 235).

¹³¹ MAIGNIEN (*Bibliographie*, n° 225) indique Mounier comme étant l'auteur de cet ouvrage. Mais ni Rochas dans la *Bibliographie* très complète des ouvrages de Mounier (*Biographie du Dauphiné*, II, p. 183-184), ni Berriat Saint-Prix (dans *Eloge historique de M. Mounier, Conseiller d'Etat*, 1806, 1 vol., 70 p. in-8°) ne lui attribuent cet opuscule. En fait, on ne retrouve ni les idées, ni le style du secrétaire des Etats de Dauphiné dans cette brochure qui, d'après une inscription manuscrite contemporaine relevée sur l'exemplaire de la Bibliothèque de Grenoble (F. D., O 503), pourrait être l'œuvre d'un avocat grenoblois installé à Paris, mais s'intéressant activement aux événements dauphinois : Lenoir-Laroche (Cf. ROCHAS, *Biographie*, II, p. 50).

Enfin, Mounier, ayant été avec Barthélemy d'Orbanne — au témoignage de l'intendant Caze de la Bove ¹³² — le principal auteur de la Constitution, les œuvres de Mounier et les manuscrits de son meilleur lieutenant, Barnave, achèveront d'éclairer l'élaboration d'un plan d'Etats provinciaux, dont la nouveauté hardie devait retenir l'attention publique dans la France entière ¹³³.

*
**

L'Assemblée de Vizille, dans son Arrêté, en reconnaissant que la constitution des anciens Etats devait « subir plusieurs changements », avait déclaré que « les trois Ordres seuls » auraient « le droit de les indiquer » ¹³⁴. Les citoyens des différents Ordres, réunis le 13 août 1788, à l'Hôtel de ville de Grenoble, n'avaient pas accepté le rôle purement consultatif que l'Arrêt du Conseil réservait à l'Assemblée convoquée à Romans ¹³⁵. L'Assemblée de Romans elle-même, « réagissant contre l'oubli du principe antique et fondamental, qui met la législation entre les mains de la Nation par le *consensus populi* » ¹³⁶, supplie le roi d'« homologuer » le plan qu'elle lui présente, par des « Lettres patentes » qui lui seront adressées. A cet effet, elle se proroge au 1^{er} novembre, dans la même ville de Romans, « afin de pouvoir vérifier et enregistrer les Lettres patentes, sauf à être ensuite publiées et enregistrées dans les Cours et les autres Tribunaux de la province ». Par ailleurs, craignant même les complaisances que l'Assemblée plus réduite des Etats pourrait avoir à l'égard du Gouverne-

¹³² Lettre à Necker du 13 octobre 1788 (A. N., Ba 74 (2) 9).

¹³³ Sur la répercussion de la Révolution administrative de Dauphiné dans la France entière, cf. P. RENOUVIN, *Assemblées provinciales*, p. 342 à 347. On trouvera le plan des Etats provinciaux présenté au roi par l'Assemblée de Romans, dans les *Procès-verbaux*, p. 79-95.

¹³⁴ *Assemblée des trois Ordres de la province de Dauphiné*, p. 19.

¹³⁵ *Assemblée des trois Ordres de la ville de Grenoble*, 8 p. in-8°.

¹³⁶ *Esprit des opérations des trois Ordres du Dauphiné*, op. cit., p. 7.

ment, elle leur défend de « rien changer... à la Constitution proposée par les Trois Ordres et autorisée par S. M. » ¹³⁷.



Les trois Ordres fixent à 144 le nombre des membres des Etats : 24 ecclésiastiques, 48 nobles, 72 roturiers ¹³⁸. Electeurs et éligibles devront avoir 25 ans accomplis ¹³⁹ — âge de l'émancipation civile, en Dauphiné ¹⁴⁰.

Ainsi l'Assemblée de Romans, moins audacieuse que Calonne dans son projet d'Administrations provinciales ¹⁴¹, n'abolit pas la distinction des Ordres. Ce respect de la tradition était contraire à la pensée intime de Mounier, mais les rédacteurs de la Constitution devaient s'incliner devant des préjugés invincibles, encore affermis — ainsi que le déclare le secrétaire de l'Assemblée lui-même — « par les formes qu'on avait employées pour la résistance contre les absurdes entreprises de l'Archevêque de Sens... Les ennemis de la Cour plénière, pour ne pas faire naître un sujet de division parmi les mécontents, étaient forcés d'adopter les expressions auxquelles on se trouvait habitué : il avait fallu convoquer des Assemblées des trois Ordres » ¹⁴². La distinction était poussée au point qu'il était interdit aux ecclésiastiques et aux nobles d'être électeurs ou éligibles dans l'Ordre du Tiers ¹⁴³. « Le temps est proche, sans doute — écrira Mounier, peu après — où de si tristes précautions ne seront plus jugées nécessaires » ¹⁴⁴.

¹³⁷ *Procès-verbaux*, p. 77-79.

¹³⁸ Plan des Etats, art. 1.

¹³⁹ Art. 2.

¹⁴⁰ *Observations sur les principes de la Constitution des Etats de Dauphiné*, op. cit., p. 26.

¹⁴¹ P. RENOUVIN, *Assemblées provinciales*, p. 81.

¹⁴² *Recherches sur les causes*, I, p. 214.

¹⁴³ Art. 16.

¹⁴⁴ *Nouvelles Observations*, p. 225.

La représentation du Tiers-Etat était égale à celle de la Noblesse et du Clergé réunis, comme dans les Assemblées provinciales de Necker et de Brienne et dans le projet même de restauration des Etats de Dauphiné présenté par le Parlement et la Chambre des Comptes aux ministres, en juillet 1787. Malgré la répugnance marquée par quelques membres de la Noblesse ¹⁴⁵, cet avantage avait été formellement promis au Tiers par les Assemblées de Grenoble et de Vizille ¹⁴⁶.

La faible proportion réservée au Clergé, qui ne comptait que 24 représentants contre 48 nobles, ne semble pas avoir soulevé de vifs débats entre les Ordres. Elle trouvait sa justification dans la tradition des anciens Etats — où les nobles étaient beaucoup plus nombreux que les clercs ¹⁴⁷ — et surtout dans le double fait que la Noblesse avait, dans la province, des propriétés plus étendues que celles du Clergé ¹⁴⁸, et que ce dernier ne participait aux charges publiques que par le Don gratuit, alors que la Noblesse payait le Vingtième, la Capitation, et, pour ses biens roturiers, la taille ¹⁴⁹. Déjà dans l'Assemblée provinciale de Necker, en 1779, on ne trouvait que 12 ecclésiastiques contre 18 gentilshommes ¹⁵⁰; dans

¹⁴⁵ Nous avons retrouvé l'expression de cette répugnance dans une lettre du marquis de Viennois au baron de Ventérol, écrite le 27 juin 1788 : « Vous égaliserez le pouvoir du troisième Ordre avec celui des deux premiers... J'en frissonne d'avance, mais vous l'avez décidé dans votre Assemblée du 14 juin. Les Assemblées provinciales ont fait connaître le danger de cette formation » (Archives de Viennois). Telle était aussi l'opinion de M. d'Autichamp (Lettre du 10 juillet 1788 au marquis de Viennois, *Ibid.*).

¹⁴⁶ *Délibération de l'Hôtel de ville de Grenoble, 14 juin 1788, 7 p. in-8°, p. 6. Assemblée des trois Ordres de la Province de Dauphiné, op. cit., p. 20.*

¹⁴⁷ Projet du Parlement et de la Chambre des Comptes pour une réorganisation des Etats du Dauphiné. Commentaire de l'art. 4 (Arch. de la Drôme, L 1309).

¹⁴⁸ Lettre de M. d'Autichamp au marquis de Viennois, 10 juillet (Arch. de Viennois).

¹⁴⁹ *De la formation des Etats provinciaux en Dauphiné par un philanthrope, op. cit., p. 5-7.*

¹⁵⁰ Arrêt du Conseil du 27 avril 1779 (F. D., U 1116).

l'Assemblée instituée par Brienne : 10 contre 18 ¹⁵¹, et dans les Etats proposés par le Parlement, la même année, 12 contre 36 ¹⁵². Au début du mois d'août 1788, le comte de Morges, résumant le vœu de la Noblesse sur la proportion à respecter dans la représentation des trois Ordres, indiquait d'avance la solution adoptée par l'Assemblée de Romans : « un pour le Clergé, deux pour la Noblesse et trois pour le Tiers-Etat » ¹⁵³.

Les anciens Etats comprenaient des « membres de droit » ; l'évêque de Grenoble en était le président-né, les quatre premiers barons y occupaient des places distinguées ¹⁵⁴. L'Assemblée de Vizille — malgré certaines oppositions ¹⁵⁵, avait arrêté qu'il serait pourvu à toutes les places par de libres élections ¹⁵⁶. « Les Administrateurs de l'Etat — écrivait déjà Virieu, en 1787 — ne sont, comme tels, que les fondés de procuration de la Nation. Peut-on lui refuser le droit de la donner elle-même et d'en surveiller l'usage? » ¹⁵⁷. La résistance des traditionalistes fut assez faible. L'auteur de la *Lettre de M. le Baron des *** à M. le Chevalier de **** avait demandé, d'abord, en juillet 1788, la conservation des « membres de droit » ¹⁵⁸. Au moment où se réunit l'Assemblée de Romans, il les abandonne en s'excusant : « J'ai ménagé de vieux préjugés, j'ai cherché le moins mal, si vous êtes assez forts pour faire le mieux, faites-le... » ¹⁵⁹. Le 27 septembre, les trois Ordres arrêtent que « nul

¹⁵¹ Règlement du 4 septembre 1787, publié dans les *Affiches du Dauphiné* du 5 octobre.

¹⁵² Archives de la Drôme, L 1309.

¹⁵³ Lettre du 3 août au marquis de Viennois (Arch. de Viennois).

¹⁵⁴ *Mémoire sur le rétablissement des Etats en Dauphiné* (A. D., I C 12) (4).

¹⁵⁵ 59 membres ne s'associèrent pas à cette décision (*Assemblée des trois Ordres de la Province de Dauphiné*, p. 21-22).

¹⁵⁶ *Ibid.*, p. 20.

¹⁵⁷ *Dialogue sur l'établissement et la formation des Assemblées provinciales...*, p. 91.

¹⁵⁸ P. 1-5.

¹⁵⁹ *Seconde lettre du Baron des... au Chevalier de...*, p. 3.

ne sera admis aux Etats de la province que par le choix libre de ceux qui ont le droit de s'y faire représenter; que toutes les places y seront électives, nonobstant les protestations de M. l'Evêque de Grenoble et de M. le Marquis de Maubec... » ¹⁶⁰.

Dans un but de conciliation, chacun des trois Ordres, nous l'avons vu, avait obtenu le droit d'arrêter lui-même les bases de sa composition. Le Clergé avait profité de la faculté, qui lui était laissée, pour réduire la part des curés dans sa représentation. Elle n'était que de deux sièges réservés à des « Curés propriétaires » et le reste de la députation était formé par 3 archevêques ou évêques nommés par les prélats eux-mêmes, 3 commandeurs de Malte et 12 chanoines des Eglises cathédrales et collégiales choisis par leurs chapitres, 2 députés des abbés, prieurs, chapelains et autres bénéficiers, 1 député des Ordres et communautés régulières d'hommes, 1 député des abbayes et communautés régulières de filles ¹⁶¹. Les 48 députés de la Noblesse étaient choisis — compte tenu de l'exception dont bénéficiaient les anoblis de Vizille — parmi les nobles justifiant de « quatre générations, faisant cent ans de Noblesse », par tous les propriétaires possédant la noblesse acquise et transmissible ¹⁶². Enfin le Tiers-Etat avait refusé

¹⁶⁰ *Procès-verbaux*, p. 78. De nouvelles réclamations présentées à la deuxième Assemblée de Romans (novembre 1788), de la part du vicomte de Pons, premier baron du Dauphiné, et par le Chapitre de la cathédrale de Grenoble, en faveur du siège épiscopal de cette ville, n'eurent pas plus de succès (*Procès-verbaux*, p. 166-168).

¹⁶¹ Articles 4, 5, 6, 7, 8, 9. Les deux curés propriétaires et les deux députés des abbés, prieurs, chapelains et autres bénéficiers étaient élus par leurs confrères, en présence de leurs évêques, et alternativement dans les diocèses réunis de : 1° Vienne et Embrun, 2° Grenoble et Valence, 3° Die et Gap, 4° Saint-Paul-Trois-Châteaux et Vienne.

Le représentant des Ordres et communautés régulières d'hommes était nommé par les députés des communautés et successivement : 1° dans le diocèse de Vienne, 2° dans les diocèses réunis d'Embrun, Gap et Grenoble, 3° dans les diocèses réunis de Die, Saint-Paul-Trois-Châteaux et Valence.

Le député des abbayes et communautés régulières de filles était pris parmi le clergé séculier ou régulier dans chacune desdites communautés et choisi, par les députés de ce clergé, successivement dans chaque diocèse.

¹⁶² Art. 10, 11, 12, 13, 14, 15. La désignation se ferait provisoirement

l'éligibilité non seulement aux entrepreneurs des ouvrages publics et aux agents de l'Intendance et du fisc — « leur intérêt particulier, écrivait Mounier, rend leurs fonctions incompatibles avec celles des membres des Etats » ¹⁶³ — mais encore, malgré l'opposition des Ordres privilégiés, aux agents des droits seigneuriaux et aux fermiers ¹⁶⁴.

Une condition exigée des nobles et des roturiers pour être députés était d'être propriétaires et de payer 50 livres d'impositions royales foncières ¹⁶⁵. Dans les villes bénéficiant d'une représentation particulière ¹⁶⁶, les députés du Tiers étaient élus par les Assemblées municipales dans lesquelles venaient siéger un syndic de chaque Corps et les propriétaires domiciliés payant, à Grenoble : 40 livres d'impositions foncières; à Vienne, Valence et Romans : 20 livres; dans les autres villes : 10 livres ¹⁶⁷. Dans les campagnes, les Assemblées de communautés réunissant les propriétaires payant 10 l. ou 6 l. d'impositions foncières, suivant les lieux ¹⁶⁸, nommaient des délégués à une Assemblée d'Election ¹⁶⁹, qui élisait les députés ¹⁷⁰.

par Elections. L'Election de Grenoble aurait 11 représentants; celle de Vienne : 12; celle de Romans : 7; celle de Valence : 5; celle de Gap : 6; celle de Montélimar : 7.

¹⁶³ Note de Mounier destinée aux députés de la Noblesse, 22 octobre (Arch. de Viennois).

¹⁶⁴ Art. 19.

¹⁶⁵ Art. 13 et 18. Les représentants du Tiers-Etat dans le Briançonnais et la vallée du Queyras — pays très pauvres — devaient justifier seulement d'une imposition foncière de 25 livres.

¹⁶⁶ Grenoble : 3 députés; Vienne, Romans, Valence : 2; Saint-Marcellin, Gap, Briançon, Embrun, Montélimar, Die, Crest, Le Buis : 1 (art. 17).

¹⁶⁷ Art. 21.

¹⁶⁸ 10 livres dans les communautés régies par l'Edit municipal de 1766, 6 l. dans les autres (art. 22).

¹⁶⁹ A raison d'un délégué par 5 feux (art. 23).

¹⁷⁰ Il était attribué 17 représentants à l'Election de Grenoble, dont 3 pour la ville de Grenoble; 18 à l'Election de Vienne, dont 2 pour la ville de Vienne; 10 à l'Election de Romans, dont 2 pour la ville de Romans et 1 pour la ville de Saint-Marcellin; 7 à l'Election de Valence, dont 2 pour la ville de Valence; 9 à l'Election de Gap, dont 1 pour chacune des villes de Gap, Briançon et Embrun; 11 à l'Election de Montélimar, dont 1 pour chacune des villes de Montélimar, Die, Crest et Le Buis.

Dans toutes ces dispositions, on retrouve la méfiance, commune à la bourgeoisie et à la noblesse dauphinoises, à l'égard des hommes de cette plèbe rurale dont les impatiences et les colères, au témoignage de Virieu, ont troublé naguère les Assemblées des communautés de Suze, de l'Argentière et de Viriville et que l'auteur du *Dialogue sur la formation des Assemblées provinciales*, décrit ainsi: « Dénusés de connaissances, presque sans intérêt, en raison de leur peu de facultés : dès lors sujets à être entraînés par le premier audacieux qui sait irriter leurs passions, dépendans des gens plus aisés qui leur donnent du travail ou auxquels ils paient des rentes, leur voix n'est presque jamais guidée par de vraies lumières ni par le sentiment des véritables intérêts de la propriété... » ¹⁷¹. Ce sont précisément ces intérêts que les auteurs de la Constitution de Romans, fidèles aux enseignements physiocratiques, prétendent défendre, en confiant exclusivement à des propriétaires fonciers le droit de siéger dans les Etats de la province: « Une propriété en fonds de terre devrait toujours être la véritable base du droit de cité — écrira Mounier —. Celui qui tient à l'Etat tout à la fois par ses biens et par l'affection qu'il porte au pays de sa naissance, est bien plus citoyen que l'homme qui peut, chaque jour, transporter ailleurs son industrie et son argent. Ce n'est pas favoriser la dernière classe du peuple que de lui confier des droits politiques. On ne saurait lui faire un plus funeste présent parce qu'ils la détournent de ses travaux et qu'ils produisent des troubles dont elle finit par devenir la victime : ce qui importe à son bonheur n'est pas de jouir de tels droits; c'est qu'ils soient remis en des mains plus dignes d'en faire usage » ¹⁷².

*
**

¹⁷¹ *Dialogue sur l'établissement et la formation des Assemblées provinciales*, p. 111-112.

¹⁷² *Recherches sur les causes*, II, p. 250-251.

Les Etats de Dauphiné se réunissent, tous les ans, le 15 novembre, sur la convocation de leur président, ou, à son défaut, sur celle de l'un des procureurs syndics ¹⁷³. « Une des causes qui avait concouru à affaiblir la consistance des Etats du Dauphiné — remarque, à ce sujet, un des commentateurs de la Constitution de Romans ¹⁷⁴ — c'était le défaut de ralliement à époque fixe. Il ne faut pas que le mouvement de la machine publique soit à la discrétion d'une autorité, dont l'intérêt est quelquefois d'en arrêter l'impulsion ou de la communiquer à son gré ».

Les membres des Etats sont nommés pour quatre ans, renouvelables, par moitié, tous les deux ans, et ils ne peuvent faire partie de nouveau de l'Assemblée qu'après un intervalle de quatre ans ¹⁷⁵. Par ce moyen, on espère « prévenir l'esprit de corps, en empêchant les mêmes personnes d'être admises trop fréquemment aux Etats, ce qui d'ailleurs, en ôtant l'espérance aux autres citoyens d'être employés à leur tour, les détournerait de l'étude de l'administration » ¹⁷⁶.

Le président est élu, par les Etats, parmi les membres des deux premiers Ordres ¹⁷⁷. Ils choisissent, en outre, deux procureurs généraux syndics — l'un, dans les Ordres privilégiés, l'autre, dans le Tiers — et, en dehors de l'Assemblée, un secrétaire, n'ayant que « voix instructive » et révocable à volonté, et un trésorier ¹⁷⁸. Dans l'intervalle des sessions, les

¹⁷³ Art. 26.

¹⁷⁴ *Observations sur les principes de la Constitution des Etats de Dauphiné*, p. 74-75.

¹⁷⁵ Art. 39 et 41.

¹⁷⁶ *Motifs des modifications apposées au règlement du 22 octobre, Procès-verbaux*, p. 64.

¹⁷⁷ Art. 28.

¹⁷⁸ Art. 29. Le trésorier ne pouvait disposer d'aucune somme sans un mandat exprès des Etats ou de ceux qui seraient autorisés par eux (art. 57). Il devait rendre des comptes à la Commission intermédiaire et à une Commission particulière nommée par les Etats (art. 56).

¹⁷⁹ Art. 30.

deux procureurs généraux syndics, le secrétaire, 5 députés des Ordres privilégiés et 5 députés du Tiers, élus au scrutin par les Etats, forment une Commission intermédiaire¹⁷⁹. Présidée par un ecclésiastique ou par un noble qu'elle choisit elle-même, cette Commission, qui se réunit au moins une fois par semaine, ne s'occupe, sauf nécessité et sous réserve de l'approbation des Etats, que de faire exécuter les décisions de la dernière Assemblée générale¹⁸⁰. Sans rétablir les Assemblées de département, que le Règlement du 4 septembre 1787 avait subordonnées à l'Assemblée provinciale¹⁸¹, les auteurs de la Constitution de Romans, approuvant, sans doute, la critique décisive que le Parlement de Grenoble avait faite de cette institution peu utile et dispendieuse¹⁸², se contentent de prévoir des « correspondants », choisis parmi les membres des Etats, pour seconder éventuellement la Commission intermédiaire, dans ses travaux¹⁸³.

Les chefs du Tiers — et notamment Barthélemy d'Orbanne — insistèrent pour que les procureurs généraux syndics et les autres membres de la Commission intermédiaire fussent nommés par les trois Ordres réunis et non par leurs Ordres respectifs¹⁸⁴. Cette décision passa, contre l'avis d'une partie de la Noblesse et du Clergé : « Il nous paraissait — écrit le chevalier du Bouchage — par la prépondérance du nombre du Tiers-Etat, son union constante contre les deux autres Ordres, qu'il disposerait constamment de toutes les places et que l'homme du Clergé ou de la Noblesse, qui voudrait sacrifier les intérêts de son Ordre pour parvenir à la place importante du procureur général syndic, serait toujours sûr du succès. Cette difficulté faillit occasionner une scission. Avec de l'en-

¹⁸⁰ Art. 33, 37, 38, 52.

¹⁸¹ Règlement du 4 septembre 1787, section 2.

¹⁸² Arrêté du 6 octobre 1787 (*Recueil de Giroud*, XXVII-63).

¹⁸³ Art. 32.

¹⁸⁴ *Journal* de J. ABEL cité par X. Roux, *Mounier*, p. 63.

semble dans notre Ordre, nous aurions résisté et vaincu. Le Clergé était bien disposé, mais, par des motifs qui me paraissent de principe chez plusieurs de nos membres, de prétentions peut-être chez d'autres, de déraison parmi un très grand nombre, il fallut, pour le bien de la paix, abandonner cette question et donner gain de cause au Tiers-Etat » ¹⁸⁵. « Il résultera certainement de cette loi — note, de son côté, Barnave ¹⁸⁶ — l'union la plus soutenue... et les sujets qui occuperont les premières places seront naturellement choisis parmi les personnes dont l'humeur conciliatrice et la probité impartiale auront su réunir l'estime et les suffrages de tous les Ordres ».

Le même désir d'annihiler, autant que possible, l'esprit de corps, se retrouve dans l'article du plan stipulant que, « dans les Etats et la Commission intermédiaire, il ne pourra être pris de délibération que par les trois Ordres réunis » ¹⁸⁷. « Il serait absolument impossible — remarque Mounier — que l'injustice pût entraîner la majorité des suffrages dans une Assemblée des trois Ordres délibérant par tête, surtout si, comme on l'a pratiqué dans les Etats de Dauphiné, on prend alternativement les voix d'un membre du Clergé, de deux de la Noblesse et de trois du Tiers-Etat. C'est alors que l'intérêt particulier ne saurait lutter avec succès, contre l'intérêt général. C'est alors que tout ce qui rappelle à des préjugés, à d'injustes prétentions, que tout ce qui choque l'esprit public est faiblement prononcé; que la vertu, que l'amour du bien se montrent avec la dignité, avec la force qui leur appar-

¹⁸⁵ Lettre au marquis de Viennois, 27 septembre (Arch. de Viennois).

¹⁸⁶ *Défense de la Constitution dauphinoise et du mandat*. Ms. inédit (F. D., N 920).

¹⁸⁷ Art. 53 : « ...pourra néanmoins l'un des Ordres — lit-on dans la suite de cet article — faire renvoyer jusqu'au jour suivant une délibération proposée ». « Cette espèce de veto momentané a pour objet, dans le cas où une délibération deviendrait trop orageuse, de laisser aux esprits le tems de se calmer par le renvoi au lendemain » (*Observations sur les principes de la Constitution des Etats de Dauphiné*, p. 42).

tiennent; c'est alors que la servile imitation, si naturelle aux membres d'un même Corps est sans cesse déconcertée; que le noble enthousiasme du patriotisme est pris pour exemple » ¹⁸⁸.

Le président de l'Assemblée et les membres de la Commission intermédiaire reçoivent un traitement fixé par les États ¹⁸⁹. Il est même accordé à tous les députés une indemnité journalière de six livres ¹⁹⁰. « La Noblesse a été forcée de consentir à prendre cette rétribution pour ménager la délicatesse du Tiers--Etat », notait, à ce propos, le comte de Morges » ¹⁹¹.

Le choix du lieu des séances de l'Assemblée provinciale avait provoqué des rivalités entre les principales villes ¹⁹². Pour les éviter, dans l'avenir, les trois Ordres décident que les Etats s'assembleront, pour la première fois, à Romans, mais qu'ils fixeront chaque année, le lieu de leur prochaine séance ¹⁹³. Quant à la Commission intermédiaire, elle siégera à Grenoble, capitale administrative de la province, sauf décision contraire des Etats ¹⁹⁴.



Conformément à une délibération de l'Assemblée de Vizille ¹⁹⁵, les trois Ordres refusent aux Etats de Dauphiné le droit d'« accorder aucun subside, ni d'établir aucune taxe directe ou indirecte, ni de consentir à aucune prorogation d'un impôt établi à tems, ni de faire aucun emprunt pour le compte

¹⁸⁸ *Nouvelles Observations...*, p. 246-247.

¹⁸⁹ Art. 59.

¹⁹⁰ Art. 27.

¹⁹¹ Lettre du 18 septembre aux députés de la Noblesse (Arch. de Vienne).

¹⁹² Cf. *Le Parlement de Dauphiné et les affaires publiques*, 2^e partie, chap. III.

¹⁹³ Art. 35.

¹⁹⁴ Art. 36.

¹⁹⁵ *Assemblée des trois Ordres de la Province de Dauphiné*, p. 20.

du gouvernement que lorsque les Représentants de la Province en auront délibéré, dans les Etats généraux du Royaume » ¹⁹⁶. Ils ne pourront imposer et emprunter — avec la permission du Roi — que pour « les besoins particuliers et essentiels de la Province » ¹⁹⁷.

Cette limitation stricte des pouvoirs financiers des Etats, si peu conforme à la tradition des anciennes Assemblées du Dauphiné et à l'exemple des autres Etats provinciaux, est ainsi justifiée par Barnave : « Proportionner l'impôt aux besoins réels, en régler l'usage et la distribution : telles sont évidemment les fins que doivent se proposer tous ceux qui peuvent être préposés à son établissement. Mais le moyen de les atteindre appartient exclusivement à l'Assemblée générale. Elle seule peut inspecter le travail des administrations; elle seule peut déterminer les contributions respectives; elle seule peut opposer à l'avidité fiscale et les lumières d'un Corps dont les regards embrassent toute l'étendue du Royaume et pénètrent toutes les profondeurs de l'Administration et le pouvoir imposant de la Nation réunie dans un corps commun de représentants » ¹⁹⁸. Un autre apologiste du plan des Etats insiste sur les avantages de réserver aux seuls députés de la Nation, le pouvoir d'accorder l'impôt. Ainsi seront découragées les entreprises fiscales des ministres : « Il est... de toute importance : 1° de ne pas laisser la Nation exposée aux divisions qui, séparant chaque partie, isolant chaque Province, empêchent les déterminations générales et en masse, affaiblissent toutes les résolutions et ouvrent toutes les portes à l'intrigue et au despotisme; 2° de ne plus laisser aux Ministres, lorsque le temps en aura ramené de corrompus, le moyen d'éluder les refus des Etats généraux ou leurs plus sages dispositions, en traitant

¹⁹⁶ Art. 47.

¹⁹⁷ Art. 48.

¹⁹⁸ Barnave. Ms. inédit (F. D., N 920).

ensuite partiellement avec les Provinces, comme cela s'est pratiqué sans cesse autrefois » ¹⁹⁹.



S'ils enlèvent aux Etats rétablis le droit d'accorder des subsides — qui était la principale fonction des anciens Etats — les trois Ordres les maintiennent dans le droit, constaté par « les procès-verbaux des derniers Etats généraux de Tours, de Blois et de Paris » ²⁰⁰, de désigner eux-mêmes les députés de la province aux Etats généraux du royaume ²⁰¹. Mais, dans cette circonstance, et afin d'« empêcher... que les membres des Etats ne choisissent exclusivement parmi eux » ²⁰², le nombre des membres des Etats provinciaux sera doublé par un nombre égal de représentants des trois Ordres élus suivant les formes habituelles. Ces 288 citoyens, tous les Ordres réunis, choisiront les députés de la province aux Etats généraux, en donnant au Tiers une représentation égale à celle des deux premiers Ordres.

Le respect d'une tradition à l'égard de laquelle les Dauphinois avaient montré, par ailleurs, tant d'indépendance, ne suffit pas à expliquer cet article de la Constitution de Romans. Un commentateur, généralement bien informé, indique une raison plus décisive : « En réduisant à 288 le nombre des électeurs, dont la moitié sera toujours composée de membres des Etats, cette Province a voulu rendre l'élection plus tranquille, plus réfléchie, accroître ainsi le zèle et la confiance publique dans les Députés qui doivent décider du sort de cette Province et s'assurer surtout que des cabales particulières, que favorise

¹⁹⁹ *Esprit des opérations des trois Ordres du Dauphiné...*, p. 6.

²⁰⁰ *Motifs des modifications apposées au règlement du 22 octobre. Procès-verbaux*, p. 170.

²⁰¹ Art. 50.

²⁰² *Motifs des modifications...* *Procès-verbaux*, p. 166.

la multitude, n'influeraient pas sur un choix aussi important. On a pensé, avec raison, que les membres des Etats seraient, par la nature de leurs fonctions, plus à portée de discerner les personnes qui joignent aux lumières la force du caractère et le zèle du patriotisme; qualités si essentielles dans des Représentants destinés à délibérer sur les plus grands intérêts de la Nation » ²⁰³.

**

Les critiques violentes et souvent renouvelées que le Parlement dirigeait, depuis quarante ans, dans des Remontrances publiées, contre l'administration des intendants, avaient certainement contribué à rendre cette administration impopulaire. Aussi l'Assemblée provinciale instituée par Necker, en Dauphiné, pour « répartir les impositions..., en faire la levée, diriger la confection des grands chemins et les ateliers de charité, ainsi que tous les autres objets que S. M. jugerait à propos de lui confier » ²⁰⁴, avait-elle été reçue avec empressement par le Parlement lui-même. Mais des discussions, relatives aux « membres de droit », avaient retardé son installation et la chute de Necker l'avait définitivement compromise ²⁰⁵. L'Assemblée créée par Brienne, en 1787, n'avait pas bénéficié d'un accueil aussi favorable de la part des magistrats, qui n'avaient voulu y voir qu'un expédient du despotisme. Elle avait trouvé, cependant, des partisans déclarés. Mais l'un des plus ardents, le comte de Virieu, ne pouvait s'empêcher, dans une note confidentielle destinée au ministre, de regretter la sujétion excessive dans laquelle cette Administration était tenue à l'égard de l'intendant ²⁰⁶.

²⁰³ *Observations sur les principes de la Constitution des Etats de Dauphiné*, p. 69.

²⁰⁴ Arrêt du Conseil du 27 avril 1779. Art. 1.

²⁰⁵ *Le Parlement de Dauphiné et les affaires publiques*, 2^e partie, chap. III.

²⁰⁶ *Ibid.*, 2^e partie, chap. IV. La note du comte de Virieu est conservée aux Arch. Nat., H¹ 1594.

L'Assemblée de Romans ne garde aucun ménagement pour le Commissaire départi, dont l'existence est même passée sous silence, dans le plan des Etats. Ceux-ci sont chargés ²⁰⁷ de la « répartition de toutes les impositions foncières et personnelles, tant de celles qui seront destinées pour le Trésor royal que de celles qui seront relatives aux besoins de la Province ». Ils ordonnent « la confection de tous les chemins, ponts, chaussées, canaux, digues et autres ouvrages publics, dont ils passeront les adjudications par eux, ou par la Commission intermédiaire ou par d'autres délégués ». Ils distribuent les dégrèvements d'impôts, répartissent les encouragements « pour l'agriculture, le commerce et les arts ». Ils surveillent et approuvent « toutes les dépenses relatives aux réparations des églises, presbytères et autres dépenses quelconques particulières aux Communautés..., l'administration de tous les établissements publics, les frais et le tirage des milices ». Ils vérifient les « comptes des officiers des villes et communautés — même ceux relatifs à leurs biens patrimoniaux » ²⁰⁸.

Par ailleurs, suivant encore sur ce point l'exemple du Parlement, systématiquement hostile aux agents du fisc, les trois Ordres chargent les procureurs généraux syndics de « prendre fait et cause » pour « les particuliers ou Communautés », qui seront victimes de demandes abusives de la part de ces agents, « lorsque les Etats ou la Commission intermédiaire l'auront jugé convenable » ²⁰⁹.

« Il n'est pas besoin — note un commentateur — de faire remarquer combien cette forme est plus solide, plus constitutionnelle, plus indépendante de l'influence de l'autorité que ne

²⁰⁷ Art. 45-46.

²⁰⁸ M. P. Renouvin a montré (*Assemblées provinciales*, p. 339-342) combien les pouvoirs attribués aux Etats de Dauphiné, en matière administrative, étaient étendus par rapport à ceux qui avaient été réservés aux Assemblées provinciales de 1787.

²⁰⁹ Art. 54.

l'étaient les Administrations et combien il est avantageux, pour cette Province, d'être délivrée du pouvoir trop souvent abusif des Intendants et de cette armée d'Agens subalternes qui le partagent » ²¹⁰. Plus simplement, l'archevêque de Vienne écrit à Necker, le 28 septembre : « Les Intendants deviennent complètement passifs » ²¹¹.



Si le Parlement avait puissamment contribué au discrédit des intendants, dont l'Assemblée de Romans consommait la ruine, sa propre activité, dans les affaires publiques, avait trouvé de nombreux détracteurs ²¹², et les pamphlétaires ministériels le savaient bien qui, pour défendre les Edits de mai, avaient dressé de véritables réquisitoires contre la Cour souveraine en exil ²¹³. On reprochait surtout aux magistrats leurs prétentions abusives, que ne justifiaient ni les erreurs historiques sur lesquelles ils essayaient de les fonder, ni un recrutement devenu de plus en plus médiocre. Si Grenoble s'était révoltée pour les défendre, une grande partie de la province était restée indifférente à leur sort ²¹⁴. Mounier lui-même, qui rendait hommage au courage qu'ils avaient montré, en reconnaissant récemment leurs longues erreurs, en réclamant la convocation des Etats généraux et en s'opposant vigoureusement aux entreprises des ministres, les jugeait sévèrement ²¹⁵.

Les trois Ordres n'hésitèrent pas à reprendre à la Cour sou-

²¹⁰ *Observations sur les principes de la Constitution des Etats de Dauphiné*, p. 47.

²¹¹ Lettre publiée par CHAMPOLLION-FIGEAC, *Chroniques dauphinoises*, II, p. 51-52.

²¹² Cf. *Le Parlement de Dauphiné et les affaires publiques*, 2^e partie, chap. II.

²¹³ *Ibid.*, 2^e partie, chap. VI.

²¹⁴ *Ibid.*, 2^e partie, chap. VI.

²¹⁵ Cf. *Nouvelles observations...*, p. 193-199 et p. 208-210. *Recherches sur les causes...*, I, p. 12-18.

veraine, dont on annonçait la prochaine réintégration ²¹⁶, les prérogatives qu'elle exerçait seule, depuis la suspension des anciens Etats. Les Etats feront, en effet, au roi « toutes les représentations qu'ils croiront nécessaires », sur les objets intéressant le Dauphiné ²¹⁷. « Toute loi nouvelle, avant son enregistrement dans les Cours, sera communiquée aux Procureurs généraux syndics, afin qu'il en soit délibéré... » ²¹⁸.

*
**

Les trois Ordres chargent enfin les Etats de veiller « au maintien des Droits et des Privilèges du Dauphiné et notamment de celui qui ne permet pas que les Dauphinois soient distraits du ressort des Tribunaux de la Province... » ²¹⁹.

Cet article semble assez surprenant, quand on connaît l'opinion de Mounier et celle de ses amis au sujet des privilèges provinciaux. N'ont-ils pas abandonné, dans la même Constitution, le plus précieux de ces privilèges, c'est-à-dire l'octroi des subsides, par les Etats de la province? Et, quelques jours après la clôture de l'Assemblée de Romans, le secrétaire des trois Ordres, dans une note destinée aux députés de la Noblesse, à Versailles, ne condamnera-t-il pas encore catégoriquement le recours aux privilèges dauphinois : « Nous n'avons plus intérêt à soutenir que nous faisons un Etat à part. Il serait trop long de prouver que ce système dérive d'une erreur historique, mais il est évident que si, pour contrarier le despotisme, nous avons eu de justes motifs pour profiter de cette erreur, nous devons nous garder de la rappeler quand il s'agit de devenir libres.

²¹⁶ La démission du garde des sceaux Lamoignon a été connue à Romans, le 15 septembre (lettre du chevalier du Bouchage au marquis de Viennois, 16 septembre (Archives de Viennois).

²¹⁷ Art. 46.

²¹⁸ Art. 49.

²¹⁹ Art. 45.

Si nous n'étions pas Français, nous devrions nous empresser de nous déclarer tels, le jour où une heureuse constitution est prête à se former pour lutter contre le pouvoir. Il ne faut pas se diviser mais se réunir. Nous n'avons, en Dauphiné, que deux privilèges qui ne sont pas chimériques : celui de n'être pas distraits des juridictions de la Province, et celui de ne pas être taxés sans notre consentement. Mais ces deux privilèges peuvent être justement réclamés par tout le royaume.

« La prétention de faire un Etat particulier qu'ont aussi plusieurs autres Provinces, ne les a point garanties de l'abus du pouvoir. Il est donc inutile de s'attacher à un aussi faible moyen de défense. Il serait bien extraordinaire que le Dauphiné eût partagé, jusqu'à ce jour, tous les maux du Royaume, et qu'il ne voulût pas en partager les avantages » ²²⁰.

Cependant, Mounier lui-même a reconnu plus tard qu'au moment où le plan des Etats provinciaux fut arrêté, « on espérait les Etats généraux, mais il eût été imprudent de ne pas révoquer en doute leur existence future et de ne pas prendre les précautions nécessaires pour assurer, du moins, la liberté de la Province » ²²¹. Ecrivant au comte de Virieu, le 5 novembre 1788, le chevalier du Bouchage explique la pensée intime des Dauphinois, lorsqu'ils réservent leurs privilèges, dans l'article 45 du plan des Etats : « Quant à la prétention ou plutôt au droit de faire un Etat distinct et séparé du Royaume, je ne vois pas que nous l'abandonnions dans ce moment-ci, comme tu le supposes. Mais notre but principal ne doit pas être d'assurer uniquement une Constitution au Dauphiné. C'est au Royaume entier qu'il en faut une et il faut convenir que les privilèges et les droits particuliers des Provinces y mettraient peut-être des obstacles invincibles. Voici donc quelle serait sur cela la manière de voir d'un grand nombre

²²⁰ 22 octobre (Archives de Viennois).

²²¹ *Recherches sur les causes...*, II, p. 247, note 2.

d'entre nous. Si les Etats généraux sont bien composés, s'ils ont de grandes vues, comme je l'espère, en formant une Constitution du Royaume, chaque Province doit abandonner sans peine les privilèges particuliers qui pourraient y mettre obstacle et elles retrouveront avantageusement, dans l'union fédérative qui les liera les unes aux autres, dans les secours et l'appui mutuel qu'elles se porteront, les sacrifices qu'elles auront pu faire. Mais si cette Constitution ne s'établissait pas, si cette union si importante ne se formait pas, alors nos députés aux Etats généraux seraient chargés de soutenir et de faire confirmer tous nos droits et surtout celui qui, peut-être alors, serait le garant de notre liberté... » ²²².

III

Les dernières heures de l'Assemblée de Romans furent occupées par des discours et des compliments où s'exprimait la joie de l'œuvre enfin terminée. En fait, « on commençait à être furieusement las et ennuyé de la besogne », note le chevalier du Bouchage ²²³.

Le 27 septembre, les trois Ordres prient les commissaires du roi de solliciter le cordon de Saint-Michel, pour le maire de Romans, Dedelay d'Agier, en reconnaissance du zèle qu'il a déployé dans l'installation de l'Assemblée ²²⁴. D'autre part, « comme il est nécessaire que le Président des Etats soit nommé avant leur convocation, pour qu'il puisse assister, en cette qualité, à leur première séance... » ²²⁵, l'archevêque de Vienne, dont la fermeté conciliante a su conduire heureuse-

²²² Arch. de Viennois.

²²³ Lettre au comte de la Blache, 28 septembre. *Ibid.*

²²⁴ *Procès-verbaux*, p. 76-77. Le chevalier du Bouchage au comte de Virieu, 28 septembre (Arch. de Viennois).

²²⁵ *Procès-verbaux*, p. 95-96.

ment des débats difficiles, est désigné, aux applaudissements de tous. Et les acclamations s'élèvent, lorsqu'il propose, à son tour, Mounier comme secrétaire des Etats de la province ²²⁶.

Le dimanche 28 septembre, à quatre heures de l'après-midi, les commissaires du roi assistent à la clôture de l'Assemblée. Le duc de Tonnerre parle en leur nom, l'archevêque de Vienne lui répond, puis l'abbé de la Salcette, pour le Clergé, le comte de Morges, pour la Noblesse et le Tiers, prononcent quelques mots ²²⁷. « Les trois Ordres — écrit le soir même Caze de la Bove, à Necker — ont donné, dans cette circonstance, des témoignages de fidélité et de reconnaissance des bontés de S. M. et on a crié : Vive le Roi! lorsque nous nous sommes levés pour nous retirer... » ²²⁸.



L'évêque de Grenoble était revenu dans son diocèse, désolé du « peu de succès qu'il avait eu à Romans, où il avait un désir extrême d'être nommé Président des Etats... » ²²⁹. Il était aussi très inquiet, car les paroles imprudentes qu'il avait prononcées, pour conquérir les suffrages, allaient être imprimées dans le procès-verbal. On disait qu'il avait entretenu, au cours de la dernière crise, une correspondance secrète avec l'archevêque de Sens et qu'il craignait que celui-ci, indigné de sa duplicité, ne publiât ses lettres ²³⁰.

Depuis son retour de Romans, « il envoyait chercher, deux fois par jour, Mounier et il le pressait, avec instance, de lui

²²⁶ *Procès-verbaux*, p. 95-96.

²²⁷ *Ibid.*, p. 97-101.

²²⁸ A. N., Ba 74 (1) 87.

²²⁹ Le comte de Morges au marquis de Viennois, 8 octobre (Arch. de Viennois).

²³⁰ Ce bruit est rapporté par le comte de Morges (lettre citée) et par l'auteur d'une lettre adressée à Pascal, notaire à Tain, le 13 octobre 1788, et qui est conservée aux Arch. dép. de la Drôme (E 1370).

laisser retrancher deux phrases de son discours... M. Mounier lui disait toujours que cela était impossible... ». « Vous me mettez au désespoir », déclara finalement l'évêque ²³¹.

Le 2 octobre, le comte de Morges fut surpris de l'accablement du prélat : « Je le trouvai, avec un air fort occupé, une voix faible et lente, des idées qui n'étaient pas achevées, triste et abattu; il me dit qu'il avait des maux de cœur, qu'il ne dormait pas et avait la fièvre, le soir ». Le 5 octobre, Mgr Hay de Bonteville se rendit à son château d'Herbeys où il passa la nuit. « Son valet de chambre l'entendit marcher, mais ce ne fut que sur les dix heures du matin qu'il prit son parti ». La veille, il avait chargé son fusil de trois balles : « Il en mit le bout dans sa bouche et fit partir le ressort avec une baguette, qu'il avait coupée au cadre d'un tableau et à laquelle il avait fait un cran » ²³². « Le peuple — écrivit Caze de la Bove au comte de Brienne — accoutumé, dans cette ville, depuis les troubles qui ont eu lieu, à tenir des propos licencieux, s'en est beaucoup permis sur la mort de Mgr l'Evêque ²³³. Quatre femmes ont même été le dénoncer au juge royal ²³⁴ et ont menacé de se révolter, s'il ne faisait pas des poursuites, dans cette occasion; mais ce juge, prudent et sage, ne les a point écoutées... Le Chapitre de la Cathédrale a fait ensuite ordonner, par un mandement, ainsi qu'il est d'usage, des prières pour le repos de l'âme de ce Prélat. »

*
**

Les membres de l'Assemblée de Romans, rentrés chez eux en attendant la réunion du 1^{er} novembre où ils viendraient connaître la réponse du roi, furent fêtés par leurs concitoyens.

²³¹ Lettre citée du comte de Morges.

²³² *Ibid.*

²³³ 13 octobre 1788 (A. N., Ba 74 (2) 8).

²³⁴ Mounier.

« Je passerai sous silence les fêtes que m'ont fait mes Communautés — écrit Jacques Abel ²³⁵ — même celles du voisinage dont je n'étais pas député... Celle qui m'a le plus flatté est Ribiers, qui est un chef-lieu ». La ville de Vienne réserva un chaleureux accueil à Mgr Le Franc de Pompignan : « Le soir, on fit partir sous ses fenêtres quelques fusées et des feux d'artifice. Chaque citoyen s'empressa d'illuminer. Il y eut ensuite, à l'Hôtel de ville, un souper de 65 couverts. L'état-major des chasseurs de Bretagne, qui y avait été invité, s'y rendit. M. l'Archevêque y vint avant le souper, pour témoigner à tous les convives sa sensibilité. L'un d'eux lui chanta quatre couplets à sa louange, qui furent très applaudis » ²³⁶. Quant aux auteurs principaux de la Constitution de Romans, Mounier et Barthélemy d'Orbanne, leur popularité était telle que l'intendant proposa à Necker de les appeler à l'Assemblée des Notables, qui devait se réunir le mois suivant ²³⁷.

La rentrée prochaine du Parlement de Grenoble provoquait néanmoins quelque inquiétude. « Je crois avoir des raisons fondées pour être persuadé que la formation de nos Etats y sera sévèrement examinée », écrivait le comte de Morges, le 1^{er} octobre ²³⁸. Aussi souhaitait-on communément, afin de décourager toute manœuvre de la Cour restaurée, l'acceptation rapide et complète du plan des Etats par le roi. Morges, qui espérait naguère une intervention du souverain pour réprimer les excessives prétentions du Tiers, reconnaît qu'il y aurait du « danger à toucher à l'article des fermiers exclus... Le Tiers-Etat y tient, avec une telle opiniâtreté que, si nous employons l'autorité pour le faire admettre, je suis persuadé qu'à l'Assemblée du 1^{er} novembre il y aurait une scission » ²³⁹. L'archevêque de Vienne invitait les ministres

²³⁵ *Journal d'Abel* (F. D., R 7807, p. 54).

²³⁶ *Affiches de Dauphiné* du 10 octobre 1788.

²³⁷ 13 octobre 1788 (A. N., Ba 74 (2) 9).

²³⁸ Lettre à Viennois (Arch. de Viennois).

²³⁹ *Ibid.*

à ne pas s'arrêter à « plusieurs défauts de détail » : « Il vaut mieux que les Etats reconnaissent, dans la suite, la nécessité ou l'utilité de ces corrections qui ne touchent pas à l'essentiel du projet, que si elles se faisaient à présent, par l'impression seule de l'autorité » ²⁴⁰. On retrouve le même conseil dans une lettre de Caze de la Bove à Necker : « Vous verrez, Monsieur, que l'on pourra tirer un grand parti du rétablissement des Etats contre les entreprises que le Parlement serait tenté de faire. Il importe beaucoup que l'on expédie promptement les Lettres patentes, ainsi que tous les ordres nécessaires pour consommer ce rétablissement » ²⁴¹.

**

Hors de la province, les événements dauphinois étaient suivis et commentés avec passion : « Le Dauphiné devint l'admiration, le modèle du reste du Royaume... » ²⁴².

A Paris surtout, les organisateurs des Assemblées de Vizille et de Romans étaient populaires. « On raffole des Dauphinois et de la sagesse de leur marche. Votre Arrêté du 21 a été imprimé plusieurs fois; on l'envoie partout; on le met dans toutes les bibliothèques. Je l'ai vu, chez plusieurs amateurs, relié et doré sur tranches. Il faut soutenir et continuer cette belle marche, mais prendre garde à M. Necker... », écrit, dès le 31 août, un correspondant du baron de Ventérol ²⁴³. Viennois, La Blache et Virieu — qui représentaient la Noblesse, à Versailles, depuis le mois de juin — informaient leurs compatriotes de l'unanimité de l'opinion : « Le public entier est pour nous; on regarde nos procédés comme sauveurs de

²⁴⁰ 5 octobre 1788 (A. N., Ba 74 (4) 13).

²⁴¹ 2 octobre 1788 (A. N., Ba 74 (4) 5).

²⁴² *Hist. de la Révolution de 1789 et de l'établissement d'une Constitution en France par deux amis de la Liberté*, t. I, 1790, in-12, p. 86.

²⁴³ Arch. de la Drôme, E 689. Il s'agit de l'Arrêté de Vizille (21 juillet 1788).

l'Etat... » ²⁴⁴. Ces députés de la Noblesse, éloignés du foyer de la révolte, n'avaient pas toujours été d'accord avec les meneurs du mouvement dauphinois. Souvent, ils avaient essayé de tempérer les hardiesses de leurs amis, qui gênaient leurs négociations ou irritaient en eux quelque préjugé ²⁴⁵. Mais, gagnés maintenant par l'enthousiasme universel, ils mettaient leur bonne volonté au service de l'Assemblée de Romans : « Il nous est bien doux de voir notre patrie remonter au rang des Nations libres, dont elle n'eût jamais dû descendre. Conformément à vos intentions, nous restons encore ici quelques jours pour achever l'ouvrage, en pressant l'expédition des Lettres patentes relatives à nos Etats... » ²⁴⁶.



Le premier accueil que les députés reçurent, le lundi 5 octobre, chez le comte de Brienne et chez Necker fut encourageant ²⁴⁷. La prorogation au 1^{er} novembre de l'Assemblée des trois Ordres était acceptée par le roi. Mais, dès la fin de la semaine, quatre conférences qu'ils eurent avec Coster, premier commis des finances, chargé de la correspondance des Pays d'Etats, et avec Campy, premier commis de la Guerre, chargé des affaires civiles du Département, révélèrent de sérieuses divergences entre le Gouvernement et l'Assemblée de Romans ²⁴⁸. Enfin, une conversation de six heures avec Necker lui-même, le 14 octobre, ne laissa presque plus d'es-

²⁴⁴ Lettre des députés à leurs commettants, 16 octobre 1788 (Arch. de Viennois).

²⁴⁵ Cf. *Le Parlement et les affaires publiques*, 2^e partie, chap. vi.

²⁴⁶ Lettre des députés à leurs commettants, 6 octobre 1788 (Arch. de Viennois).

²⁴⁷ *Ibid.*

²⁴⁸ Lettre des députés à leurs commettants, 13 octobre (Arch. de Viennois).

poir aux Dauphinois dans l'heureuse issue de leur mission ²⁴⁹.

La réserve un peu dédaigneuse du Gênois glaçait les députés de la Noblesse, habitués aux grâces capricieuses de Loménie de Brienne. Viennois décrit Necker comme « un homme... aussi parfaitement maître de ses sensations que de ses projets sur lesquels il ne s'ouvre en aucune manière. Je serais étonné s'il avait jamais promis quelque chose à quelqu'un. Je vous avoue que je préférerais la manière folle du Principal : il nous faisait part d'une partie de ses folies... » ²⁵⁰.

Necker critique l'intervalle de quatre ans, que les trois Ordres prétendaient imposer entre deux mandats de député aux Etats de la province. D'après lui, ces fréquentes mutations ne permettent pas aux administrateurs « de se former aux affaires » et introduisent « trop de variabilité dans les principes et la marche de l'administration ». Elles ont encore « l'inconvénient d'écarter trop longtemps les sujets précieux capables de bien faire et d'exposer le pays à être administré souvent par des mains trop faibles et trop peu entendues, attendu que le nombre des gens vraiment capables étant toujours médiocre et les renouvellements de cette Assemblée nombreuse étant fréquents, on sera souvent exposé à ne pas rencontrer de sujets convenables ».

Le ministre repousse certaines exclusions prononcées par l'Assemblée de Romans : celle des fermiers, nuisible à l'agriculture; celle des subdélégués et des agents du fisc, « flétrissure qui écarterait de ces places tous les sujets honnêtes... »

Il défend les agents du Gouvernement contre les ambitions administratives des Etats. Que le représentant du roi ne joue

²⁴⁹ Lettre du marquis de Viennois au comte de Morges, 15 et 17 octobre. Lettre des députés à leurs commettants, 16 octobre (Arch. de Viennois).

²⁵⁰ Lettre citée au comte de Morges, 17 octobre. Les réflexions de Necker sur le plan des Etats de Dauphiné sont extraites — sauf indication spéciale — de la longue lettre écrite par les députés à leurs commettants, le 16 octobre.

aucun rôle dans la distribution des dégrèvements, des indemnités, des récompenses accordées à l'agriculture, au commerce et aux arts : « cela est contraire aux usages de tous les autres Pays d'Etats, même de ceux de Bretagne, qui ne peuvent rien donner sans en avoir obtenu l'agrément du Roi ». Sur les établissements publics, sur les dépenses des communautés, sur la vérification des comptes des communautés et des villes, le plan « attribue aux Etats une autorité trop étendue et trop indéfinie... Il semble tendre à soustraire les municipalités à l'autorité du Roi et de ses préposés qui en sont les surveillants nés... »

Necker ne peut pas admettre l'article qui charge expressément les procureurs généraux syndics des Etats de « prendre fait et cause » pour ceux qui auront à se plaindre des exactions fiscales. « Désormais, les Etats généraux étant saisis, de l'aveu du Roi, du système entier des impositions, les agents de la finance ne seront véritablement que les agents nationaux... Il est important, pour le bonheur général, de cesser de regarder le Roi et la Nation comme des ennemis qui ont sans cesse à se combattre. »

Le grand reproche que le Ministre adresse au plan des Etats, c'est « d'avoir négligé absolument d'appeler le Roi dans aucune partie de l'Administration... ». Il ne veut pas admettre que la convocation ne soit pas faite par l'ordre du roi : « En aucune autre Province, en aucun Etat monarchique, il n'en est usé ainsi... » ²⁵¹. « Il insiste, avec la plus grande force, sur l'influence qu'il veut conserver au Roi, sur la nomination du Président. »

Il n'accepte pas l'article par lequel les trois Ordres réservent le vote des impôts aux Etats généraux, « parce que le Roi ne peut mettre, dans une Constitution qu'il donne à une Province, qu'elle ne lui accordera aucun subside... C'est à la

²⁵¹ Lettre citée des députés à leurs commettants, 13 octobre.

Province à en faire aux Etats un mandat, par délibération particulière. »

On ne peut, d'après Necker, attribuer aux Etats de la province le droit de désigner eux-mêmes les députés aux Etats généraux, avant de connaître l'opinion de l'Assemblée des notables que le roi va consulter, au mois de novembre, sur le mode de convocation de ces Etats. « Nous lui avons répondu — note Viennois — que cette Assemblée était nulle pour nous, le Dauphiné n'y étant nullement représenté, par trois Officiers du Roi ²⁵². Virieu a plus fait, il lui a dit qu'en général on présumait peu des opérations des Notables. Il a fort soutenu le contraire. Voilà comme les Ministres ainsi que les Rois sont trompés » ²⁵³.

Enfin, le ministre hésite beaucoup à adresser des Lettres patentes à l'Assemblée des trois Ordres, qui s'est prorogée au 1^{er} novembre pour les recevoir : « On prétexte que c'est contre l'usage, que l'Assemblée n'est d'ailleurs pas les Etats; qu'elle n'est pas ainsi un Corps constitutionnel, qu'on ne sait donc sous quelle forme et de quelle manière lui adresser ce qu'elle demande, qu'elle n'a pas de greffe... »

Au lendemain de cette entrevue décisive, les députés de la Noblesse avouaient leur lassitude à leurs commettants: « Nous ne saurions assez regretter que les trois Ordres n'aient pas fait une députation combinée. Le fardeau du moment est vraiment excessif pour nous, et si nous eussions été accompagnés du Tiers-Etat, il eût été possible peut-être d'être plus conciliants et d'ouvrir à la Cour plus de voies d'accommodement... » ²⁵⁴.

*
**

²⁵² Le premier président de Bérulle, le procureur général de Reynaud et le lieutenant-général Clermont-Tonnerre.

²⁵³ Lettre citée de Viennois à Morges, 15 octobre.

²⁵⁴ Lettre citée des députés à leurs commettants, 16 octobre.

Cependant les résistances qui se manifestaient à Versailles n'altéraient en rien la confiance des auteurs du plan et ne les inclinaient pas à transiger.

De plusieurs régions de France leur parvenaient des témoignages d'admiration ou des demandes de conseil. Les procureurs généraux syndics des Etats de Béarn écrivaient au comte de Morges, pour connaître les raisons qui avaient poussé le Dauphiné à députer aux Etats généraux, lors des précédentes convocations. N'était-il pas dangereux de compromettre, dans une pareille réunion, le droit d'octroyer l'impôt, commun aux Etats particuliers de Dauphiné et de Béarn? Le président de la noblesse chargea Mounier de la réponse ²⁵⁵, et celui-ci démontra, une fois de plus, dans une lettre qui fut rendue publique ²⁵⁶, que toutes les provinces devaient participer aux Etats généraux et abandonner à cette Assemblée le droit d'accorder les impôts. Comment les provinces, en effet, « auraient-elles la faculté de s'instruire de la situation des finances? Comment résisteraient-elles, avec succès, à d'injustes prétentions? » Dans sa conclusion, le calme Mounier trouvait des accents d'une émouvante éloquence : « Pour jouir de nos droits nationaux, nous ne devons retenir de nos privilèges particuliers que ceux qui ne peuvent nuire au bonheur de nos concitoyens et nous devons voir notre Patrie dans la France entière. Ne formons plus qu'une même famille. Béarnais, Bretons, Dauphinois, faisons gloire d'être Français, remplissons-en les devoirs et volons au secours de notre Patrie » ²⁵⁷.

« Le Dauphiné — note Barnave — le 2 novembre, est devenu l'avocat consultant de toutes les Provinces. Les lettres

²⁵⁵ Le comte de Morges au marquis de Viennois, 29 octobre (Arch. de Viennois).

²⁵⁶ *Lettre écrite par plusieurs citoyens du Clergé, de la Noblesse et des Communes de Dauphiné à MM. les Syndics généraux des Etats de Béarn. Nouveau recueil ou choix de pièces...*, décembre 1788, p. 47-49.

²⁵⁷ *Ibid.*, p. 49.

du Béarn, du Roussillon, de la Franche-Comté, de la Picardie sont exactement des mémoires à consulter. Quand on compare à cette grande réputation la petite dose de courage et de lumière qui nous l'ont acquise, on voit, avec une profonde pitié, le degré d'avilissement auquel la nation était parvenue » ²⁵⁸.

Les critiques dirigées, par Necker, contre certains articles de la Constitution de Romans, étonnaient le comte de Morges. « Il me paraît... qu'il défend avec vigueur les anciens principes de l'autorité, mais il n'est plus temps de le faire avec succès... La conduite de M. Necker, à notre égard, est faite pour altérer la confiance que nous avons en lui et lui enlever même celle des Etats généraux et même (celle) de la Nation qui lui supposera des principes despotiques » ²⁵⁹. « Nous vous supplions avec instance — écrit le président de la Noblesse au ministre — de prendre en considération le vœu général d'une Province qui attend de vous, avec confiance, la sanction nécessaire à la libre et sage administration dont elle a formé le plan » ²⁶⁰.

Barnave ne partageait pas les illusions communes sur le ministre populaire, et l'opposition de celui-ci au plan des Etats n'était pas pour le surprendre. Le jeune avocat n'avait-il pas écrit naguère : « Le despotisme profond de Necker inventa, pour anéantir jusqu'au germe de la liberté, la pernicieuse institution des Assemblées provinciales. Cet homme, qui cachait sous de grands talents le besoin de dominer et l'ignorance absolue des principes de gouvernement, réduisit tout en administration. Insouciant sur les lois qu'il ignorait, il fonda la puissance des Etats sur la facilité des emprunts et

²⁵⁸ Lettre de Barnave à sa mère, 2 novembre 1788, dans MAILHET, *Hist. de la ville de Die*, p. 245.

²⁵⁹ Le comte de Morges au comte de la Blache, 22 octobre (Arch. de Viennois).

²⁶⁰ Le comte de Morges à Necker, 22 octobre (A. N., Ba 74 (4) 34).

le bonheur du peuple sur le hasard d'un prince ou d'un administrateur vertueux » ²⁶¹.

Avec une résolution hardie, Mounier défendait son œuvre. Il préparait l'Assemblée du 1^{er} novembre en y appelant ses partisans les plus actifs : « Il est très important — écrit-il à Duclaux de Bésignan, le 20 octobre — que toutes les personnes présentes à l'Assemblée du 10 ne manquent à l'Assemblée prochaine et j'aurai l'honneur et le plaisir de vous y voir » ²⁶². Au comte de Brienne, il déclarait qu'en faisant « le moins de changement possible » au plan des Etats « on... aurait trouvé le grand avantage d'étouffer tous les mécontentements et de raffermir l'autorité du Roi, dans cette province, sur les bases les plus solides » ²⁶³. Il rassurait Necker, tout en lui adressant de sérieux avertissements : « Les intentions des Dauphinois ne doivent point vous paraître suspectes. Ils sont tous déterminés, dans la crise actuelle, à donner au reste de la France l'exemple des plus grands sacrifices et c'est le zèle du bien public qui les a fait renoncer à leur fameuse prétention de n'être pas du Royaume. Il serait infiniment important de maintenir, dans cette province, la confiance que votre retour au Ministère vient de lui inspirer et de ne pas affaiblir sa résolution de se dévouer au soutien de la Monarchie... » ²⁶⁴. Le surlendemain, Mounier donnait au Génevois une leçon de Droit public français : « Je ne dois point vous déguiser que, dans cette province, on regarde les Arrêts du Conseil comme des décisions particulières qui peuvent être aussi facilement révoquées que prononcées, parce que leur exécution n'est assujettie à aucune forme qui en garantisse la durée. D'après cette manière de voir, les trois Ordres croiront très important d'obtenir de S. M. des Lettres patentes à eux adressées...

²⁶¹ Ms. inédit, écrit entre juin et septembre 1788 (F. D., N 920).

²⁶² Archives de la Drôme, E 689.

²⁶³ 21 octobre 1788 (A. N., Ba 74 (4) 16).

²⁶⁴ 21 octobre 1788 (A. N., Ba 74 (4) 36).

Permettez-moi de vous représenter, Monsieur, qu'il n'y aurait aucun inconvénient à adresser des Lettres patentes à l'Assemblée de Romans. S. M. a écrit aux trois Ordres, dans le mois de septembre, une lettre close. S. M. peut bien adresser des Lettres patentes à une Assemblée à qui elle envoie une Lettre de cachet puisque la véritable différence qui existe entre ces Lettres, c'est que les premières sont ouvertes et destinées à une plus grande publicité... Je croirais, Monsieur, qu'il n'est point illégal d'adresser des Lettres patentes du Roi à tous les Corps quelconques, sauf à ne pas les faire exécuter sans un enregistrement dans les tribunaux, lorsqu'elles pourraient avoir trait aux matières judiciaires, nuire à quelques particuliers ou exiger l'intervention de la force publique. A plus forte raison dois-je croire que S. M. peut adresser directement ses Lettres aux trois Ordres d'une province, sans les envoyer auparavant à ses Cours » ²⁶⁵.

Les membres des trois Ordres répondirent à l'appel de leur secrétaire : « Beaucoup de personnes — remarque Caze de la Bove, le 24 octobre — ne voulaient point aller à Romans et s'étaient proposées de s'en remettre à ce qui serait fait par ceux qui s'y rendraient. Tout le monde s'empresse à s'y porter. L'Assemblée sera très nombreuse. Je crains bien que l'on n'y fasse rien et que les troubles que nous étions parvenus à apaiser ne recommencent de nouveau » ²⁶⁶.

**

Necker cependant, dès le 18 octobre, sous le prétexte que des éclaircissements pouvaient encore leur être demandés, retenait les députés de la Noblesse qui lui avaient annoncé leur départ ²⁶⁷. Le 22 octobre, il rapportait l'affaire au Con-

²⁶⁵ 23 octobre 1788 (A. N., Ba 74 (4) 40).

²⁶⁶ Lettre au comte de Brienne (A. N., Ba 74 (4) 44).

²⁶⁷ Brouillon de lettre des députés à Necker, 15 octobre 1788 (Arch.

seil du roi ²⁶⁸. Il adressait aux trois Ordres du Dauphiné, qui allaient se réunir quelques jours plus tard, une lettre de remerciement pour les vœux qu'ils lui avaient envoyés, le 14 septembre ²⁶⁹. Il s'efforçait de convaincre le comte de Morges de la nécessité des modifications que le Conseil avait apportées au plan des Etats : « Il est un point de raison et de modération, qui doit tout rallier et qui seul donne aux établissemens publics une force et une stabilité complètes... » ²⁷⁰. Le 29 octobre, il recevait Viennois, La Blache et Virieu et il leur parlait enfin « avec une vraie franchise » ²⁷¹. « Il est sûr — écrivaient le lendemain, les députés de la Noblesse à leurs correspondants — que, comme Ministre du Roi, nous ne pouvons en exiger absolument l'abandon de tous les droits dont l'usage l'a mis en possession et que sa situation personnelle exige, à cet égard, plus de ménagemens que de la part de tout autre » ²⁷².



L'Arrêt du Conseil du 22 octobre ²⁷³ qui reprenait, en en supprimant quelques-uns et en en modifiant d'autres, les articles du plan des Etats présenté par les trois Ordres au roi, était précédé d'un préambule flatteur pour l'orgueil des Dauphinois. On y lit que S. M. « a remarqué, avec une par-

de Viennois). Copie de la réponse de Necker, 18 octobre (A. N., H¹ 670) (142).

²⁶⁸ « L'on doit rapporter demain, devant le Roi, en présence de tous les Ministres, le projet de règlement pour les Etats du Dauphiné... » (lettre de Necker aux députés de la Noblesse, 21 octobre 1788) (Arch. de Viennois).

²⁶⁹ *Procès-verbaux*, p. 120.

²⁷⁰ Copie de la lettre de Necker au comte de Morges (A. N., H¹ 670) (143).

²⁷¹ Lettre des députés de la Noblesse à leurs commettants, 30 octobre 1788 (Arch. de Viennois).

²⁷² *Ibid.*

²⁷³ *Procès-verbaux*, p. 124-141.

faite satisfaction, les vues sages et bien combinées qui ont été suivies, pour assurer une juste représentation des différentes parties de la province et pour déterminer l'ordre des élections, leur renouvellement successif et l'organisation intérieure des Etats » ²⁷⁴. Sur d'autres points, le roi devait faire des réserves, mais il prenait soin d'en indiquer les raisons, dans un opuscule imprimé dont chaque député reçut un exemplaire ²⁷⁵ et où il retrouva, sous une forme atténuée et très courtoise, les critiques que Necker avait émises, avec plus de vivacité, dans de libres conversations. Enfin, pour répondre au vœu de l'Assemblée, l'Arrêt du Conseil était accompagné de Lettres patentes par lesquelles le Souverain adressait le règlement aux trois Ordres, pour leur témoigner — disait-il — « combien nous sommes satisfaits du zèle que vous avez montré pour le bien public et combien nous sommes sensibles à l'attachement, dont vous faites profession pour notre Personne... » ²⁷⁶. « On ne peut pas mettre plus d'égards, de douceur et d'honnêteté que l'on en a mis dans les Lettres patentes, dans les changements à notre plan et dans les observations qui les motivent... » écrivait, le 5 novembre, le chevalier du Bouchage ²⁷⁷.

L'Arrêt du Conseil ramène de 4 ans à 2 ans l'intervalle nécessaire entre deux mandats de député aux Etats provinciaux ²⁷⁸. Il admet l'exclusion des adjudicataires d'ouvrages publics et des agents des droits seigneuriaux ²⁷⁹. Il tolère, mais seulement pour la première election, l'exclusion des

²⁷⁴ *Procès-verbaux*, p. 124.

²⁷⁵ *Motifs des changements apportés par le Conseil du Roi à quelques articles du plan présenté, au nom de l'Assemblée de Romans, pour la nouvelle formation des Etats de Dauphiné. Procès-verbaux*, p. 146-160.¹ Des exemplaires de ces motifs furent distribués par les commissaires du roi, le 2 novembre, à tous les membres de l'Assemblée (*Procès-verbaux*, p. 119).

²⁷⁶ *Procès-verbaux*, p. 142.

²⁷⁷ Lettre au comte de Virieu (Arch. de Viennois).

²⁷⁸ Art. 44 du règlement remplaçant l'art. 41 du projet.

²⁷⁹ Art. 19 et 20 du règlement.

subdélégués et celle des employés du fisc ²⁸⁰. Quant aux fermiers, — dont l'exclusion n'est pas acceptée — il prescrit qu'il en sera élu un dans chacun des six districts qui partagent la province, « sans que cette limitation puisse être regardée comme définitivement établie » ²⁸¹.

Réduisant les attributions administratives des Etats, le roi ne confie à leur trésorier que les seules « recettes et dépenses particulière de la province » ²⁸² et il place, sous leur direction, les seuls travaux publics qui se feront aux frais de la province ²⁸³. Pour ces travaux mêmes, l'activité des Etats sera contrôlée par le Gouvernement ²⁸⁴, comme la distribution des dégrèvements, indemnités et encouragements ²⁸⁵, comme la fixation du traitement et des frais de bureau du président, des membres de la Commission intermédiaire et des correspondants ²⁸⁶. Les Etats ne pourront autoriser les dépenses des communautés rurales et les impositions locales, pour y subvenir, que jusqu'à la somme de 600 l. ²⁸⁷. Pour les dépenses plus considérables des communautés, et pour toutes les dépenses des villes, les Etats transmettront seulement les requêtes au Conseil, avec leur avis ²⁸⁸. Ils vérifieront les comptes des communautés ²⁸⁹ mais non ceux des villes et ils ne surveilleront ni le tirage de la milice, ni l'administration des établissements publics ²⁹⁰. Enfin, la Commission intermédiaire et les procureurs généraux syndics

²⁸⁰ Art. 22.

²⁸¹ Art. 21. Le règlement royal n'admet pas non plus l'exclusion, portée par le projet, des cautions des adjudicataires d'ouvrages publics et de ceux des fermiers.

²⁸² Art. 33 du règlement modifiant l'art. 29 du projet.

²⁸³ Art. 48 du règlement modifiant l'art. 45 du projet.

²⁸⁴ Art. 48 du règlement.

²⁸⁵ Art. 49 du règlement.

²⁸⁶ Art. 61 du règlement modifiant l'art. 59 du projet.

²⁸⁷ Art. 50 du règlement.

²⁸⁸ Art. 51 du règlement.

²⁸⁹ Art. 50 du règlement.

²⁹⁰ Art. 46 du projet.

ne sont plus expressément chargés de défendre les individus et les communautés contre les agents du fisc ²⁹¹.

Le roi se réserve de convoquer lui-même les Etats, « chaque année, au mois de novembre » ²⁹², d'agréer le lieu de leur réunion et le président qu'ils auront choisi ²⁹³. Il ne peut accepter d'inscrire, dans un Règlement qu'il accorde librement à ses sujets, que les Etats veilleront au maintien des droits et privilèges du Dauphiné, stipulation qui « suppose ou qui préjuge » que, « sous son autorité », il pourrait se commettre « un acte contraire aux lois du Royaume et aux privilèges particuliers de ses provinces » ²⁹⁴. De même, il ne « peut pas ordonner partiellement ce qu'il a prescrit d'une manière générale, en déclarant que les créations ou prorogations d'impôts seront dorénavant consenties par les Etats généraux » ²⁹⁵. Pour le mode de désignation des députés du Dauphiné aux Etats généraux, il suspend sa décision jusqu'au règlement qu'il donnera, « après avoir entendu le vœu, qui lui sera présenté par les Notables de son Royaume » ²⁹⁶. Enfin l'article du plan qui prévoit l'examen des lois nouvelles par les Etats du Dauphiné est « du nombre de ceux qui, par leur importance, doivent être pris en considération aux Etats généraux... » ²⁹⁷.

*
**

telles étaient les modifications profondes apportées au plan des Etats par le Règlement royal du 22 octobre. L'Assemblée

²⁹¹ Art. 54 du projet.

²⁹² Art. 29 du règlement remplace art. 26 du projet.

²⁹³ Art. 29 et 31 du règlement.

²⁹⁴ *Motifs des changements dans Procès-verbaux*, p. 143. Art. 45 du projet.

²⁹⁵ *Motifs des changements. Ibid.*, p. 156. Art. 47 du projet.

²⁹⁶ *Motifs des changements. Ibid.*, p. 157-158. Art. 50 du projet.

²⁹⁷ *Motifs des changements. Ibid.*, p. 157. Art. 49 du projet.

des trois Ordres réduite à 404 membres, allait leur consacrer une semaine d'examen, du 2 au 8 novembre ²⁹⁸.

Necker pouvait compter sur le zèle des commissaires du roi — Caze de la Bove, et Narbonne-Fritzlart ²⁹⁹ — et sur celui du président de l'Assemblée, Mgr Le Franc de Pompignan. L'intendant, dans son discours d'ouverture, conseillait la prudence aux délibérants : « Que ne doit-on pas espérer des lumières et du patriotisme qui vous distinguent ? Ils ne peuvent manquer d'apporter, dans vos délibérations, cette sagesse qui doit veiller sur la destinée des peuples, cette réflexion qui doit faire sentir qu'il est des lois générales, dont on ne peut s'écarter sans blesser l'harmonie, qui fait la force comme la sûreté des Empires... » ³⁰⁰. L'archevêque de Vienne promettait au ministre un rapport sincère sur les discussions engagées : « Je vous dois ce compte, ainsi qu'une fidèle correspondance à vos intentions, par toutes sortes de motifs, par reconnaissance puisque j'ai lieu de vous attribuer les traitements distingués que j'éprouve, par la confiance que j'ai toujours eue et que je partage avec tant de monde en la droiture de votre cœur, la supériorité de vos talents et de vos lumières... » ³⁰¹.

Le Parlement étant rentré ³⁰², les présidents de Vaulx, de Montferrat, de Sayve et de Bressac, les conseillers de Chaléon et de Meffray assistaient à la nouvelle Assemblée, dans les rangs de la Noblesse. « La Noblesse, depuis le retour du Parlement — écrivent, le 4 novembre, les commissaires du roi — s'est éclairée davantage sur ses intérêts. Elle sent aujourd'hui que le Tiers-Etat avait pris trop d'emprise sur elle. Les magis-

²⁹⁸ 28 membres du Clergé, 158 Nobles, 218 membres du Tiers-Etat assistèrent à la deuxième Assemblée de Romans. *Procès-verbaux*, p. 104-113.

²⁹⁹ Le duc de Tonnerre participait à l'Assemblée des Notables.

³⁰⁰ *Procès-verbaux*, p. 117.

³⁰¹ 28 octobre 1788 (A. N., Ba 74 (5) 46).

³⁰² Cf. *Le Parlement de Dauphiné et les affaires publiques*, 2^e partie, chap. VII.

trats qui se sont rendus à l'Assemblée la confirment dans cette idée... » ³⁰³. L'ancien commandant en second de la province, le marquis de Marcieu, revenu lui aussi de l'exil que Loménie de Brienne lui avait imposé ³⁰⁴, découvrait, avec une égale inquiétude, les ambitions du Tiers : « La Noblesse — écrit-il — approuve presque en entier les corrections apposées par M. Necker. Mais je n'ai jamais vu de Corps plus faible : il n'y en a pas un qui veuille ouvrir un avis ni qui ose se le permettre... » ³⁰⁵.

Comme dans l'Assemblée du mois de septembre, les avocats de Grenoble, soutenus par quelques nobles libéraux, allaient faire la loi.

Les commissaires de la précédente Assemblée — les morts et les absents ayant été remplacés ³⁰⁶ — furent chargés d'un premier examen du Règlement, qui se prolongea jusqu'au 5 novembre... « Nous ferons reparaître avec honneur — écrivait l'un des commissaires, le chevalier du Bouchage — soit en réserves, soit en modifications à notre enregistrement, les principes importants qu'on nous a supprimés et que nous ne pouvons abandonner sans manquer notre but... » ³⁰⁷.

³⁰³ Lettre au comte de Brienne (F. D., N 572).

³⁰⁴ Pour avoir montré trop peu d'énergie dans la crise de l'été précédent, il avait été remplacé dans son commandement par le comte de Narbonne-Fritzlär.

³⁰⁵ Lettre au marquis de Viennois, 4 novembre (Arch. de Viennois).

³⁰⁶ Les nouveaux commissaires étaient, dans l'Ordre du Clergé : l'abbé Barthélemy, le commandeur de Rigaud, l'abbé de Dolomieu, le chanoine Brochier remplaçant l'évêque de Grenoble, l'abbé de Vaugelas, le commandeur de Rosans et Sollier, député de l'église de Saint-Paul-Trois-Châteaux. Dans l'Ordre de la Noblesse : le président de Vaulx, le marquis de Veynes, le marquis de Saint-Vallier, en remplacement de MM. de Saint-Germain, de Baratier et de Tardivon. — « M. le Marquis de Saint-Vallier ayant été nommé en l'absence de M. de Tardivon et celui-ci étant arrivé, MM. les Commissaires ont prié M. de Saint-Vallier de s'occuper avec eux de l'examen qui leur est confié » (*Procès-verbaux*, p. 121). La présence du président de Vaulx parmi les commissaires n'est pas signalée dans le procès-verbal, mais dans une lettre du chevalier du Bouchage au marquis de Viennois, 5 novembre (Arch. de Viennois), et dans une lettre des commissaires du roi à Necker, 7 novembre (A. N., Ba 74 (2) 32).

³⁰⁷ Lettre citée au marquis de Viennois, 5 novembre.

Le 5 novembre, à 4 heures de l'après-midi, l'Assemblée générale des trois Ordres se réunit, dans l'église des Cordeliers ³⁰⁸. Plusieurs articles de l'Arrêt du Conseil furent examinés sans incident. Mais, quand on en vint à l'admission des fermiers, sur laquelle les commissaires avaient été exactement partagés, le débat s'anima soudain. Vainement, le président de Vault et le conseiller de Chaléon soutinrent-ils l'article du Règlement royal. Des orateurs aussi sympathiques au Tiers-Etat que le chevalier de Murinais et le marquis de Blacons n'eurent pas plus de succès. Inutilement encore, l'archevêque de Vienne « parla, à plusieurs reprises, avec sagesse, raison, éloquence... » ³⁰⁹. Le Tiers, dont le porte-parole était Barthélemy d'Orbanne, « refusa tout, *una voce* ³¹⁰ ». « Il argumenta surtout — note le chevalier du Bouchage — d'après la convention faite à l'Assemblée du mois de septembre, entre les Ordres, par laquelle on envisageait réciproquement de laisser à chaque Ordre la liberté de former sa composition. Après bien des débats, la question se réduisit à savoir si la convention devait encore subsister et, sur cela, le Tiers s'en rapporta à la décision du Clergé et de la Noblesse... » ³¹¹. Si les deux premiers Ordres persistaient à défendre les fermiers, le Tiers plaiderait la cause des curés et des anoblis. « La Noblesse et le Clergé — écrit le marquis de Marcieu — passèrent dans un grand réfectoire, le Tiers-Etat resta dans l'église. Le Corps de l'Eglise et de la Noblesse mit en délibération si on devait admettre la modification de l'Arrêt du Conseil ou s'en tenir à ce qui avait été réglé, ci-devant, par le projet de Constitution envoyé de Romans. On passa aux

³⁰⁸ *Procès-verbaux*, p. 122. Les détails qui suivent sont extraits d'une lettre du marquis de Marcieu au marquis de Viennois, 6 novembre, et d'une lettre du chevalier du Bouchage au même, 8 novembre (Arch. de Viennois).

³⁰⁹ Marcieu. Lettre citée.

³¹⁰ Du Bouchage. Lettre citée.

³¹¹ *Ibid.*

voix et les deux tiers et plus furent pour le Tiers-Etat... » ³¹². Le 6 novembre au matin, en rendant compte à l'Assemblée générale de la décision des deux premiers Ordres, le marquis de Blacons parlant — au jugement du chevalier du Bouchage — « avec une force, une éloquence et une facilité rares... » ³¹³, éleva une dernière protestation contre l'injustice commise à l'égard des fermiers ruraux.

La Noblesse étant peu nombreuse et ayant ainsi de la peine à renouveler sa députation, désirait que l'intervalle entre deux mandats fût seulement de deux ans, comme le prescrivait l'Arrêt du Conseil, et non de quatre, comme le proposait le plan présenté au roi par les trois Ordres. Sur ce point encore, le Tiers-Etat fut intraitable : la défection d'une quinzaine de nobles lui permit de l'emporter et de maintenir l'intervalle de quatre ans ³¹⁴. « Le Tiers-Etat, dans son opposition sur cet objet — remarque le comte de Morges — a eu en vue de nous forcer d'abord à de mauvais choix, qui les mettent dans le cas d'augmenter leur prépondérance et, de plus, de nous forcer à recevoir les Nobles de l'exception ³¹⁵ ou ceux qui, n'étant possesseurs que de biens ruraux, ne s'opposeraient pas aux attaques que médite le Tiers sur les biens féodaux et sur les privilèges en général, car ils commencent déjà à dire que, pour avoir une bonne Constitution, il faudrait que tout fût égal » ³¹⁶.

Malgré les parlementaires présents à l'Assemblée — qui « parlèrent de leur mieux » ³¹⁷ — les trois Ordres rétablirent

³¹² Marcieu. Lettre citée.

³¹³ Du Bouchage. Lettre citée.

³¹⁴ Le comte de Morges au marquis de Viennois, 7 novembre (Arch. de Viennois).

³¹⁵ C'est-à-dire les anoblis de Vizille admis, en principe, par la décision particulière prise dans l'Ordre de la Noblesse, le 17 septembre. Cf. *supra*.

³¹⁶ Lettre citée au marquis de Viennois, 7 novembre.

³¹⁷ Le marquis de Marcieu au marquis de Viennois, 7 novembre (Arch. de Viennois).

l'article du Règlement, supprimé par le Conseil, qui ordonnait l'examen des lois par les Etats, avant leur enregistrement dans les Cours. L'opposition des magistrats et celle d'une partie de la Noblesse ne put pas empêcher non plus l'Assemblée de persister dans la décision de faire élire les représentants du Dauphiné aux Etats généraux par les trois Ordres réunis des Etats de la province, doublés pour la circonstance ³¹⁸. « Beaucoup de membres de la Noblesse — écrit le comte de Morges — craignent fort la nomination des représentants aux Etats généraux par les Trois-Ordres. Le Tiers-Etat ne connaît point la Noblesse et celle-ci connaît encore moins ce troisième Ordre, qu'on soupçonne fort d'ailleurs de porter ceux qui lui sont le plus favorables » ³¹⁹.

Le 7 novembre, à la fin de l'après-midi, l'examen du Règlement étant terminé et les articles les plus importants ayant été rétablis, quelques membres du Tiers-Etat proposèrent aux trois Ordres de « proroger l'Assemblée... pour s'assurer que le Gouvernement ne changerait rien aux modifications appposées à l'enregistrement et de suspendre la convocation des Etats jusqu'à ce qu'il eût complètement sanctionné le vœu de l'Assemblée sur leur formation » ³²⁰. Cette hardiesse inquiéta la timidité ou la prudence de certains délibérants. « Vous concevez facilement les suites que ce parti pouvait avoir — écrivait à Viennois le chevalier du Bouchage. Il pouvait arriver que le Conseil, ennuyé de nous et de nos difficultés, prît de l'humeur, renvoyât aux Etats généraux à prononcer définitivement sur notre Constitution et adressât au Parlement des Lettres patentes pour cette suspension. Il était bien certain que le Parlement les aurait enregistrées, qu'il aurait repris, dès lors, tous ses avantages et, par des Arrêts

³¹⁸ Les commissaires du roi à Necker, 7 novembre (A. N., Ba 74 (2) 32).

³¹⁹ Lettre citée au marquis de Viennois, 7 novembre.

³²⁰ Le chevalier du Bouchage au marquis de Viennois, 9 novembre (Arch. de Viennois).

de défense, aurait empêché toute nouvelle Assemblée... » L'archevêque de Vienne, en renvoyant la délibération au lendemain matin, permit aux modérés de l'emporter. « Notre destin nous a bien servi — continue le chevalier du Bouchage, dans sa lettre du 9 novembre — et cette motion reçue avant-hier soir, presque par acclamations, fut rejetée, hier matin, presque par acclamations. Chaléon est un de ceux qui ont le plus contribué à la faire abandonner : il en a développé les dangers avec force et en brave et loyal citoyen qui sait préférer la Patrie au préjugé et à l'esprit de corps... »

**

L'Assemblée des trois Ordres affecte d'employer à l'égard du Règlement du 22 octobre — ainsi que le remarquaient les commissaires du roi ³²¹ — des formes analogues à celles qui étaient usitées dans les Cours souveraines : « La matière mise en délibération, le Règlement fait par S. M. en son Conseil, le 22 octobre dernier, et les Lettres patentes du 24 du même mois... ayant été vérifiés et examinés, il a été unanimement arrêté que l'Assemblée accepte, avec reconnaissance, le dit Règlement, néanmoins sous les réserves et modifications ci-après apposées, sous le bon plaisir du roi... » ³²².

Les trois Ordres reconnaissent au souverain le droit de convoquer les Etats et de donner son approbation au choix du

³²¹ *Observations sur les modifications apposées, sous le bon plaisir du Roi, par l'Assemblée des trois Ordres de la Province de Dauphiné concernant plusieurs articles de l'Arrêt du Conseil du 22 octobre portant règlement pour la nouvelle formation de ses Etats, 11 novembre 1788 (A. N., Ba 74 (5) 52).*

³²² *Procès-verbaux*, p. 123. L'Assemblée fit suivre son enregistrement d'un résumé, présenté sur le ton le plus respectueux mais le plus ferme, des raisons qui avaient poussé les trois Ordres à adopter et à maintenir les articles contestés. Nous avons utilisé ce résumé dans notre commentaire de la Constitution de Romans. Cf. *Procès-verbaux*, p. 161-166.

président et du lieu des séances ³²³. Ils admettent l'intervention du roi dans la direction des travaux publics, la distribution des dégrèvements et des encouragements, les autorisations de dépenses pour les communautés et les villes, la fixation des traitements du président de l'Assemblée et des membres de la Commission intermédiaire ³²⁴. Et l'archevêque de Vienne soulignera cet « acquiescement qui n'a souffert aucune difficulté à tous les articles où l'autorité du roi, qui n'avait été souvent que supposée ou sous-entendue, dans le Plan dressé par l'Assemblée du mois de septembre, a été distinctement rappelée par l'Arrêt du Conseil » ³²⁵.

Par ailleurs, l'Assemblée de Romans maintient l'intervalle de quatre ans entre deux mandats aux Etats provinciaux et toutes les exclusions antérieurement prescrites contre les fermiers, les agents du commissaire départi et les employés du fisc ³²⁶.

Elle rétablit les Etats provinciaux dans certains pouvoirs dont l'Arrêt du Conseil les privait : la direction de tous les travaux publics — même de ceux qui ne se feraient pas entièrement aux frais de la province — la vérification des comptes des villes, la surveillance étroite des agents du fisc ³²⁷. En outre, l'Assemblée charge « expressément les Etats de supplier le roi de leur confier incessamment la surveillance des frais et du tirage de la milice, celle des établissements publics et les autres objets d'administration intérieure; l'Assemblée charge également les Etats de s'occuper des moyens propres à obtenir la réunion des recettes et des dépenses, qui concernent le trésor royal, dans les mains du Trésorier des Etats... » ³²⁸.

³²³ Art. 29 et 31 du règlement royal.

³²⁴ Art. 48, 49, 50, 51, 61 du règlement royal.

³²⁵ L'archevêque de Vienne à Necker, 7 novembre 1788 (A. N., Ba 74 (2) 6).

³²⁶ *Procès-verbaux*, p. 143-144.

³²⁷ *Ibid.*, p. 144.

³²⁸ *Ibid.*, p. 145.

Enfin, comme le marquait le chevalier du Bouchage, le 8 novembre : « Les trois Ordres n'ont pas cru que les principes importants qui formaient la base essentielle du Plan qu'ils avaient proposé pussent être abandonnés et ils les ont conservés... d'une manière expresse. Ils ne sauraient jamais renoncer à ceux qui doivent faire, dans tous les temps, la base de la sûreté nationale et l'avantage du souverain comme celui des sujets » ³²⁹. Les Etats de la province furent donc confirmés dans le droit de défendre les privilèges du Dauphiné contre toute atteinte ³³⁰, d'examiner les lois nouvelles avant leur enregistrement au Parlement ³³¹, d'élire des députés aux Etats généraux ³³². Par contre, il leur était interdit de « faire ni consentir aucun changement à leur constitution » ³³³, ni d'accorder aucun subside, avant que les représentants de la province en eussent délibéré, dans les Etats généraux du royaume ³³⁴.

*
**

L'admiration, qui accueillait les entreprises des Dauphinois et les témoignages qui leur en parvenaient de toutes les provinces, les encouragèrent, au moment où ils achevaient la constitution de leurs propres Etats, à donner, sous la forme d'une lettre au roi, une consultation de Droit public à la France entière.

Le Parlement de Paris, le 25 septembre 1788, en enregistrant la Déclaration du Roi du 23, qui ordonnait la reprise des fonctions des officiers des Cours et annonçait, pour le

³²⁹ Le chevalier du Bouchage aux députés de la Noblesse, 8 novembre (Arch. de Viennois). *Procès-verbaux*, p. 144-145.

³³⁰ Art. 45 du Plan proposé au roi.

³³¹ Art. 49 du Plan.

³³² Art. 50 du Plan.

³³³ Art. 60 du Plan.

³³⁴ Art. 47 du Plan.

mois de janvier 1789, la réunion des Etats généraux, avait stipulé que ces Etats seraient « régulièrement convoqués et composés, et ce suivant la forme observée en 1614 » ³³⁵, c'est-à-dire que les trois Ordres devaient former trois Chambres délibérant séparément.

« Mil six cent quatorze, que d'autres prononçaient seize cent quatorze — écrivait Rabaut Saint-Etienne — était alors le mot qui divisait les esprits : il était dans toutes les bouches parce que, véritablement, il renfermait toutes les questions qui occupaient la France et qui embarrassaient la Cour... » ³³⁶.

Les « Patriotes » n'avaient aucune confiance dans les notables que le roi réunissait, en ce mois de novembre, pour leur demander conseil sur le mode de convocation des Etats généraux : « Ils pouvaient, tout au plus, indiquer les désirs des premières classes » ³³⁷.

Mounier expliquera plus tard comment s'était affermie son opinion personnelle, dans ce grand débat ³³⁸. Lorsque, dans la première Assemblée de Romans, les Ordres avaient délibéré séparément, « leurs résolutions respectives étaient dictées par la défiance et la jalousie ». « Comme on ne trouvait de refuge contre la discorde que dans la réunion de tous les députés, qu'on ne voyait prévaloir la modération, qu'on n'obtenait des sacrifices réciproques des différents Ordres que lorsqu'ils délibéraient ensemble, on résolut unanimement de proscrire à jamais les délibérations par Ordres séparés... ». L'expérience que Mounier venait de vivre le conduisait aux mêmes conclusions que l'étude de l'histoire : « Les recherches que j'avais faites sur les Etats généraux de France et sur ceux des autres pays où l'on avait conservé la représentation par Ordres, bien

³³⁵ *Arch. parlementaires*, 1^{re} série, t. I, p. 388-389.

³³⁶ *Précis de l'histoire de la Révolution française. Œuvres de Rabaut Saint-Etienne*, éd. Collin de Plancy, 2 vol. in-8°, t. I, p. 283.

³³⁷ MOUNIER, *Recherches sur les causes...*, I, p. 67.

³³⁸ *Ibid.*, I, p. 227-229.

plus encore tout ce qui venait de se passer en Dauphiné m'avaient justement alarmé sur l'avenir. Je crus que si les Ordres se séparaient, en 1789, et que le consentement de tous trois fût nécessaire, la réforme des abus deviendrait extrêmement difficile, que la discorde pourrait éclater entre les Ordres et détruire toutes nos espérances; qu'en supposant même qu'ils pussent s'accorder dans une session et nous procurer des changemens utiles, le bien aurait peu de durée, que ces Etats généraux n'en seraient pas moins une source féconde de malheurs, puisqu'ils perpétueraient la représentation particulière des Ordres et leur séparation... Je proposai donc aux trois Ordres de Dauphiné d'exprimer leurs vœux en faveur de la réunion des Ordres dans les Etats généraux et... ils adressèrent au Roi une lettre, pour en démontrer les avantages. »

Mounier — qui était le principal auteur de cette lettre ³³⁹ — la lut dans l'Assemblée générale du 8 novembre ³⁴⁰. Il y affirme quatre principes essentiels, « seules bases sur lesquelles puisse reposer la félicité publique » ³⁴¹. Tous les représentants doivent être librement élus: « le droit de chaque homme libre de voter par lui ou par ceux auxquels il remet son pouvoir, droit sacré, droit inaltérable, fut toujours reconnu chez les Français » ³⁴². Les députés doivent être plus nombreux que dans les précédents Etats généraux en raison de « l'étendue actuelle de la Monarchie » et de « la juste représentation qu'on doit accorder aux Communes » ³⁴³. Ces der-

³³⁹ *Affiches de Dauphiné* du 21 novembre 1788 : « La plupart des idées qu'elle contient appartiennent à M. Mounier, secrétaire, et les trois Ordres ne pouvaient choisir un plus digne interprète des sentiments de patriotisme et d'équité qui les animent, non seulement pour les intérêts généraux et individuels de tous les habitants de la Province, mais pour ceux de tout le Royaume ».

³⁴⁰ *Procès-verbaux*, p. 170-176.

³⁴¹ *Ibid.*, p. 170-171.

³⁴² *Ibid.*, p. 171.

³⁴³ *Ibid.*, p. 172.

nières doivent avoir une représentation égale à celle des deux autres Ordres, car « elles comprennent la portion la plus nombreuse de vos sujets, celle qui paye le plus d'impôts, qui possède le plus de biens : c'est sur elle que s'appesantit le fardeau de tous les abus » ³⁴⁴. Enfin les trois Ordres doivent délibérer en commun : « si les Ordres, si les Provinces étaient séparées, ce ne serait plus la Nation même qui s'exprimerait par l'organe de ses députés » ³⁴⁵. Sans doute, en 1614, les Ordres ont-ils délibéré séparément. Mais « les trois Ordres de Dauphiné espèrent encore qu'on ne regardera pas comme constitutionnels des abus qui n'ont jamais été sanctionnés par aucune Loi » ³⁴⁶.

Incidentement, Mounier signale que le mode de désignation des députés employé en Dauphiné pourrait être adopté dans les autres provinces : « Cette forme offre un précieux avantage : celui de faire concourir tous les Ordres au choix de leurs députés respectifs. Ils deviennent les mandataires du peuple en Corps, et cette réunion des diverses classes des électeurs doit être un nouveau motif pour que les représentants ne consultent que l'intérêt qui leur est commun » ³⁴⁷.

C'est sur cette idée d'unité nationale — union des Ordres et union des Provinces — qui inspirait les meneurs du mouvement dauphinois, depuis le mois de juin 1788, que Mounier insiste, en terminant : « Le jour viendra, sans doute, où les Etats généraux étant établis sur des principes stables et formés, à la satisfaction de tout le Royaume, par un grand nombre de représentants librement élus, les Provinces pourront faire le sacrifice de quelques privilèges particuliers pour s'assurer la jouissance des droits nationaux. Alors, Sire, le Dauphiné, fidèle aux principes qui ont déjà dicté ses résolu-

³⁴⁴ *Procès-verbaux*, p. 173.

³⁴⁵ *Ibid.*, p. 174.

³⁴⁶ *Ibid.*, p. 175.

³⁴⁷ *Ibid.*, p. 172-173.

tions relativement à l'octroi de l'impôt, s'empressera lui-même de donner l'exemple; mais dès ce moment, animés du même zèle et du même esprit, c'est en qualité de Français, c'est en réunissant leurs suffrages, que les Représentants de tous les Ordres et de toutes les Provinces doivent délibérer sur le sort de la France entière » ³⁴⁸.

La lettre de Mounier fut diversement appréciée par les membres de l'Assemblée de Romans. Acclamée par le Tiers-Etat, elle provoqua quelques réserves parmi les privilégiés. « Vous la trouverez en principe plébéiens », déclarait dédaigneusement à Viennois le marquis de Marcieu ³⁴⁹. Le chevalier du Bouchage, qui admire beaucoup le talent de l'auteur, formule un jugement plus nuancé : « Cette lettre, après deux lectures consécutives, fut généralement applaudie et approuvée. Les personnes qui ont quelque peine à renoncer à ce qui nous reste encore du régime féodal et adopter les maximes que semble consacrer aujourd'hui l'opinion publique, pour parvenir à une bonne Constitution, ont trouvé qu'elle ne pouvait être l'ouvrage que d'un membre des Communes. Quoi qu'il en soit, comme ces principes ne sont pas peut-être ceux de toutes les Provinces du Royaume — la Bretagne m'y paraît même fort opposée — elle est faite pour produire une grande

³⁴⁸ *Procès-verbaux*, p. 176. Le même esprit anime une lettre écrite, en ce même mois de novembre 1788, et dont l'auteur était également Mounier (Cf. MAIGNIEN, *Bibliographie*, n° 286) : *Réponse des négociants de la ville de Grenoble à MM. les Juges-Consuls de Montauban, Clermont-Ferrand, Châlons, Orléans, Tours, Besançon, Dunkerque, Saint-Quentin et à la Chambre de Commerce de Picardie, de Saint-Malo et de Lille en Flandre*, dans *Nouveau recueil ou choix de pièces...*, décembre 1788, p. 51-57. « Vous demandez, Messieurs, que le commerce ait des députés particuliers aux Etats généraux et vous invitez les négociants de Grenoble à joindre leurs sollicitations aux vôtres... Puisque les Etats généraux doivent délibérer sur les intérêts de la France entière, il ne faut donc pas que leurs membres se considèrent comme laboureurs, marchands, militaires, jurisconsultes, mais uniquement comme citoyens; ils doivent même se prémunir contre tous les préjugés de lieux, de corps, de professions ».

³⁴⁹ 9 novembre 1788 (Arch. de Viennois).

sensation, dans le moment actuel, mais elle est conséquente à la Constitution que nous avons adoptée et qui paraît avoir en sa faveur la sanction générale » ³⁵⁰. Au reste, les critiques restèrent inexprimées : « Il ne s'éleva pas une seule voix — remarque un assistant — pour contredire ces propositions et tous parurent s'applaudir d'être membres d'une Assemblée qui aurait la gloire d'avoir proposé la première, à toute la Nation, la réunion des Ordres et la délibération par tête » ³⁵¹.



Après la lecture de la lettre de Mounier, l'Assemblée manifesta sa reconnaissance aux députés de la Noblesse à Versailles et au comte de Morges ³⁵². Elle écouta les remerciements du maire et des échevins de Romans, heureux de voir leur ville devenue « le berceau de la Constitution » ³⁵³. Enfin les commissaires du roi ayant été introduits, les compliments d'usage furent échangés.

L'unanimité apparente de la séance de clôture couvrait des dissentiments profonds ³⁵⁴. « Accoutumé à dire hautement ce que je pense — écrivait Marcieu à Viennois, le 6 novembre — je ne puis vous cacher que ce que j'ai vu dans deux séances de près de 8 heures me prouve invinciblement que le Tiers-Etat domine, gouverne et soumet toutes les opinions. Il se conduit si impérativement que j'ose vous assurer que nous demeure-

³⁵⁰ Le chevalier du Bouchage au marquis de Viennois, 9 novembre (Arch. de Viennois).

³⁵¹ *Supplément au dernier procès-verbal des trois Ordres et des Etats du Dauphiné du mois de décembre 1788, ou Examen de la conduite des dissidens par M. M..., l'un des membres des Etats de Dauphiné*, 48 p. in-8°, p. 9.

³⁵² *Procès-verbaux*, p. 177.

³⁵³ *Ibid.*

³⁵⁴ On trouvera les discours du comte de Narbonne, de Caze de la Bove, de l'archevêque de Vienne, de l'abbé de la Salcette, du comte de Morges et de Lacour d'Ambésieux, dans les *Procès-verbaux*, p. 178-184.

rons Monarchie et il est impossible que l'Ordre de l'Eglise et de la Noblesse ne se réunisse pas au Roi et je pense, qu'en cette occasion, c'est le Tiers-Etat qui sauvera le Monarque. La Blache et moi n'en serons point fâchés. M. le Comte de Virieu dira qu'on manque une belle occasion de se donner une superbe Constitution et vous, Monsieur, vous ne serez étonné de rien parce que vous connaissez, de longtemps, les principes du Tiers-Etat » ³⁵⁵. « Nous croyons devoir vous prévenir — mandaient les commissaires du roi à Necker, le lendemain — que les deux premiers Ordres et surtout celui de la Noblesse paraissent extrêmement fatigués et inquiets de l'influence qu'ils ont laissé prendre à l'Ordre du Tiers... » ³⁵⁶,

Barnave, dès l'ouverture de la deuxième Assemblée de Romans, n'avait aucune illusion sur les sentiments qu'éprouvaient, à l'égard des chefs du Tiers-Etat, quelques-uns des membres des deux premiers Ordres : « Si l'on considère que la moitié de notre Assemblée perd à la Révolution et n'en veut pas, si l'on considère, en outre, quelle masse immense de moyens, intrigues, argent, calomnies peuvent faire mouvoir ceux que cette grande révolution prive d'une partie des avantages qu'ils avaient usurpés, on se représente aisément tous les obstacles qu'ils opposent. Ils ne sortiront cependant pas vainqueurs, mais... ceux surtout qu'ils considèrent comme leurs adversaires les plus décidés recueilleront de terribles inimitiés » ³⁵⁷.

En fait, ces dissentiments n'affaiblissaient pas l'autorité des conducteurs du mouvement dauphinois au point de permettre au souverain d'imposer les modifications et les retranchements que les formes conciliantes, employées par Necker, n'avaient pas réussi à faire accepter dans la Constitution de Romans :

³⁵⁵ Archives de Viennois.

³⁵⁶ 7 novembre (A. N., Ba 74 (2) 32).

³⁵⁷ Lettre à son oncle, 1^{er} novembre 1788, dans MAILHET, *Hist. de la ville de Die*, p. 245.

« Les esprits paraissent encore montés — remarquent les commissaires du roi, le 11 novembre — et, si le Gouvernement faisait des changements aux modifications proposées par les trois Ordres, il serait à craindre que les Etats, au moment de leur établissement et de leur installation, ne voulussent pas prendre sur eux d'y acquiescer et qu'ils ne convoquent les trois Ordres. C'est ce qu'on doit éviter autant qu'il sera possible... Lorsque les Etats auront pris de la consistance et qu'ils se seront affermis, ils auront plus d'influence et d'autorité et alors l'on pourra davantage obtenir d'eux, sans le concours des trois Ordres qu'il est à désirer, pour la tranquillité de cette Province et l'autorité du Roi, qu'on ne voie jamais plus s'assembler » ³⁵⁸.

³⁵⁸ Observations du 11 novembre 1788 (A. N., Ba 74 (5) 52).

CHAPITRE II

La session des Etats (1^{er} décembre 1788 - 16 janvier 1789).

- I. *La composition des Etats.* — Le Gouvernement autorise l'élection des députés de la province aux Etats généraux par les Etats provinciaux doublés. Les Etats provinciaux : représentation du Clergé, de la Noblesse et du Tiers.
- II. *Le Bureau des impositions.* — L'abolition des privilèges provinciaux. L'abolition des privilèges personnels. Souveraineté reconnue des Etats généraux en matière fiscale. Rapport du conseiller de Chaléon sur la taille et les impositions accessoires. Rapport de Lacour d'Ambésieux sur la capitation. Rapport de Champel sur les impôts indirects.
- III. *Le Bureau du bien public.* — Le rapport du commandeur de Monspey. L'agriculture; réforme de l'administration des forêts; encouragement aux agriculteurs; les lacunes du rapport et les véritables réclamations des campagnes dauphinoises. L'industrie au service de l'agriculture; liberté surveillée de l'industrie; liberté du commerce.
- IV. *Le Bureau des travaux publics.* — Construction et réparation des routes. Ouvrages d'art. Ateliers de charité; digues contre les torrents et rivières. Règlement provisoire pour l'organisation des travaux publics.
- V. *Election des membres de la Commission intermédiaire et des députés de la province aux Etats généraux.* — La Commission intermédiaire. L'élaboration du mandat de député. Le mandat. Le triomphe de Mounier (31 décembre 1788). Le résultat du Conseil du 27 décembre 1788 et les Etats de Dauphiné. L'élection des députés de la province (1^{er}-7 janvier). Les compétitions. Les dissidents. L'addition au mandat et le retour des dissidents.

Conclusion.

I

Le lundi 1^{er} décembre 1788, à cinq heures du soir, dans la chapelle des Pénitents du couvent des Cordeliers, à Romans, les Etats du Dauphiné tinrent leur première séance. Elle fut célébrée par « plusieurs décharges de canon et par le son des cloches. Il y eut aussi des illuminations presque générales dans la ville » ¹. Les députés admirèrent le soin avec lequel l'inlassable Dedelay d'Agier avait disposé le nouveau local. « La salle de l'Assemblée générale — remarquait un journaliste — est assez vaste pour admettre des étrangers... pendant les séances, à l'instar des Assemblées nationales d'Angleterre... » ².

Cependant, un des plus terribles hivers du siècle s'annonçait par des rigueurs précoces. « Il fait un temps horrible, le froid est excessif, nous n'avons pas aperçu le soleil depuis notre arrivée », écrira un député de la Noblesse à un de ses parents, le 12 décembre ³. « Mon grand-père — note Stendhal — nous racontait souvent qu'à Romans, son encre, placée sur sa cheminée pourtant bien chauffée, gelait au bout de sa plume » ⁴.

La séance d'ouverture à laquelle assistaient les commissaires du roi — Caze de la Bove et Narbonne-Fritzlart — fut occupée par des compliments ⁵ et par un long discours, dans lequel l'intendant exposa devant ceux qui allaient prendre sa place, son œuvre et ses projets ⁶. Mais, à cette date, l'administration de la province n'était pas, sans doute, le principal souci des audi-

¹ *Affiches de Dauphiné* du 12 décembre 1788.

² *Ibid.*

³ Lettre de Taxis à Duclaux de Bésignan, 12 décembre 1788 (Arch. de la Drôme, E 689).

⁴ *Vie de Henri Brûlard*, édit. du Divan, I, p. 65.

⁵ Discours de l'archevêque de Vienne, de l'archevêque d'Embrun, du comte de La Blache (*Procès-verbaux*, p. 205-213).

⁶ *Ibid.*, p. 189-205.

teurs de Caze de la Bove. Ils attendaient la réponse de Necker à l'un des vœux les plus instants des trois Ordres. L'Assemblée, doublée et portée ainsi à 288 membres, désignerait-elle elle-même les représentants de la province aux Etats généraux du royaume? ⁷. Le 5 décembre, un officier du Royal la Marine apporta enfin aux Etats l'autorisation espérée ⁸. L'archevêque de Vienne, président, remercia le ministre : « C'est un nouveau titre que vous avez acquis sur notre reconnaissance » ⁹.

Députés des Etats et députés « du doublement » furent élus, à quelques semaines d'intervalle, par les mêmes électeurs et suivant les mêmes règles.

*
**

Après les élections du mois de décembre, le Clergé fut représenté par 45 députés ¹⁰. En face de 4 curés propriétaires et de 4 religieux, les ecclésiastiques du premier Ordre, à la tête desquels siégeaient 4 prélats ¹¹, bénéficiaient d'une écrasante majorité.

La faiblesse numérique relative, l'inexpérience et la timidité d'une députation dont 25 membres — plus de la moitié — n'avaient encore assisté à aucune Assemblée de la province, et dont 5 membres seulement avaient participé aux délibérations de Vizille, ne devaient pas permettre à l'Ordre du Clergé de jouer un très grand rôle. Cependant, à côté de l'archevêque de Vienne, qui continuait à exercer les fonctions de président,

⁷ Lettre de l'archevêque de Vienne à Necker, 21 novembre 1788 (A. N., H¹ 670) (102).

⁸ *Procès-verbaux*, p. 229-230.

⁹ Lettre à Necker, 10 décembre 1788 (A. N. H¹ 670) (140).

¹⁰ Il en manquait donc trois : un commandeur de Malte et deux prélats dont on constate l'absence parmi les députés du doublement. Cf. la liste des députés du Clergé aux Etats (*Procès-verbaux*, p. 214-215) et la liste des députés du Clergé du doublement (*Ibid.*, p. 267-268).

¹¹ Parmi les députés des Etats, les archevêques de Vienne et d'Embrun et l'évêque de Die; parmi les députés du doublement, l'évêque de Gap.

« avec un esprit de sagesse et de conciliation » reconnu ¹², l'archevêque d'Embrun, Mgr de Leyssins, qui s'était tenu jusque-là à l'écart du mouvement dauphinois, s'efforçait d'attirer l'attention publique, en lui apportant, dans son discours du 1^{er} décembre, une adhésion tardive mais fervente : « Jouissez de votre triomphe, généreux et chers compatriotes : votre nom est illustre dans toute la France... » ¹³.

**

Les députés de la Noblesse devaient payer 50 l. d'impositions foncières. Les candidats, qui n'avaient pas adhéré aux décisions de Vizille, devaient, en outre, faire la preuve de quatre générations. Les électeurs étaient tous les gentilhommes propriétaires jouissant de la Noblesse acquise et transmissible, réunis dans chaque Election ¹⁴. A en croire l'auteur d'un libelle, l'intrigue s'était « fortement démenée », au cours de ces assemblées particulières. « Dans quelques-unes, MM. les Commissaires vérificateurs, en adoucissant leurs recherches,... s'étaient conciliés les suffrages des électeurs... » ¹⁵. Il est remarquable, en effet, que, sur 18 Commissaires vérificateurs ¹⁶, 17 furent députés aux Etats, comme le furent également — et dès la première élection — Morges, président de l'Ordre, et les deux syndics : Baronat et du Bouchage, encore que ce dernier ne fût pas propriétaire ¹⁷. Il n'est pas douteux non plus que les personnages influents n'aient fait les plus grands

¹² *Fausse tentative de la Discorde en Dauphiné*, 1789, 38 p. in-8°, p. 21.

¹³ *Procès-verbaux*, p. 210-212.

¹⁴ Arrêt du Conseil du 22 octobre 1788. Art. 11, 12, 13, 14, 15.

¹⁵ *Lettre d'un vieux militaire des montagnes du Briançonnais aux Etats assemblés à Romans*, p. 4-5.

¹⁶ Ces commissaires avaient été désignés dans une délibération de l'Ordre de la Noblesse, le 27 septembre, à Romans. *Délibération de l'Ordre de la Noblesse de Dauphiné*, du 27 septembre 1788, 4 p. in-4°.

¹⁷ Lettre de Pina Saint-Didier au marquis de Viennois, 28 août 1788 (Arch. de Viennois).

efforts pour « faire élire leurs amis avec eux ». Tel le comte de Morges, assurant l'élection du marquis de Viennois, à Grenoble¹⁸, écrivant aux commissaires de Romans, en faveur du comte de la Blache¹⁹, chargeant le chevalier du Bouchage de rappeler aux électeurs de Vienne, pour faire élire le comte de Virieu, « les sentiments qui sont dus au service essentiel et distingué rendu à la Province par nos députés »²⁰. Moins heureux, Dupuy Montbrun et La Coste Maucune ne réussissaient pas à faire choisir Duclaux de Bésignan, dans l'Election de Montélimar, comme député du doublement²¹. Le marquis de Marcieu, dont les sentiments ne s'accordaient pas avec ceux des nobles de l'Election de Grenoble, se présenta, avec succès, aux suffrages de l'Election de Romans : « J'étais parti de Paris — écrivait-il à Viennois, le 17 novembre — dans le projet de demeurer attaché à l'Election de Grenoble et je conservais cette idée, mais l'agitation qui y règne, l'influence du Parlement, l'empire de la basoche, la mollesse des deux premiers Ordres, l'esprit de parti, qui divise toutes les têtes, m'affligeaient sans cependant me faire songer que je pouvais, à mon gré, changer de bord. Dans mes tournées de châteaux, on m'a demandé pourquoi je tenais à Grenoble. Après ce que vous venez de lire, je n'ai pu en donner de raison sinon que j'étais paroissien de Saint-Hugues. Alors on m'a dit : Ici, la Noblesse n'a qu'un sentiment, le Tiers-Etat est raisonnable, l'Eglise est retenue, les trois Ordres veulent sincèrement le bien général. Soyez des nôtres, vous y trouverez du moins paix et tranquillité. Ces deux sentiments sont la vraie jouissance et même les hochets de mon âge et je me suis rendu à l'invitation de quelques amis : me voilà donc Romanais »²².

¹⁸ Lettre du comte de Morges au marquis de Viennois, 8 novembre 1788 (Arch. de Viennois).

¹⁹ Lettre du même au même, 20 novembre (*Ibid.*).

²⁰ *Ibid.*

²¹ Lettres reçues par Duclaux de Bésignan (Arch. de la Drôme, E 689).

²² Arch. de Viennois.

Sur les 89 députés que compta, au total, la Noblesse ²³, 48 avaient assisté ou adhéré aux délibérations de Vizille, mais 18 n'avaient encore paru dans aucune Assemblée. C'est à ces derniers surtout que Taxis faisait allusion lorsqu'il écrivait à Bésignan, le 9 décembre : « Hors Blacons, les députés de votre Election ne nous accablent pas sous le poids de leur érudition.... » ²⁴. En revanche, l'Ordre était renforcé par la présence des trois députés — Viennois, La Blache, Virieu — revenus de Versailles. Et six magistrats du Parlement : les présidents de Vaulx et de Bressac, les conseillers de Chaléon, de Meffray, de Vignon et Leclet pouvaient mettre au service des Etats une expérience déjà longue des affaires publiques.

Parmi les meneurs de la Noblesse, en décembre 1788, on retrouve ceux que Marcieu appelait les « plébéiens par excellence » ²⁵ : dans les Etats : Baronat, Blacons, Ventérol, Marsanne, le chevalier de Murinais et, parmi les députés du doublement : le chevalier de Dolomieu et le marquis de Pina Saint-Didier. On y retrouve aussi certains anoblis, étroitement unis aux avocats du Tiers : Dupré de Mayen, premier échevin de Grenoble, Dedelay d'Agier, maire de Romans. A ces nobles libéraux, qui ont conservé l'esprit de Vizille, on peut joindre le comte de Virieu qui, l'un des premiers, a osé proclamer, en Dauphiné, que la France n'avait pas de Constitution ²⁶. Franc-maçon mystique ²⁷, âme inquiète, Virieu était consumé par le désir de jouer un rôle : « Si je ne suis pas élu — avait-il confié

²³ Il en manquait 7 parmi les Nobles du doublement. Cf. la liste des députés de la Noblesse aux Etats (*Procès-verbaux*, p. 215-217), et la liste des députés nobles du doublement (*Ibid.*, p. 268-269).

²⁴ Lettre de Taxis à Duclaux de Bésignan, 9 décembre 1788 (Arch. de la Drôme, E 689).

²⁵ Lettre au marquis de Viennois, 4 novembre 1788 (Arch. de Viennois).

²⁶ Dans le *Dialogue sur l'établissement et la formation des Assemblées provinciales dans la Généralité de Grenoble*, entre M. M..., Conseiller au Parlement de Dauphiné, membre de la Chambre des vacations de 1787, et M. N..., habitant dans les Baronnies, 1787, 159 p. in-8°, p. 3-15.

²⁷ MOUNIER, *De l'influence...*, p. 162-164.

à Viennois, le 26 novembre — je passerais mon temps à écrire des Mémoires que j'enverrais à Romans, pour que le fruit de mes anciennes veilles ne soit pas perdu... » ²⁸.

Plus calmes, plus âgés aussi, Morges, du Bouchage, Viennois, La Blache sont effrayés des entreprises que le Tiers-Etat médite « sur les biens féodaux et sur les privilèges en général » ²⁹. « Nous n'avons jamais douté que le Tiers-Etat ne sentît et n'usât de ses forces — écrivait Viennois, le 19 septembre, aux syndics de la Noblesse. — Celui de vos trois députés qui, depuis seize ans, traite des affaires publiques avec cet Ordre, en a vu de fréquentes preuves, dans un simple Corps municipal » ³⁰. Cependant, par souci de ne pas déplaire à cette majorité dont dépend leur élection aux Etats généraux ou aux places distinguées des Etats de la province, par volonté surtout de ne pas déroger à cette réputation que la générosité de la Noblesse dauphinoise lui a value, dans toute la France, ces nobles sans illusions ne résistent pas aux impulsions des avocats. « Si cette Province a obtenu quelques succès — écrivait le sage Viennois lui-même, le 10 novembre — ils sont principalement dus à la noble et généreuse fermeté de nos commettants... Je dis généreuse parce que c'est par les plus grands sacrifices que la Noblesse a obtenu cette force de cohésion avec le Tiers-Etat, si nécessaire à l'avancement des affaires... » ³¹.

²⁸ Lettre au marquis de Viennois du 26 novembre 1788 (Arch. de Viennois). Dans la même lettre, il écrit encore à son ancien collègue de l'Assemblée provinciale : « Je voudrais bien qu'il fût possible de me procurer la copie du travail que nous fîmes, l'année passée, à la Commission intermédiaire sur les impôts... J'ai un grand ouvrage en train, pour lequel cette pièce me serait absolument nécessaire ».

²⁹ Lettre du comte de Morges au marquis de Viennois, 7 novembre 1788 (Arch. de Viennois). Cf. *supra*, chap. I.

³⁰ Minute conservée dans les Archives de Viennois. Le marquis de Viennois était député de la Noblesse dans le Conseil de la ville de Grenoble.

³¹ Lettre adressée à quelques membres de la Noblesse du Roussillon qui lui demandaient conseil (Arch. de Viennois).

« La concorde — déclarait de son côté, dans son discours du 1^{er} décembre, l'archevêque de Vienne — a été cimentée par le renoncement généreux à une supériorité de suffrages, à une exemption de contributions, lesquelles avaient excité autrefois des troubles intestins dans cette Province et l'avaient longtemps privée de son administration. Les trois Ordres n'en font qu'un pour le service du Roi et de la Patrie... » ³².

Cette condescendance, ces abandons irritent le marquis de Marcieu. Pendant la deuxième Assemblée de Romans déjà, il s'était mis à l'écart : « Je ne suis que dans l'antichambre et ne communique point avec ce qu'on nomme nos faiseurs », écrivait-il le 8 novembre ³³. D'autres partagent sa mauvaise humeur mais se gardent encore de l'exprimer, dans l'espérance d'être élus aux Etats généraux. La déception de leur échec en fera des dissidents déclarés.



Le Tiers-Etat de 12 villes avait eu le droit de désigner directement ses députés aux Etats de Dauphiné ³⁴. A cet effet, des Assemblées municipales avaient réuni aux syndics des corps et communautés, les propriétaires roturiers, domiciliés, payant, à Grenoble, 40 l. d'impositions royales foncières; à Vienne, Valence et Romans, 20 l.; dans les autres villes, 10 l. ³⁵. A Gap, par exemple, une assemblée de 150 personnes avait élu, le 23 novembre, le maire de la ville Marchon, qui avait obtenu 91 voix ³⁶.

Dans les bourgs et communautés villageoises, l'élection comportait deux degrés. Les premières assemblées réunissaient

³² *Procès-verbaux*, p. 208-209.

³³ Lettre au marquis de Viennois (Arch. de Viennois).

³⁴ Grenoble, Vienne, Romans, Saint-Marcellin, Valence, Gap, Briançon, Embrun, Montélimar, Die, Crest, Le Buis.

³⁵ Arrêt du Conseil du 22 octobre (art. 17 et 24).

³⁶ ROMAN, *Hist. de la ville de Gap*, p. 253.

les propriétaires roturiers payant 10 l. d'impositions royales foncières, dans les communautés régies par les lois municipales de mai 1766, 6 l. dans les autres ³⁷. D'après les quelques renseignements que nous possédons, il ne semble pas que ces assemblées aient provoqué un intérêt très vif ni réuni beaucoup d'électeurs. A Loriol, bourg assez important, qui a le droit d'élire deux députés à l'Assemblée de district, 27 personnes seulement se présentent sur 60 qui remplissent les conditions requises ³⁸. A Etoile, qui compte 2.200 habitants, on ne trouve que 23 votants pour désigner 4 députés ³⁹. Dans les villages plus modestes qui ne nomment qu'un seul représentant ⁴⁰, bien que l'imposition exigée ne soit que de 6 l., le nombre des électeurs est encore très faible ⁴¹.

Aussi bien, les choix que peuvent faire ces assemblées de communautés sont-ils singulièrement limités et voilà, sans doute, la principale raison du peu d'empressement des électeurs. En effet, pour faire partie de l'assemblée de district, qui choisira, parmi ses membres, les représentants du Tiers aux Etats provinciaux, il faut être propriétaire et payer, au moins, 50 l. d'impositions foncières. D'autre part, les subdélégués ainsi que leurs commis et secrétaires, les agents de l'administration des finances, les entrepreneurs d'ouvrages publics et

³⁷ Arrêt du Conseil du 22 octobre (art. 25).

³⁸ FAUCHER, *La Révolution à Loriol (Annales Université Grenoble, 1914, p. 78-79)*.

³⁹ Documents recueillis par les instituteurs de la Drôme en 1888 (F. D., R 7718).

⁴⁰ Ce sont ceux qui sont compris pour 5 feux ou au-dessous dans le Péréquaire général de la province.

⁴¹ Les documents recueillis par les instituteurs de la Drôme et de l'Isère (1888; F. D., R 7718) fournissent quelques renseignements à cet égard. Ils nous apprennent qu'il y eut 21 délibérants à Barcelonne, le 21 décembre (actuellement commune du canton de Chabeuil, Drôme); 16 à Meyzieux, 21 décembre (chef-lieu de canton, Isère); 13 à Mureils, le 23 novembre (canton de Saint-Vallier, Drôme); 11 à Vaunaveys, le 23 novembre (canton de Crest, Drôme), et à Fontaine, le même jour (canton de Sassenage, Isère); 5 à Saint-Nazaire, le 21 décembre (canton de Grenoble-Est, Isère).

leurs cautions, les agents des droits seigneuriaux et même les fermiers ruraux sont rigoureusement exclus⁴². « Par ces exclusions combinées — écrira un adversaire des Etats de Romans — il est arrivé que, dans beaucoup de communautés, il ne s'est point trouvé de propriétaire qui pût être éligible; que d'autres, assez considérables, n'en ont fourni qu'un très petit nombre. On peut en citer deux dans lesquelles on compte 3.000 âmes où il ne s'en est trouvé que 30 et une d'environ 700 âmes qui n'en a fourni que 12. Ces communautés sont : Moras, Lens et Die. Ainsi, l'on n'exagère pas lorsqu'on avance que, par ces dispositions, on a exclu les 49 cinquantièmes du Tiers-Etat. Au reste, il est facile de le prouver par les rôles des électeurs dressés dans chaque communauté »⁴³. Ces rôles sont malheureusement perdus. Mais nous savons que, dans la petite communauté de Reilhanette, en Baronnies, qui comptait 65 familles et 345 habitants, un seul propriétaire offrit les qualités prescrites; encore une indisposition ne lui permit-elle pas d'assister à l'assemblée du district⁴⁴.

« Ces exclusions multipliées — remarque le libelliste déjà cité — réduisent l'Ordre du Tiers presque uniquement à la classe des gens de loi, classe très nombreuse et très riche dans le Dauphiné. Aussi le Tiers-Etat n'a été représenté que par eux... »⁴⁵. En fait, sur 119 députés roturiers des Etats et du doublement, dont la qualité est indiquée dans le Procès-verbal des Etats, on compte : 45 juges subalternes, avocats ou procu-

⁴² Arrêt du Conseil du 22 octobre (art. 18, 19, 20, 21, 22) et réserves et modifications des trois Ordres dans *Procès-verbaux*, p. 143.

⁴³ *Précis des motifs qui ont porté une partie du Clergé et de la Noblesse du Dauphiné à réclamer contre ce qui s'est passé dans cette Province*, 26 p. in-8°, p. 10.

⁴⁴ *Mémoire pour les Communautés de Montbrun et de Reilhanette es Baronnies, Election de Montélimar, présenté et adressé par les officiers municipaux des dites communautés à la Commission intermédiaire des Etats du Dauphiné, tendant à être déchargées des frais de leur députation aux Assemblées de district* (Arch. de la Drôme, C 4, n° 36).

⁴⁵ *Précis des motifs...*, p. 10.

reurs, 25 notaires ou châtelains, 8 officiers municipaux, 4 médecins, 26 bourgeois propriétaires, 10 négociants et 1 artisan ⁴⁶. Il convient d'ailleurs de corriger la rigueur de la statistique par cette réflexion d'un apologiste de l'assemblée de Romans : « La plupart de ceux qui portent le titre d'Avocat n'en exercent pas la profession et les notaires de campagne sont des laboureurs, plus occupés du soin de cultiver leur terre que de recevoir des actes.... » ⁴⁷.

Les principaux guides du Tiers n'en seront pas moins — comme dans toutes les Assemblées précédentes — des avocats exerçant effectivement leur profession : Pison du Galland, Lacour d'Ambésieux, Revol, Didier, Champel, Chabroud, Barnave... Il était assez naturel d'ailleurs — comme l'écrivait, à la même époque, le comte d'Antraigues — que « le peuple honorât du pouvoir de défendre ses droits des hommes habitués à défendre ceux des citoyens et chez qui cette honorable fonction avait développé le talent de l'éloquence... » ⁴⁸. Ils n'auront aucune peine à diriger une députation de 144 membres, dont 83 participaient, pour la première fois, à une assemblée de la province.

Parmi les chefs du Tiers-Etat, on remarquait l'absence volontaire de Barthélemy d'Orbanne, qui avait joué un rôle prépondérant dans les premières assemblées. Ce célèbre avocat consultant n'était ni très éloquent ni très ambitieux. Peut-être aussi, comme l'écrit Augustin Périer, n'était-il pas « insensible à la préférence que de jeunes talents obtenaient sur sa vieille expérience.... » ⁴⁹.

⁴⁶ Cf. la liste des députés du Tiers aux Etats dans *Procès-verbaux*, p. 217-220, et des députés roturiers du doublement (*Ibid.*, p. 270-272).

⁴⁷ *Supplément au dernier Procès-verbal des trois Ordres et des Etats du Dauphiné du mois de décembre 1788 ou Examen de la conduite des dissidens*, par M. M..., l'un des membres des Etats de Dauphiné, p. 34-35.

⁴⁸ *Mémoire sur les Etats généraux, leurs droits et la manière de les convoquer*, 1788, in-8°, p. 149.

⁴⁹ *Hist. abrégée du Dauphiné*, p. 97.

On a prétendu que Barthélemy d'Orbanne aurait refusé de siéger aux Etats parce qu'il était effrayé des audaces de son Ordre ⁵⁰. Bien que la modération du jurisconsulte fût extrême, il ne semble pas qu'elle pût être inquiétée par l'esprit qui animait, dans son ensemble, la représentation du Tiers. Un de ses meilleurs amis, le vieux docteur Gagnon, acceptait volontiers d'être député du doublement. Et ce médecin lettré et mondain, familier de tous les salons aristocratiques de Grenoble et qui portait « perruque à trois rangs de boucles », était — comme le dit Stendhal, son petit-fils — « un patriote fort considéré mais des plus modérés : on peut se figurer Fontenelle tribun du peuple... » ⁵¹.

L'esprit de modération, qui inspire ces bourgeois aisés, s'exprime assez bien dans un opuscule, qui parut à Grenoble au début du mois de janvier ⁵² et dont l'auteur anonyme déclare être un « citoyen du Tiers-Etat » : « Ecoutez le langage de la plupart des réformateurs modernes, de ces prétendus amis de l'humanité qui ne savent indiquer d'autres remèdes aux maux de la France qu'une répartition parfaitement égale des impôts, sans distinction de provinces, de rangs, d'états et de personnes... Je ne m'érige point en défenseur de tous les privilèges; je reconnais que plusieurs sont abusifs et qu'ils ont reçu des extensions injustes. Mais l'expérience m'apprend qu'en politique, comme en morale, rien n'est plus dangereux que de vouloir tout détruire pour réédifier et qu'en portant ainsi la

⁵⁰ A. DU BOYS, *Notice sur Barthélemy d'Orbanne dans Bull. Acad. Delph.* 3^e série, I, p. 431-432.

⁵¹ *Vie de Henri Brûlard*, édit. du Divan, I, p. 65.

⁵² *Essai sur la nature, l'ordre et la forme des instructions qui peuvent être données par la Province de Dauphiné, à ses députés aux prochains Etats généraux, par un citoyen du Tiers-Etat*, décembre 1788, 47 p. in-8°. L'ouvrage est annoncé dans les *Affiches de Dauphiné* du 2 janvier 1789, avec le commentaire suivant : « Cet ouvrage est sage, profond et bien écrit. Il se fait distinguer avantageusement dans la foule de ceux qui paraissent actuellement ».

cognée à l'aveugle, on s'expose à retomber dans l'anarchie » ⁵³. Un des plus ardents avocats du Tiers, Barnave, n'écrivait-il pas lui aussi, le 2 novembre : « Ce n'est pas en se brouillant avec les premiers Ordres qu'on soutient utilement le Tiers puisque c'est s'ôter absolument le moyen de leur faire entendre raison » ⁵⁴.

Lorsque Mounier exilé reportera complaisamment sa pensée, après les tumultes de l'Assemblée Nationale, aux discussions courtoises de Romans, il écrira : « Les dernières classes du peuple attendaient, dans le calme, le résultat de nos travaux. Jamais la multitude n'influa sur nos Assemblées. Les spectateurs se tinrent toujours dans les bornes de la décence et les suffrages furent parfaitement libres. Le Clergé et la Noblesse se montraient généreux, les membres des Communes modérés... Quelques membres de nos Etats ont voulu cependant se rendre célèbres, en se plaçant dans le nombre des ennemis du trône; mais alors, ils professaient les mêmes opinions que moi... Ils tempéraient l'effervescence de plusieurs hommes passionnés et disaient aux plébéiens qu'on ne parvient pas à la liberté lorsqu'on ne sait mettre aucun terme à ses désirs, lorsque les avantages obtenus deviennent des prétextes pour en exiger de nouveaux » ⁵⁵.

C'est Mounier en effet, secrétaire des Etats désigné par l'Assemblée de septembre, n'ayant, en principe, que « voix instructive », et révocable à volonté ⁵⁶, qui inspire toutes les délibérations. On se confie à lui aveuglément. « J'ai été le premier — lui écrivait le docteur Gagnon, à la veille de la session — à m'apercevoir de tout ce que vous valez. J'ai pressenti, il y a longtemps, les excellentes qualités qui se sont développées en vous. Heureuse la Patrie qui a produit un citoyen qui réunit

⁵³ *Essai sur la nature, l'ordre et la forme des instructions.....*, p. 15-16.

⁵⁴ Lettre à sa mère, citée par MAILHET, *Histoire de Die*, p. 245.

⁵⁵ *Recherches sur les causes...* (1792), I, p. 234-235.

⁵⁶ Arrêt du Conseil du 22 octobre (art. 32).

les vertus aux talents! Heureux le citoyen qui est l'organe d'une telle Patrie! » ⁵⁷.

*
**

Le 5 décembre, une Commission de 12 membres fut formée ⁵⁸, pour déterminer le nombre de députés que la province pourrait élire aux Etats généraux, avec l'agrément du roi, et pour organiser le travail de l'Assemblée ⁵⁹. Sur sa proposition, les 144 membres des Etats furent répartis, le 6 décembre, en 3 bureaux qui devaient présenter à l'Assemblée générale leurs vues sur l'exercice des fonctions administratives confiées aux représentants de la province, par l'Arrêt du Conseil du 22 octobre ⁶⁰ : la répartition et la levée des impôts, la distribution des encouragements à l'agriculture, au commerce et à l'industrie; la construction et l'entretien des travaux publics.

Nous examinerons les résultats de ces délibérations, qui constituent l'œuvre propre des derniers Etats provinciaux du Dauphiné — avant de voir dans quelles conditions, du 30 décembre au 9 janvier, réunis aux députés adjoints du doublement, les membres des Etats élirent les représentants de la province aux Etats généraux et leur donnèrent des instructions.

II

Le Bureau des impositions ⁶¹ se subdivisa en plusieurs sections. Les rapports furent ensuite développés, devant l'Assemblée, par le conseiller de Chaléon, pour « les impositions por-

⁵⁷ Lettre du 29 novembre 1788. Dossier Mounier (F. D., R 6314).

⁵⁸ *Procès-verbaux*, p. 230.

⁵⁹ *Ibid.*, p. 231-232.

⁶⁰ Art. 48, 49, 50, 51, 52.

⁶¹ *Procès-verbaux*, p. 231 et 233.

tées dans le premier et le second brevet de la taille » ; par l'avocat Lacour d'Ambésieux, pour la Capitation ; par le conseiller de Meffray, pour les Vingtièmes ; par l'avocat Champel, pour les droits que levaient, dans la Province, la Ferme générale, la Régie générale et les Administrateurs des Domaines ⁶².

*
**

Les chefs du mouvement dauphinois avaient toujours préconisé l'union des Ordres et celle des provinces, pour assurer la conquête des libertés publiques ⁶³. Ils ne pouvaient donc que souhaiter l'abolition des privilèges fiscaux et la répartition équitable des impositions entre toutes les parties de la France et, à l'intérieur de chaque région, entre tous les citoyens. « En parlant de nos intérêts — lit-on dans les représentations de Vizille — nous sommes bien éloignés de vouloir abandonner les intérêts des autres Français... Nous nous faisons gloire d'être Français et de remplir tous les devoirs attachés à ce titre... » ⁶⁴. Plus clairement encore, le 10 janvier 1789, devant les Etats de Romans et dans son rapport sur les impôts indirects, Champel déclare : « Comme les intérêts de chaque Province ne sont pas les mêmes et que l'égalité, base de l'ordre, ne peut s'opérer que par la cession des privilèges de quelques-unes, ne nous laissons point de répéter que l'union des Provinces et des Peuples, l'uniformité de leurs droits, sont les principes de l'esprit national... Nos députés aux Etats généraux, en soutenant ces grandes vérités, doivent surtout les faire pré-

⁶² Les rapports manuscrits inédits du conseiller de Chaléon et des avocats Champel et Lacour d'Ambésieux nous ont été communiqués par M. Repelin-Perriot. Nous n'avons pas retrouvé celui du conseiller de Meffray.

⁶³ Cf. *Le Parlement de Dauphiné et les affaires publiques*, 2^e partie, chap. vi.

⁶⁴ *Assemblée des trois Ordres de la Province de Dauphiné*, 21 juillet 1788, p. 27.

valoir par leur constance à offrir, de notre part, l'exemple de s'y soumettre... Animés de l'amour sublime de la Patrie, faisons éclater les nobles sentiments qui étouffent tout intérêt particulier.... » ⁶⁵.

Cependant tous les auditeurs de Champel étaient-ils prêts à abandonner — ainsi que celui-ci le proposait — les quelques avantages fiscaux dont jouissait le Dauphiné? Le principal était l'abonnement de l'impôt des Vingtièmes que le Parlement avait su obtenir, améliorer et conserver, au cours des âpres luttes soutenues contre l'autorité royale, dans la deuxième moitié du XVIII^e siècle ⁶⁶. Nous ne savons pas quelles furent les conclusions du conseiller de Meffray qui, en cette même séance du 10 janvier, présenta aux membres des Etats un mémoire sur les Vingtièmes ⁶⁷. Mais, quelques mois auparavant, un des artisans de Vizille, l'avocat Achard de Germane, avait félicité la Cour souveraine de Grenoble, pour les conditions spécialement favorables qu'elle avait su obtenir. « A l'égard des Vingtièmes — écrivait-il — le Parlement obtint un abonnement avantageux, en 1758. L'expulsion des vérificateurs est un bienfait que nous devons au Parlement. Pour en connaître toute l'étendue, il n'y a qu'à jeter les yeux sur le Lyonnais, la Bresse et le Bugey. Le peuple y est écrasé par les vérificateurs des Vingtièmes... » ⁶⁸.

Un autre libelliste dauphinois, élaborant, vers la même époque, un plan de formation pour les Etats provinciaux, leur confie la mission de rejeter « certains droits extraordinaires auxquels la Province n'a jamais été assujettie, tels que les Aides ou les grandes Gabelles, dans le cas où l'on tenterait de

⁶⁵ *Rapport de Champel sur les impôts indirects*, p. 34.

⁶⁶ *Le Parlement de Dauphiné et les affaires publiques...*, *passim*. En 1788, l'abonnement des deux Vingtièmes et des 4 sols pour livre du premier s'élevait, en Dauphiné, à 1.089.000 livres.

⁶⁷ *Procès-verbaux*, p. 294.

⁶⁸ *Examen impartial des réflexions d'un Patriote dauphinois et du Cri de la raison*, in-8°, p. 18-19.

les y introduire » ⁶⁹. En décembre 1788 encore, un « citoyen du Tiers-Etat » inconnu, s'efforçant à déterminer « *la nature, l'ordre et la forme des instructions qui peuvent être données, par la Province de Dauphiné, à ses députés aux Etats généraux* », y comprend l'invitation de s'opposer « à l'introduction de tous droits d'aides, en Dauphiné, contre les privilèges et franchises de la Province » ⁷⁰.



L'attitude observée par les premiers Ordres, à Vizille et à Romans, au sujet de l'imposition représentative de la corvée, permettait d'espérer que l'abandon des privilèges personnels rencontrerait un assentiment plus unanime que celui des privilèges provinciaux. Dès la fin de l'année 1787, le comte de Virieu, dans son *Dialogue sur l'établissement et la formation des Assemblées provinciales*, appuyait les réclamations du Tiers, qui ne voulait pas payer seul cette contribution ⁷¹. Et le 15 septembre 1788, à Romans, c'était à l'appel du marquis de Blacons que la Noblesse et — après quelques hésitations — le Clergé, confirmant les promesses de Vizille, avaient reconnu « juste » que l'imposition remplaçant la corvée « fût supportée par les trois Ordres » ⁷².

Le Tiers-Etat dauphinois ne pouvait d'ailleurs considérer cette concession que comme une première étape sur la voie qui conduirait à une assiette plus équitable de toutes les impositions. L'ouvrage dans lequel l'avocat Pascalis réclamait, en

⁶⁹ *De la formation des Etats provinciaux en Dauphiné par un philanthrope*, 20 août 1788, in-8°, p. 20.

⁷⁰ *Essai sur la nature, l'ordre et la forme des instructions...*, op. cit., p. 36.

⁷¹ *Dialogue sur l'établissement et la formation des Assemblées provinciales dans la Généralité de Grenoble...*, 159 p. in-8°, p. 144 (Cf. MAIGNIEN, *Bibliographie*, n° 24).

⁷² *Procès-verbaux*, p. 66. Cf. *supra*, chap. 1.

octobre 1787, « *la contribution des trois Ordres aux charges publiques et communes* » en Provence⁷³, était connu et apprécié en Dauphiné. « Chacun doit payer à proportion de ses moyens et de ses facultés — écrit un Dauphinois admirateur de Pascalis — puisque chacun a un droit égal à la protection du Gouvernement, un intérêt égal à la prospérité et à la conservation de la chose publique »⁷⁴.

Mais les hommes modérés qui forment la représentation du Tiers aux Etats de la province, en décembre 1788, espèrent qu'il ne sera pas nécessaire de « forcer la main aux Corps privilégiés » ni de « les soumettre d'autorité à renoncer aux exemptions dont ils jouissent ». « Ces grands objets seront... agités dans les Etats généraux — écrit encore ce « citoyen du Tiers-Etat », qui semble bien exprimer leur opinion commune. — C'est là que, foulant aux pieds les systèmes et les préjugés, on n'écouterà que la voix de la raison et de la justice. C'est là que l'on verra s'élever un combat honorable entre un Ordre qui, malgré le sentiment de ses forces se fera toujours un devoir de ne demander que ce qui lui paraîtra rigoureusement juste et deux autres Ordres qui, jaloux de concourir au rétablissement de la splendeur de l'Etat, offriront eux-mêmes de renoncer à leurs privilèges, malgré les titres ou la possession qui les leur assurent »⁷⁵.

*
**

Les trois Ordres avaient réservé aux seuls Etats généraux le droit d'accorder de nouveaux subsides⁷⁶. C'est encore aux

⁷³ *Mémoire sur la contribution des trois Ordres aux charges publiques et communes de la Province*, 60 p. in-8°. Cf. *Affiches du Dauphiné* du 11 juillet 1788.

⁷⁴ *Requête et avis d'un citoyen du Dauphiné aux membres respectables qui doivent composer les Etats généraux du Royaume convoqués par le Roi Louis XVI pour le mois de janvier 1789*. A Bruxelles, 1788, p. 8, note 3.

⁷⁵ *Essai sur la nature, l'ordre et la forme des instructions...*, op. cit., p. 19.

⁷⁶ Art. 47 du plan des Etats. Cf. *supra*, chap. I.

Etats généraux que les rapporteurs du Bureau des impositions s'en remettent pour une nouvelle distribution des charges entre les provinces et entre les individus. Le conseiller de Chaléon déclare, le 28 décembre : « J'espère, comme nous l'espérons tous, que les Etats généraux qui vont être assemblés, apporteront, dans le genre comme dans la forme des contributions et la manière de faire contribuer les peuples avec plus d'égalité, des changements dictés par la justice... » ⁷⁷. Le 10 janvier, Champel termine son exposé sur les impôts indirects, en constatant : « Les Etats généraux peuvent seuls considérer toutes les parties de l'administration du Royaume sous leurs rapports les plus étendus... Eux seuls pourront prescrire à chaque partie de l'Etat les sacrifices qu'elle devra au bien de l'Etat » ⁷⁸. « C'est à cette Assemblée auguste — dira encore, le 14 janvier, Lacour d'Ambésieux — qui réunira la Nation entière, qu'il appartient de porter la cognée à la racine du mal; nous ne devons pas douter qu'elle ne s'occupe essentiellement des moyens de simplifier l'impôt et d'en écarter l'arbitraire, autant qu'il sera possible » ⁷⁹.

Aussi bien les rapports présentés par le Bureau des impositions n'auront-ils d'autre but — selon les expressions de Champel lui-même — que de fournir « quelques idées générales qui pourront entrer dans les instructions des députés aux Etats généraux... Les idées développées par les connaissances que nous pourrions acquérir, mûries par les travaux de la Commission intermédiaire et fixées par les déterminations ultérieures de la Nation assemblée, faciliteront les changemens dont nous sentons la nécessité... » ⁸⁰.



⁷⁷ *Rapport de Chaléon*, p. 14.

⁷⁸ *Rapport de Champel*, p. 31.

⁷⁹ *Rapport de Lacour d'Ambésieux*, p. 21.

⁸⁰ *Rapport de Champel*, p. 4-5.

Par le Règlement du 24 octobre 1639 ⁸¹, le roi avait déclaré nobles ou exempts de taille, en Dauphiné, les biens possédés avant le 1^{er} mai 1635 par l'Eglise ou par des Nobles ayant acquis la noblesse avant le 15 avril 1602, et il avait déclaré roturiers ou taillables les biens possédés par les Nobles qui avaient acquis la noblesse après cette date ou par des gens du Tiers-Etat. De 1697 à 1705, une Commission de magistrats fit une estime générale des revenus taillables et non taillables de la province, et un Edit du mois de juin 1706 sanctionna cette longue enquête ⁸². Le Péréquaire général ainsi établi servait de base au « département de la taille ».

Depuis longtemps, les intendants de Dauphiné se plaignaient des défauts d'un Péréquaire, qui avait été formé sur des cadastres inexacts et n'avait jamais été mis à jour par des révisions périodiques ⁸³. Le Parlement lui-même, en 1765, avait proposé au ministre un plan général de refonte du Péréquaire et des cadastres ⁸⁴. Cette opération dispendieuse et qui aurait pu provoquer des troubles, par les multiples conflits d'intérêts rivaux qu'elle aurait fait naître, avait toujours été ajournée ⁸⁵. Le conseiller de Chaléon, à la veille d'une Assemblée nationale, qui devait remettre en question tout le système fiscal de la France, se contente d'indiquer quelques irrégularités de détail, faciles

⁸¹ SALVAING DE BOISSIEU, *Usage des fiefs*, chap. 55.

⁸² Ed. ESMONIN, *La révision des feux en Dauphiné en 1697-1706* (*Annales Université de Grenoble*, 1924, p. 177-202).

⁸³ Cf. Mémoire écrit en 1727 par l'intendant Fontanieu : *Des tailles et autres impositions y jointes et de la manière de les imposer en Dauphiné* (F. D., R 5986).

⁸⁴ Cf. *Le Parlement de Dauphiné et les affaires publiques*, 1^{re} partie, chap. VII.

⁸⁵ Le 26 septembre 1787, le contrôleur général écrivait à l'archevêque de Vienne, président de l'Assemblée provinciale de Dauphiné, au sujet de la réfection du Péréquaire : « Il est bien essentiel de ne rien précipiter sur une question d'une si grande importance et sur laquelle il doit exister des intérêts opposés. Le Gouvernement a, par devers lui, l'exemple de ce qui s'est passé pour la rectification du tarif de la Haute-Guyenne » (A. N., H¹ 1594).

à réparer et qui seront soumises à l'examen de la Commission intermédiaire : des communautés sont comprises sur « l'alliement actuel des impositions » à un taux inférieur à celui qui était prévu par le Péréquaire général; d'autres sont indûment « exemptes de toutes impositions relatives à la taille et à ses accessoires » ⁸⁶.

Chaléon ne critique pas la distinction des fonds nobles et des fonds taillables qui lui paraît ineffaçable : « L'Edit en forme de règlement de 1639 et la dernière révision des feux, en imprimant la tache de la taillabilité sur la plus grande partie des propriétés immobilières et en en affranchissant beaucoup d'autres, ont déterminé la valeur et le prix de ces propriétés... » ⁸⁷. Et tel était, en effet, l'argument spécieux que les privilégiés faisaient valoir en faveur du maintien de la nobilité des fonds. « C'est une convention générale — écrit l'un d'eux — qui a fixé la valeur des propriétés et contre laquelle il est impossible de revenir. En effet, je suppose qu'un fonds roturier rapporte annuellement 100 setiers de rentes; il faut en déduire 50 pour les frais de culture, 2 pour la dîme, 1 pour la rente à laquelle je le suppose assujetti, 3 pour les charges royales qu'il supporte, 20 pour les semences et 4, si vous voulez, pour les batteurs et moissonneurs. Le propriétaire ne retire donc net de son fonds que 20 setiers par an. Quand il le vend, il est clair que c'est ce résidu seul qu'on achète. On le paye donc en conséquence de son produit de 20 setiers. Si, au lieu d'être roturier, il eût été noble, si, au lieu de payer 3 setiers par an au fisc, il n'en eût payé que 2, il en aurait rapporté 21 au propriétaire; on l'eût vendu et acquis en conséquence de sa valeur intrinsèque. Convenons donc que la taille réelle ne doit pas être envisagée comme les autres charges royales et qu'elle est

⁸⁶ *Compte-rendu Chaléon*, 40 p. ms. in-folio, p. 5-8. *Procès-verbaux*, p. 265-266.

⁸⁷ *Compte-rendu Chaléon*, p. 8.

devenue une vraie charge foncière. En 1639, on convint de fixer une valeur arbitraire aux fonds et que tel qui ne produirait pas plus de blé ou de chanvre qu'un autre vaudrait cependant davantage. On considéra, si vous voulez, la taille comme un torrent qui attaquait certains fonds et qui diminuait leur valeur par l'entretien qu'il exigeait; mais ceux qui les ont acquis depuis ne sont point fondés de se plaindre du mal que leur fait ce torrent puisqu'ils ont acheté les fonds en conséquence des dégradations auxquelles ils étaient sujets »⁸⁸.

S'il n'attaque pas le principe de la nobilité des fonds, le conseiller de Chaléon montre combien la taille est devenue onéreuse pour les taillables, par les « impositions additionnelles » qui l'ont régulièrement aggravée, au moyen d'Arrêts du Conseil non revêtus de Lettres patentes. La Déclaration du 13 février 1780 a arrêté les progrès de cet abus⁸⁹, mais les impositions antérieurement créées subsistent et le magistrat en présente une analyse critique⁹⁰.

Parmi ces impositions — estime-t-il — il en est qui devraient être réparties sur les fonds nobles comme sur les fonds roturiers. Puisque le Gouvernement soumet tous les propriétaires à l'impôt de 120.000 l., pour la construction des digues contre les torrents, et puisque la première Assemblée de Romans a admis que l'imposition remplaçant la corvée serait levée sur les trois Ordres, n'est-il pas illogique de demander aux seuls taillables la contribution de 88.406 l. 11 sols destinée aux appointements des ingénieurs et inspecteurs des Ponts et Chaussées et aux frais des ouvrages publics? « Je vous obser-

⁸⁸ *Lettre d'un citoyen dauphinois à M. M. S. D. E. D. D.* (s. l. n. n. n. d., 77 p. in-8°). L'auteur serait M. de Murat-Montferrand (d'après MAIGNIEN, *Bibliographie*, n° 323) et le destinataire est Mounier, secrétaire des États de Dauphiné, p. 73-74.

⁸⁹ *Recueil des Edits de Giroud*, XXVI-95. Cf. *Le Parlement de Dauphiné et les affaires publiques*, 2^e partie, chap. III.

⁹⁰ *Compte-rendu Chaléon*, p. 17-37.

verai — déclare Chaléon — qu'il me paraît peu juste que cette imposition soit uniquement imposée sur les fonds roturiers. Sa destination préparant un objet d'utilité à toutes les propriétés, (elle) devrait, en conséquence, être répartie de la manière dont vous ordonnerez la répartition de l'imposition supplétive de la corvée en nature » ⁹¹. Pourquoi la contribution de la province aux ouvrages à faire aux ports maritimes pèse-t-elle uniquement sur les terres roturières, alors que celle qui est destinée à la construction des canaux de Bourgogne et de Picardie est payée par tous les propriétaires? Le Dauphiné, pour « s'exonérer des vexations et de la contrainte » occasionnées par la perception des droits de courtiers-jaugeurs des vins qui s'y récoltent, a contracté un abonnement que tous les Ordres payent en commun : n'est-il pas d'une « injustice frappante » que le droit semblable d'abonnement sur les huiles et l'indemnité remplaçant le droit de leyde autrefois exigé sur le marché de Grenoble ne soient perçus que sur les taillables? Ainsi, avec une insinuante prudence, en s'appuyant exclusivement sur des précédents et sur des analogies, ce magistrat, lui-même peu attaché aux privilèges de son Ordre, s'efforce d'alléger la charge des fonds roturiers, sans trop effrayer les possesseurs des fonds nobles.

Chaléon était plus à son aise pour contester — comme l'avait souvent fait le Parlement ⁹² — le bien-fondé de certaines impositions accessoires inscrites dans le deuxième brevet de la taille ⁹³.

⁹¹ *Compte-rendu Chaléon*, p. 19.

⁹² Cf. *Le Parlement de Dauphiné et les affaires publiques*, 1^{re} partie, chap. III et VII.

⁹³ Dans son *Compte-rendu*, le conseiller de Chaléon note que le principal de la taille et les crues jointes forment un total de 1.268.861 l. 2 sols 1 denier. Quant aux impositions accessoires, elles s'élèvent à 1.139.614 l. 13 sols 3 deniers. Sur cette dernière somme, 206.303 l. seulement sont supportées concurremment par les fonds nobles et roturiers. A savoir : 120.000 l. pour les travaux contre les torrents; 20.403 l. pour les canaux

Le montant de ces subsides arbitraires, établis par de simples Arrêts du Conseil, est souvent excessif. Le Dauphiné paye 91.077 l. à la compagnie chargée des convois militaires, alors qu' « il est des années où les frais de transport n'ont pas coûté, dans la province, une somme de 8 à 10.000 l. et que jamais elle n'a excédé celle de 40 ». Il est imposé 30.002 l. pour le logement des « officiers militaires, de maréchaussée et autres ayant commandement ou fonctions générales en Dauphiné... » : or, toutes les villes fournissent déjà aux officiers supérieurs qui y résident, un « logement effectif ou en argent ».

Il est des impositions dont l'objet n'a qu'une utilité très contestable : les appointements de l'inspecteur « chargé de surveiller les qualités des toiles et d'en assurer la meilleure fabrication » ; la gratification de 16.968 l. 15 sols accordée aux maîtres de poste de la province « comme dédommagement de ce qu'ils ne peuvent jouir de l'exemption de la taille personnelle, comme les autres Maîtres de poste du Royaume » ; la somme de 15.740 l. destinée à subvenir aux expériences coûteuses et vaines qu'ont tentées successivement les intendants Pajot de Marcheval et Caze de la Bove pour l'amélioration de la race des chevaux en Dauphiné.

Le deuxième brevet de la taille contient même des impositions qui continuent à être levées, alors que l'objet pour lequel elles ont été créées est rempli parfois depuis longtemps. Depuis 1752, la province paye annuellement une somme de 77.514 l. pour le remboursement de la finance (fixée à 530.002 l.) d'offices municipaux qui n'ont pas trouvé d'acquéreurs. Le Parlement a protesté maintes fois contre cette imposition abusive

de Bourgogne et de Picardie; 60.000 l. pour l'abonnement des droits des courtiers-jaugeurs et inspecteurs aux boissons; 5.900 l. pour l'indemnité aux propriétaires de terrains pris pour l'établissement des nouvelles routes. Les Etats chargèrent la Commission intermédiaire de poursuivre l'enquête esquissée par M. de Chaléon sur les impositions abusives du deuxième brevet de la taille (Délibération du 10 janvier 1788. *Procès-verbaux*, p. 238-239.

et essayé finalement d'en suspendre la levée, par un Arrêt du 21 avril 1788⁹⁴. Sur ce point cependant, plus heureuse que la Cour souveraine, l'Assemblée de Romans recevait de Necker, le 7 décembre, l'assurance que le produit de cet impôt serait désormais employé « à des travaux utiles à la province, suivant les propositions qui seraient arrêtées par les Etats »⁹⁵. Et ceux-ci décidaient, le 15 décembre, de le consacrer aux travaux publics. En outre, comme l'imposition considérée ne portait que sur les fonds taillables, il serait imposé « pour les mêmes objets et dans la même proportion sur les fonds nobles »⁹⁶.

Faible concession aux aspirations égalitaires du Tiers-Etat qui, s'il ne pouvait obtenir la suppression de la nobilité des fonds, aurait au moins désiré le partage entre les trois Ordres de toutes les impositions comprises dans le deuxième brevet de la taille. Ces impositions, dont l'objet était précisément désigné, n'étaient-elles pas en effet ce qu'on appelait en Dauphiné des « cas de droit » ? « On peut diviser les cas de droit — écrivait l'avocat Dochier — en deux classes : la première comprend les charges qui intéressent les habitants de la Province, en général; la seconde comprend les charges qui intéressent les habitants de chaque communauté, en particulier. Ces charges générales ou particulières ont pour but l'utilité publique. La loi, l'équité, la raison disent qu'elles doivent être supportées par tous : personne ne peut alléguer de privilège contre le droit commun s'il n'est prouvé par des titres authentiques »⁹⁷.

**

⁹⁴ *Le Parlement de Dauphiné et les affaires publiques*, 1^{re} partie, chap. vii, et 2^e partie, chap. iv.

⁹⁵ Lettre de Caze de la Bove au président des Etats, 7 décembre (*Procès-Verbaux*, p. 238-239).

⁹⁶ *Procès-verbaux*, p. 242.

⁹⁷ DOCHIER, *Recherches hist. sur la taille en Dauphiné*. Grenoble, 1783, 75 p. in-8°. Dochier était avocat à Romans. Premier échevin de cette ville

La Capitation formait, en Dauphiné, à la fin du XVIII^e siècle, une imposition annuelle de 899.287 l. 6 sols 2 deniers ⁹⁸. Sur cette somme, les juges royaux payaient 28.253 l. ⁹⁹, les nobles 50.109 l. 14 sols et les roturiers 820.924 l. 12 sols 2 deniers. L'intendant dressait les rôles des juges et de la noblesse. La Capitation roturière était répartie entre les communautés par l'intendant encore et, à l'intérieur de chacune d'elles, par des officiers choisis par elles et appelés péréquateurs. Les injustices les plus criantes étaient réparées par des décharges ou des modérations qui pouvaient atteindre, au total : 17.000 l. pour les juges, 12.000 l. pour la noblesse et 9.000 l. pour les roturiers ¹⁰⁰.

Dans le rapport qu'il développa devant les Etats, les 14 et 15 janvier 1789, Lacour d'Ambésieux insista sur le vice le plus grave de cet impôt : l'inégalité de la répartition ¹⁰¹. Celle-ci était d'abord éclatante entre la Capitation noble et la Capitation roturière. Une étude plus approfondie révélait que la répartition de cette dernière entre les Elections, les communautés et les individus n'était pas plus juste.

Fidèle à l'esprit de conciliation, qui anime les représentants du Tiers aux Etats de Romans, Lacour d'Ambésieux ne s'indigne pas de la disproportion énorme entre les charges nobles et roturières. Il ne veut même pas mettre « au rang des abus » :

en 1787, il publia un *Mémoire sur les corvées*, 23 p. in-8°, dans lequel il défendait les intérêts du Tiers-Etat.

⁹⁸ *Rapport de Lacour d'Ambésieux sur la Capitation*. Ms. 28 p. in-folio, p. 6-7.

⁹⁹ On les appelait assez indûment « privilégiés ». En effet, selon les expressions de Lacour d'Ambésieux, « ils sont exorbitamment taxés, eu égard au profit de leurs offices... Ils obtiennent annuellement des modérations qui réduisent leurs cotes en proportion de leurs facultés... » *Rapport cité*, p. 7. Dans la Capitation des privilégiés n'était pas comprise celle des Cours souveraines. Celle-ci s'élevait à environ 54.000 l. Elle était retenue aux officiers sur leurs gages et n'entre pas en ligne de compte dans le montant total de la Capitation indiqué plus haut.

¹⁰⁰ *Rapport cité*, p. 7.

¹⁰¹ *Ibid.*, p. 12-14.

« la modération annuelle de 12.000 l. qui est accordée à la Noblesse sur sa Capitation, tandis que celle accordée aussi annuellement sur la Capitation roturière n'est que de 9.000 l., quoique cette dernière Capitation fasse environ les 19 vingtièmes du total ». « Cet avis — remarque-t-il — serait prématuré parce que la décision de cette question dépend du point préliminaire de savoir dans quelle proportion les richesses et les facultés de la Noblesse sont avec celles du Tiers-Etat et que cette découverte exige beaucoup de temps et des recherches infinies. D'ailleurs on a observé que cette modération n'avait été accordée à la Noblesse qu'en remplacement de la Capitation que plusieurs de ses membres payent ailleurs, à raison de leurs charges ou emplois, et dont ils donnent les quittances au receveur en diminution de celle à laquelle ils sont taxés dans la province. La division a donc pensé que la Commission intermédiaire devait être chargée de s'occuper au plus tôt de cet examen et de se mettre en situation d'en rendre compte aux prochains Etats » ¹⁰².

La Commission intermédiaire devrait être également chargée de faire disparaître les inégalités flagrantes entre les Elections et entre les communautés. Pour la répartition entre les individus, Lacour d'Ambésieux estime qu'il faudrait d'abord éliminer des rôles de la Noblesse ceux qui n'ont pas le droit d'y figurer et réviser les prétentions des trop nombreux privilégiés en la matière : tels les gardes du duc d'Orléans, ceux du duc de Tonnerre, les maîtres de poste, les subdélégués et leurs commis ¹⁰³. Il faudrait aussi changer fréquemment les experts choisis par les communautés : « D'un côté, leur perpétuité les rend négligents et insoucians sur les changements à faire; ils se bornent communément à calquer le rôle de l'année sur celui de la précédente; d'autre part, on connaît la facilité dange-

¹⁰² *Rapport cité*, p. 21.

¹⁰³ *Ibid.*, p. 19-20.

reuse que cela leur donne de surcharger et de favoriser toujours les mêmes contribuables » ¹⁰⁴.

Enfin, s'inspirant de l'exemple de l'Assemblée provinciale de la Haute-Guyenne, Lacour d'Ambésieux préconise un « expédient » qu'il estime « admirable pour sa simplicité » et qui, d'après lui, « mérite la plus grande confiance, par les succès étonnants qu'il a eus dans cette province » : « cet expédient est le rôle à colonnes : on appelle ainsi un rôle où tous les cotisés dont la taxe est égale sont inscrits, de suite et sans mélange, dans le même chapitre, et ainsi successivement... Les avantages de cette méthode ingénieuse se manifestent d'eux-mêmes. L'ordre intimidera la mauvaise foi; il écartera l'injustice et la partialité par la crainte de l'opinion publique, et si, malgré cela, elles osent encore se montrer, le contribuable lésé aura un moyen facile de les reconnaître lui-même et de les faire apercevoir aux autres. Chacun, en parcourant sa propre classe, celle qui la précède et celle qui la suit, pourra se juger et juger ceux dont les cotes ont le plus d'analogie avec la sienne, en connaissance de cause. Les classes voisines s'examineront aussi entre elles, et de leurs réclamations respectives, il résultera les plus grandes connaissances pour la confection des rôles de l'année suivante » ¹⁰⁵.

Sur la somme de 899.287 l. à laquelle se montait le total de la Capitation, 759.714 seulement étaient destinées au Trésor royal. En effet, 38.000 l. étaient employées pour les décharges et modérations, 24.946 l. pour les taxations des collecteurs et des receveurs particuliers et 76.627 l. étaient laissées à la disposition de l'intendant, pour diverses dépenses administratives ¹⁰⁶. Le Parlement s'était souvent plaint de l'emploi de cet « excédent de Capitation », qui échappait au contrôle de la

¹⁰⁴ *Rapport cité*, p. 16.

¹⁰⁵ *Ibid.*, p. 15-16.

¹⁰⁶ *Ibid.*, p. 7-10.

Chambre des comptes ¹⁰⁷. Et, sur ce point encore, les doléances des Etats rejoignent les Remontrances parlementaires. Lacour d'Ambésieux demande la suppression ou, au moins, une réduction considérable de la somme de 42.000 l. destinée aux frais de bureau, appointements et gratifications de l'Intendant et des subdélégués, « eu égard à ce que la majeure partie des fonctions de l'Intendance seront désormais remplies par les Etats ou par la Commission intermédiaire ». Il conteste l'utilité du médecin des épidémies, qui reçoit un traitement de 1.200 l. Il s'étonne des indemnités de bureau et de logement accordées à l'ingénieur en chef des Ponts et Chaussées, dont les appointements sont « assez considérables ». Il demande enfin que tous les objets de dépense couverts par les « fonds libres de la Capitation » soient examinés par la Commission intermédiaire, « en raison de leur utilité et de leur succès » ¹⁰⁸.

Après avoir écouté le rapport de Lacour d'Ambésieux, les Etats ne décidèrent rien, quant aux réformes à apporter à la répartition de l'impôt. Mais, renouvelant leurs résolutions, prises « sous le bon plaisir du Roi », de disposer de toutes les sommes perçues dans la province qui n'étaient pas versées dans le Trésor royal ¹⁰⁹, ils donnèrent « pouvoir à la Commission intermédiaire d'employer, cette année, ainsi qu'elle le jugerait convenable, les fonds libres de la Capitation » ¹¹⁰.



Chargé par le Bureau des impositions du rapport sur les impôts indirects ¹¹¹, l'avocat Champel, le 10 janvier, s'expri-

¹⁰⁷ Cf. *Le Parlement de Dauphiné et les affaires publiques*, 1^{re} partie, chap. III; 2^e partie, chap. III.

¹⁰⁸ *Rapport cité*, p. 9-10.

¹⁰⁹ *Réserves et modifications apportées au règlement du 22 octobre 1788 (Procès-verbaux, p. 144)*.

¹¹⁰ Délibération du 15 janvier (*Procès-verbaux*, p. 322-323).

¹¹¹ Ms. in-folio, 34 p. « La Ferme générale — note Champel dans ce

maît ainsi : « Les principes qui nous paraissent devoir servir de base au nouveau régime sont de favoriser l'agriculture, la circulation des denrées et de rendre le plus de liberté possible au commerce... L'opinion du Bureau serait de ne laisser subsister aucune différence entre les provinces, de faire payer sans ménagement les moyens qui servent le luxe et d'affranchir sans exception ceux qui fournissent à nos premiers besoins » ¹¹².

Parmi les impôts de consommation, frappant des denrées de première nécessité, il n'en était pas de plus impopulaire, en France, que la gabelle. Ce monopole était d'ailleurs moins lourd en Dauphiné, province de petite gabelle où, d'autre part, on ne connaissait pas le sel forcé et où il était permis à chacun de vendre du sel, à condition de s'en être fourni dans les greniers du roi ¹¹³. Cependant, le Parlement de Grenoble avait

rapport — est chargée de la vente exclusive du sel, du tabac, et de la perception des différents droits qui sont affectés sur les marchandises, à leur entrée et à leur sortie, soit du Royaume, soit des différentes provinces. La Régie générale est chargée, dans cette province, du recouvrement de l'impôt appelé Don gratuit, des 10 sols pour livre que le Roi prend sur les octrois des villes, des droits sur les fers et sur l'étain, de la marque de l'or et de l'argent, des droits d'inspecteurs aux boucheries, des droits sur les cuirs, sur l'amidon, le papier, et les cartes. La Compagnie connue sous le nom d'Administrateurs des Domaines a, dans son département, les droits d'insinuation, de contrôle des actes, de centième denier, de papier timbré, les droits de greffe, d'amortissement, de franc-fief, de lods, mi-lods, sur les échanges, des péages du Roi, les droits perçus en exécution de l'Edit de 1771, sur les ventes pour lesquelles on prend des lettres de ratification, enfin ce qu'on appelle les domaines corporels du Roi. »

¹¹² *Rapport cité*, p. 32-33.

¹¹³ Sur la gabelle en Dauphiné, cf. un mémoire inséré par l'avocat Letourneau dans ses *Mélanges* manuscrits (F. D., Bd 658, t. III, p. 249-258). « M. le Commissaire départi et d'autres indications — lit-on dans le rapport de Champel — semblent annoncer une consommation effective de 90.000 quintaux et au delà. En s'arrêtant à ce dernier calcul, il s'en suivrait que le sel coûte à la province 3.105.000 l. à raison de 33 l. 10 sols le quintal. D'après cet aperçu, si l'on considère que la vraie valeur de cette denrée, y compris les frais de transport et de débit, n'arriverait pas à 8 l. le quintal, on trouvera que l'impôt qu'elle supporte arrive au moins à 2.395.000 l. » (*Rapport cité*, p. 6-7).

souvent protesté contre l'augmentation du prix du sel provoquée par la création de sols pour livres additionnels aux droits perçus par la Ferme générale, et il avait montré le grave dommage que ces augmentations causaient aux paysans, qui utilisaient le sel pour l'élevage du bétail ¹¹⁴. « La gabelle — déclare Champel — est celui de tous les impôts indirects qui est le plus onéreux pour le peuple. Jugé par l'Assemblée des Notables, il a été condamné par le Gouvernement, et le Roi a formellement expliqué combien il pesait sur son cœur. Il ne subsiste donc que par un malheur des circonstances, par l'impossibilité de se passer d'une branche de revenus aussi énorme et la difficulté de le remplacer. Mais ces empêchements doivent disparaître devant les Etats généraux. Les peuples ont trop gémi sous la rigueur de cet impôt pour n'en pas regarder la suppression comme un bienfait. On croit ne devoir présenter aucune autre considération aux députés : leur sagacité les éclairera sur les moyens de concilier les intérêts des provinces rédimées avec celles de petite et grande gabelle, et cette matière pleinement développée dans les mémoires qui l'ont traitée leur fournira sans doute la manière d'établir, avec de justes proportions, le remplacement qu'on croit nécessaire » ¹¹⁵.

Le monopole du tabac ¹¹⁶, en revanche, ne mérite pas les mêmes critiques : « Cet impôt produit un revenu énorme, il ne porte pas sur une matière de première nécessité et les économies qu'on pourrait faire dans la perception le rendraient encore plus utile à l'Etat. C'est par le balancement de ces con-

¹¹⁴ Cf. surtout les Remontrances du 14 février 1772 (A. D., B 2314, f^os 195-196).

¹¹⁵ *Rapport cité*, p. 31-32.

¹¹⁶ « Un relevé des ventes faites dans les différents entrepôts de la province pendant les 6 années du bail de Salzard, fini au 1^{er} janvier 1787, annoncerait qu'il ne se vend que 302.900 l. de tabac, année commune et cette consommation ne coûterait que 1.211.600 l. et en faisant distraction de la valeur de la chose, l'impôt ne serait plus que de 908.700 l. » (*Rapport cité de Champel*, p. 10).

sidérations avec les besoins et les intérêts du Royaume qu'on pourra arrêter un parti à ce sujet. Les Etats généraux seuls peuvent saisir l'ensemble de ces rapports » ¹¹⁷.

En ce qui concerne « les droits de marque » sanctionnant des règlements industriels, Champel admet le maintien et même l'aggravation de ceux qui taxent « l'oisiveté et la richesse : tels la marque des objets d'or et d'argent et le droit sur les cartes » ¹¹⁸. Par contre, la marque des fers et surtout les droits sur les cuirs paralysent des industries qui pourraient prospérer en Dauphiné et ils doivent être abolis. « On nous a assuré que la perception totale sur les tanneries de la province n'excédait pas 36.000 l., déduction faite d'une somme de 25.000 l. accordée en dégrèvement aux tanneurs et distribuée, sous les yeux et l'autorité du Parlement, et que les frais de régie s'élevaient au delà de 25.000 l.; enfin on nous a dit que les restitutions qui se faisaient sur la frontière, pour les cuirs qui sont exportés du Royaume, excédaient de beaucoup la recette de la province... Mais ce que nous savons positivement, c'est que cet impôt gêne singulièrement la fabrication et le commerce des cuirs. Quelques-uns d'entre nous sont témoins qu'il est tel bourg de la province où l'on voyait 36 tanneries avant l'établissement de cet impôt et qu'il n'en existe plus que 4 aujourd'hui » ¹¹⁹.

Aucun impôt indirect n'avait été attaqué avec plus d'âpreté, dans les Remontrances du Parlement de Grenoble, que les droits de contrôle, insinuation et centième denier, formant « un obstacle perpétuel à la célébration des contrats publics, si nécessaires dans le cours de la vie civile » ¹²⁰. Plusieurs

¹¹⁷ *Rapport cité*, p. 32.

¹¹⁸ *Ibid.*, p. 19-20.

¹¹⁹ *Ibid.*, p. 20-21.

¹²⁰ Remontrances du 1^{er} juin 1767 (A. D., B 2313, f^o 297 v^o). Cf. *Le Parlement de Dauphiné et les affaires publiques*, 1^{re} partie, chap. vii et chap. ix.

mémoires écrits en Dauphiné, au moment de la réunion des Etats, témoignent qu'on se plaignait communément de l'incertitude des tarifs, de l'ignorance, de la malhonnêteté et de l'esprit systématiquement fiscal des commis, enfin et surtout de l'impossibilité, pour les contribuables, d'obtenir justice auprès des tribunaux connaissant des contestations de cette nature : en première instance, l'Intendant; en appel, le Conseil ¹²¹. Champel résume toutes ces doléances : « Vous savez que le tarif sur lequel cet impôt doit être perçu — et qui est du 22 septembre 1722 — est si imparfait qu'il a fallu plusieurs gros volumes pour le commenter et l'interpréter, qu'à chaque instant les préposés à la perception l'interprètent encore à leur fantaisie et que cet impôt est devenu, pour ainsi dire, arbitraire. L'étude la plus longue et la plus soutenue ne suffit pas pour connaître ce qu'on doit payer. Il faudrait encore avoir sous sa main les lettres de la Compagnie, dont on veut faire autant de lois. Il faudrait encore lire dans l'esprit du contrôleur, du vérificateur, de l'ambulant, du directeur et de la Compagnie des Domaines. Chacun d'eux voit d'une manière différente et trouve un nouveau droit à percevoir, qu'il faut payer, sous peine d'avoir un procès qui sera jugé, en première instance, par un commis d'Intendance souvent inepte et souvent dévoué aux intérêts du fisc et, par appel, à 130 lieues de son domicile, au Conseil du Roi ou plutôt dans le sein de la Compagnie elle-même » ¹²².

On remarque le jugement nuancé que Champel porte sur les « traites » ¹²³. Habitant d'une province « réputée étran-

¹²¹ Cf. *Essai sur la nature, l'ordre et la forme des instructions qui peuvent être données par la Province de Dauphiné à ses députés aux prochains Etats généraux*, p. 36-37. *Avis aux Etats de Dauphiné séant à Romans*, p. 7-10. Mémoire manuscrit destiné aux Etats (A. D., II C 337) (2).

¹²² *Rapport de Champel cité*, p. 23-25.

¹²³ Les principaux droits de douane perçus en Dauphiné étaient :

a) ceux de la douane de Valence sur tout ce qui entrerait dans la province, en sortait ou y passait (*Encycl. method. Finances*, III, p. 749-757);
 b) ceux de la douane de Lyon, sur les marchandises de Dauphiné

gère », l'avocat dauphinois souhaite, selon l'opinion commune, « le reculement des barrières aux frontières du Royaume ». « L'accueil que le Gouvernement a fait, lors de l'Assemblée des Notables, en 1787, au projet de supprimer les traites, de reculer les barrières aux frontières et d'affranchir les provinces entre elles, fait penser que les Etats généraux s'en occuperont également. L'intérêt du commerce et la libre circulation des denrées sont les principaux motifs de ce projet. Mais, avant de l'adopter, il nous paraît très important de s'assurer, d'une manière bien positive, que le nouveau régime fournirait des ressources équivalentes à celles dont on se priverait, qu'il ne ferait pas supporter au peuple et à l'agriculture l'allègement que le commerce recueillerait de l'abolition projetée. Sans cela, il serait dangereux d'obérer encore plus l'Etat, en lui ôtant un revenu aussi utile, de fouler encore plus les possesseurs de terres, en leur faisant supporter seuls une charge qu'ils partagent avec le commerce » ¹²⁴.

En principe encore, Champel condamne les « péages », tout en admettant que « si l'on ne parvenait pas à détruire ces entraves terribles pour le commerce, on pourrait trouver, au moins, des soulagements pour la Province, en forçant les propriétaires de ces péages de fournir à l'entretien des routes, sur lesquelles ils sont établis, et que la Province entretient à ses frais » ¹²⁵.

Pour alléger le fardeau des contribuables, le Parlement de Grenoble avait su conserver un abonnement avantageux du

portées à Lyon, dans le Lyonnais, le Forez, l'Auvergne — sur tout ce qui entraînait dans la province, venant de l'étranger — sur ce qui traversait la province, venant de Provence, Languedoc, Vivarais, Comtat pour être transporté à l'étranger ou dans les provinces du royaume (*Encycl. méthod. Finances*, I, p. 631-646);

c) ceux de la foraine sur tout ce qui entraînait en Dauphiné venant de Provence, Comtat, principauté d'Orange, Languedoc, Vivarais (*Encycl. méthod. Finances*, II, p. 237-252).

¹²⁴ *Rapport de Champel cité*, p. 32.

¹²⁵ *Ibid.*, p. 29-30.

Don gratuit des villes et des bourgs, imposition créée pour 6 ans, par un Edit du mois d'août 1758, prorogée et aggravée des 10 sous pour livre du principal et qui s'élevait, 30 ans plus tard, à la somme de 98.115 l. ¹²⁶. Champel est favorable au principe de l'abonnement des impôts indirects : « Tous les droits qui paraissent fondés sur la police du Royaume tels que ceux de contrôle, timbre, centième denier, marque des métaux, privilèges exclusifs et ceux, innombrables, qui sont dans la même classe, que le fisc a su tourner à son profit et qui sont devenus utiles au Gouvernement, devraient être soumis à des abonnements, car il est évident que l'administration soigneuse des Provinces serait seule capable de surveiller les différentes parties de cet ensemble, de maintenir chaque objet dans une police exacte et sans abus et le commerce dans une liberté utile... » ¹²⁷. Mais le rapporteur du Bureau des impositions met en garde ses auditeurs contre le danger de contracter un abonnement, sans être assuré que le droit ainsi racheté ne sera pas ultérieurement rétabli — comme on l'a fait — sous le prétexte qu'il est inaliénable ¹²⁸. « Recommandons à nos députés de ne pas oublier que les branches nombreuses des revenus du Roi, que nous venons de parcourir, sont regardées comme des propriétés inhérentes à la Couronne, que plusieurs provinces en ont payé le rachat, sans pourtant en être affranchies et qu'il serait dangereux, si les Etats ne prenaient pas les précautions les plus exactes, avant de se libérer de ces entraves, que le Gouvernement ne les rétablît de nouveau » ¹²⁹. Par ailleurs, lorsqu'un abonnement sera conclu, il conviendra d'en répartir la charge sur la province avec plus d'équité

¹²⁶ Cf. *Le Parlement de Dauphiné et les affaires publiques*, 1^{re} partie, chap. III, VII, IX.

¹²⁷ *Rapport de Champel cité*, p. 33.

¹²⁸ Sur les tentatives faites par le Gouvernement, en 1767, pour rétablir des droits qualifiés domaniaux et qui avaient été antérieurement rachetés, cf. *Le Parlement de Dauphiné et les affaires publiques*, 1^{re} partie, chap. VII.

¹²⁹ *Rapport de Champel cité*, p. 34.

qu'on ne l'a fait pour le Don gratuit abonné. La distribution entre les bourgs a été tout arbitraire et la manière de répartir l'impôt à l'intérieur de chaque communauté n'est pas plus satisfaisante : « Quelques-unes ont établi des octrois uniquement destinés à l'acquit du Don gratuit et, par ce moyen, le fisc qui reçoit déjà les 10 sols pour livre du premier Don gratuit, prend encore 10 sols pour livre sur les droits d'octroi qui doivent l'acquitter. Ainsi la communauté obligée de payer 400 l. de droit principal et 200 l. pour les 10 sols pour livre du Don gratuit, supporte un impôt effectif de 900 l. à cause des 10 sols pour livre sur les octrois : ce qui fait au delà du double de l'imposition primitive et forme une surcharge aussi accablante qu'injuste. D'autres communautés ont pris le parti d'imposer ce Don gratuit par un rôle particulier, au marc la livre de la Capitation, mais alors les privilégiés y échappent : ce qui rejette tout le fardeau sur le peuple. D'ailleurs personne n'ignore les inconvénients qui suivent la répartition arbitraire de la Capitation et c'est les accroître que d'augmenter la somme à répartir. Hâtez-vous donc, Messieurs, de charger votre Commission intermédiaire de chercher les moyens efficaces pour nous débarrasser promptement d'un impôt qui présente autant d'inégalité que d'injustice » ¹³⁰.

C'est l'ensemble des impôts indirects que les Etats chargèrent la Commission intermédiaire d'examiner « soit pour les rendre moins onéreux, soit pour en rendre la perception plus simple et plus facile, soit enfin pour en corriger les abus, lesquels renseignements elle communiquera à ceux qui doivent représenter la Province dans les Etats généraux du Royaume » ¹³¹.



¹³⁰ *Rapport cité*, p. 16-17.

¹³¹ *Procès-verbaux*, p. 293-294.

111

Parmi les attributions réservées au Bureau du bien public, la plus importante était l'examen « des objets et établissements relatifs à l'agriculture, au commerce et aux arts » ¹³². Le chevalier de Monspey, commandeur de Malte et député du Clergé, présenta un rapport sur ce sujet, le 16 janvier 1789 ¹³³. C'était un rapport improvisé et sommaire, ainsi qu'il le remarquait lui-même, en commençant : « Vous nous avez chargés de vous faire connaître les détails que nous pourrions recueillir sur l'agriculture et le commerce, mais les détails immenses que présentent ces deux objets et la brièveté du temps que nous avons eu pour recueillir des documents certains ne nous laissent pas espérer de remplir vos intentions, ainsi que nous l'aurions désiré... Nous espérons que la Commission intermédiaire, sur les données que nous vous présentons, pourra recueillir des éclaircissements qui nous mettront en état de vous offrir, à votre prochaine tenue, plus d'objets à connaître et plus de bien à faire » ¹³⁴.



La dégradation des bois, en Dauphiné, si dangereuse dans ce pays de montagnes et de torrents, était, depuis longtemps, un des principaux soucis des intendants : « Nous n'avons cessé, mon prédécesseur et moi, d'envoyer des mémoires aux Ministres sur cette matière... » déclarait Caze de la Bove, dans

¹³² *Procès-verbaux*, p. 232. Liste des membres du Bureau du Bien public (*Ibid.*, p. 233).

¹³³ Ms. de 52 p. in-folio communiqué par M. Repelin-Perriot. Le commandeur de Monspey était un disciple de Mesmer, devenu lui-même, à Lyon, un magnétiseur célèbre (Cf. M^{me} A. JOLY, *Un mystique lyonnais et les secrets de la franc-maçonnerie*, p. 205 et suiv.).

¹³⁴ *Rapport cité*, p. 3.

son discours du 1^{er} décembre 1788 ¹³⁵. « Les principales causes du dépérissement des bois, dans cette province — lit-on, dans un de ces mémoires — consistent dans l'inobservation des lois,... les frais excessifs qu'occasionnent les accès des officiers des maîtrises sur les lieux contentieux et le discrédit absolu dans lequel ces tribunaux sont généralement tombés, en Dauphiné, par une suite de l'opinion peu favorable qu'on a de leur intégrité... » ¹³⁶. Comme l'intendant et comme l'avocat Achard de Germane, dans une étude couronnée par la Société littéraire de Grenoble ¹³⁷, le Bureau du bien public souhaite la suppression des maîtrises. Il estime qu'une enquête préalable doit être confiée aux « correspondants » de la Commission intermédiaire, dans toute la province, sur « l'état des bois communs et particuliers de chaque canton ». « Ce tableau général étant fait, on s'occupera d'un règlement, qui statuera ce qui convient à chaque localité et dont l'exécution sera confiée, dans tous les cantons, à un certain nombre de propriétaires voisins des bois et intéressés à leur conservation et qui seront spécialement chargés de déférer à la Commission les infractions qui seraient commises, si l'on ne jugeait pas convenable de les charger de leur exécution » ¹³⁸.

Pour le développement de la production agricole dans la province, le rapporteur du Bureau du bien public, recommande la distribution des « meilleures espèces de grains et de plantes qui, souvent, ne sont pas à portée des cultivateurs isolés » ¹³⁹. Il insiste sur l'intérêt que pourraient présenter

¹³⁵ *Procès-verbaux*, p. 202.

¹³⁶ A. D., II C 21 (Mémoire de 1787).

¹³⁷ *Mémoires de la Soc. litt. de Grenoble*, 1^{re} partie. Grenoble, 1788, in-8°. « A quelle cause doit-on attribuer le dépérissement des bois en Dauphiné? Quels sont les effets qui en sont résultés, relativement à l'agriculture? Quels seraient les moyens d'y remédier et quel est le parti le plus avantageux que l'on pourrait tirer dans cette Province, des bois, landes, marais et pâturages communs? », p. 66 et suiv.

¹³⁸ *Rapport cité*, p. 13-14.

¹³⁹ *Ibid.*, p. 9.

les plantations d'arbres : « Il n'est point, dans tout le règne végétal, de grains ni de plantes qui, dans une quantité de terrain déterminée, rapportent, à beaucoup près, au cultivateur ce qu'il perçoit sur une plantation qui a pris tout son accroissement. C'est souvent le seul moyen de mettre en valeur des terrains qui se refusent à toute autre culture. Le mûrier surtout présente ce double avantage et comme il est la base sur laquelle s'élève le plus riche commerce, il a fixé, préférablement à tout autre, l'attention du Bureau » ¹⁴⁰.

Les meilleurs procédés de culture et d'élevage seront encouragés par le moyen de primes : « S'il y avait une prime donnée pour ceux qui, dans une qualité de terrain déterminé, recueilleraient le plus de foin artificiel, l'exemple des avantages résultans de cette culture appellerait à la pratiquer ceux mêmes qui ne pourraient concourir à l'obtention de la prime et successivement on verrait les cantons de la Province, dont la culture est languissante, par défaut du premier moyen, se placer au rang des cantons les plus florissans » ¹⁴¹.

Le Rapport du commandeur de Monspey ne se différencie pas des innombrables dissertations que présentaient, sur ces sujets, les beaux esprits provinciaux aux suffrages des sociétés littéraires. Aucune des questions brûlantes, qui passionnent les campagnes dauphinoises, à la fin de l'Ancien Régime, n'y est abordée.

Parmi celles-ci, le partage des « communaux » préoccupait les commissaires départis, depuis de longues années, car cette opération, qui avait l'avantage d'augmenter la production, rencontrait de sérieuses résistances, de la part d'une plèbe rurale défendant âprement ses « droits d'usage ». « L'habitude et le préjugé des habitants, à ce sujet — lit-on dans un mémoire rédigé par Caze de la Bove, en 1787 — seraient trop

¹⁴⁰ Rapport cité, p. 14.

¹⁴¹ Ibid., p. 4.

difficiles à détruire pour qu'ils se déterminassent jamais d'eux-mêmes, à solliciter ce partage et il n'y a absolument qu'un Edit, comme il en a été rendu un pour la Généralité de Metz, qui puisse les y obliger... » ¹⁴². Plusieurs auteurs de brochures, parues au moment de la réunion des Etats provinciaux, demandent ce partage, et l'un d'eux propose même la distribution gratuite des terres communes aux cultivateurs non propriétaires ¹⁴³. Mais le rapporteur du Bureau du bien public évite soigneusement ces périlleuses matières à controverses et se contente d'une allusion timide à l'utilité de « diviser et mettre dans le commerce les communaux qui en sont susceptibles » ¹⁴⁴.

Très remarquable aussi est le silence total, gardé par le commandeur de Monspey, sur la charge que le régime seigneurial faisait peser sur les campagnes dauphinoises.

Dans le mémoire déjà cité, qu'il adressait au ministre, en 1787, l'intendant Caze de la Bove, parmi les « causes majeures » entravant les progrès de l'agriculture note, en première ligne, « la multitude des rentes en grains, et en argent dont les fonds sont accablés ». « Pour peu que les récoltes soient au-dessous de leur produit ordinaire, les rentes foncières jointes aux impositions royales absorbent presque tout et laissent à peine aux redevables de quoi subsister : ce qui entraîne un découragement absolu, fait négliger la culture des terres et engage les laboureurs à désertir les campagnes pour chercher, dans les villes, un autre genre d'industrie

¹⁴² A. D., II C 21.

¹⁴³ *Instructions ampliatives et succinctes sur les délibérations à prendre par les trois Ordres des citoyens députés aux Etats généraux, adressées à nos très chers et magnanimes concitoyens de la Province du Dauphiné*, 15 p. in-8°, p. 7. Cf. encore *Requête et avis d'un citoyen du Dauphiné aux membres respectables qui doivent composer les Etats généraux du Royaume convoqués par le Roi Louis XVI, pour le mois de janvier 1789*. A Bruxelles, 1788, 57 p. in-8°, p. 19-20, note 11.

¹⁴⁴ *Rapport cité*, p. 6.

moins pénible et plus lucratif. Il serait très possible d'alléger les fonds de ces rentes, en en permettant le rachat ou en les fixant, une fois pour toutes en argent, à un prix modéré, comme on l'a fait en plusieurs occasions : ce serait un des plus grands services que l'on pourrait rendre aux habitants de cette province qui le désirent depuis longtemps. Cette matière a déjà été discutée par M. de Marcheval. Tout le travail préliminaire a été adressé à M. d'Ormesson. L'exemple du Piémont et de la Savoie pourrait en partie servir de modèle à cet égard » ¹⁴⁵.

Dans cette page, l'intendant exprimait les espérances des paysans de la province. Un juriste dauphinois les développera, au début de 1789, dans un important « *Mémoire sur les rentes et les droits féodaux, contenant un projet pour en effectuer l'amortissement à l'avantage des créanciers et des débiteurs, présenté aux Etats généraux* » ¹⁴⁶.

Un agriculteur du village d'Anthon, nommé Peillon, adressa une lettre au Bureau du bien public ¹⁴⁷, pour dénoncer brutalement les abus des baux emphytéotiques ¹⁴⁸ et proposer leur rachat : « Tous les habitants du Dauphiné sont emphytéotes des Seigneurs ou, pour mieux dire, esclaves plus ou moins vexés suivant qu'ils ont à faire à des Seigneurs plus ou moins humains. Voilà la vraie cause de l'énervement des cultivateurs de cette province, qui sont réellement pauvres... »

¹⁴⁵ A. D., II C 21.

¹⁴⁶ 1789, in-8°, 55 p.

¹⁴⁷ Ce court mémoire, divisé en 7 articles, a été adressé par son auteur à Necker, le 8 février 1789, et il est conservé, avec la lettre d'envoi, aux Archives Nationales, H¹ 670 (67 et 68) : « Du Mémoire que j'ai l'honneur de vous remettre — écrit-il — les articles 1, 2, 3, 4, 5, 7 ont été mis sous les yeux de l'Assemblée des Etats qui composent le Bureau du Bien public... ».

¹⁴⁸ Art. 1 et 2. « Les docteurs ont défini l'emphytéose ou l'albergement, un contrat par lequel le propriétaire d'un immeuble en aliène à perpétuité le domaine utile, à la charge, par l'acheteur, de le cultiver, de l'améliorer, de payer le prix vulgairement appelé Introges et une pension annuelle et modique, en reconnaissance du domaine direct que le vendeur se réserve » (*Mémoire sur les rentes et les droits féodaux*, cité, 1789, p. 7).

Plus audacieusement encore, Peillon, interprète des colères communes, demande la suppression des droits personnels ¹⁴⁹ que rien ne justifie plus. Il proteste contre les pigeonniers seigneuriaux et les abus du droit de chasse ¹⁵⁰.

Et telles étaient les véritables réclamations des campagnes dauphinoises, à la veille de la Révolution, comme le prouveront, quelques mois plus tard, les réponses envoyées par les Communautés au questionnaire de la Commission intermédiaire des Etats ¹⁵¹.

Mais, à ces réclamations, les nobles les plus favorables aux principes de Vizille opposaient une résistance intransigeante. L'un d'eux, admirateur déclaré de Mounier, ne proteste-t-il

¹⁴⁹ Art. 2. Les droits personnels sont ceux que « les seigneurs des divers cantons sont en usage de percevoir sur tous les roturiers indistinctement qui habitent leur seigneurie » (*Mémoire sur les rentes et les droits féodaux*, cité, p. 32). La suppression des droits personnels est réclamée par plusieurs auteurs de brochures déjà citées : *Mémoire sur les rentes et les droits féodaux*, p. 32-33; *Requête et avis d'un citoyen du Dauphiné*, p. 10, note 5; *Essai sur la nature, l'ordre et la forme des instructions qui peuvent être données par la Province de Dauphiné à ses députés aux prochains Etats généraux*, p. 45-46 (l'auteur de ce dernier ouvrage, plus modéré, ne demande pas la suppression pure et simple mais le rachat).

¹⁵⁰ Art. 4 et 5. L'article 6 qui ne fut pas présenté au Bureau du Bien public concernait le rôle abusif des châtelains et des secrétaires greffiers seigneuriaux dans l'administration des communautés. Dans l'art. 7, Peillon réclamait la suppression de la dîme. « L'art. 7 a fait beaucoup de bruit dans le Clergé, mais les autres Ordres le trouvent juste », note l'auteur dans sa lettre à Necker.

¹⁵¹ Cf. *Le Parlement de Dauphiné et les affaires publiques*, 2^e partie, chap. II. Sur le questionnaire de la Commission intermédiaire et les réponses des communautés, cf. G. LETONNELIER, *Les cahiers de doléances en Dauphiné*. Grenoble, 1935, in-8°, 57 p. Les 148 réponses connues pour le département actuel des Hautes-Alpes (189 communes) ont été publiées par l'Abbé Guillaume, dans la *Coll. de documents inédits sur l'histoire économique de la Révolution française*, sous le titre : *Recueil des réponses faites par les communautés de l'Election de Gap au questionnaire envoyé par la Commission intermédiaire des Etats du Dauphiné*. Paris, 1908, in-8°. Les 215 réponses connues pour le département actuel de la Drôme (373 communes) sont conservées aux Archives de ce département. Pour le département de l'Isère (565 communes), nous ne possédons encore que 13 réponses, qui sont classées aux Arch. départ. sous la cote III C 34.

pas, en janvier 1789, contre le projet du rachat des rentes seigneuriales, qu'il juge inique : « Si nous remontons — écrit-il — au XIII^e et XIV^e siècles, nous voyons le setier de blé évalué souvent dans les actes à 5 sous. Celui donc qui stipulait une rente de 5 sous stipulait un setier de blé. Mais à présent, qu'il vaut communément 15 l., le propriétaire qui ne reçoit que 5 sous pour prix de l'aliénation de son fonds, ne reçoit, dans le fait, que la soixantième partie de la valeur qu'il y avait attachée. Celui dont le bien consistait en rentes est donc devenu, sans aucune dissipation, soixante fois moins riche qu'il n'était, tandis que l'inféodataire, sans soins, sans amélioration, l'est devenu soixante fois davantage. Les conditions, qui ont été imposées à ce traité, sont donc bien loin de lui être onéreuses et il serait souverainement injuste de forcer quelqu'un à vendre sa propriété, de la vendre à un prix qui ne serait pas volontaire, qui aurait pour base une valeur numérique, sans rapport avec la valeur réelle et d'aggraver ainsi, par la loi, les injustices du temps »¹⁵². Le comte de Morges lui-même avait, un moment, songé à proposer, à la première Assemblée de Romans, la motion suivante : « Les changements que les trois Ordres font, dans la constitution des Etats de cette province, obligent à des observations de la part des possesseurs de terres et de fiefs, jadis seuls admissibles aux Etats. Par l'éligibilité de la Noblesse propriétaire mais ne possédant rien de féodal, il peut arriver que le choix tombant entièrement sur eux, les possesseurs de terres ou fiefs ne fussent pas suffisamment représentés... Ils demandent que, jamais et dans aucun cas, les Etats ne puissent rien statuer sur les droits utiles ou honorifiques de leurs fiefs, que l'Ordre de la Noblesse desdits Etats ne soit composé des deux tiers de

¹⁵² *Lettre d'un citoyen dauphinois à M. M. S. D. E. D. D.* (Mounier, secrétaire des Etats du Dauphiné), in-8°, 77 p., p. 71. L'auteur serait M. de Murat-Montferrand (Maignien, *Bibliographie*, n° 323).

possesseurs en terres ou fiefs et que, sur cet objet, l'Assemblée ne puisse délibérer que par Ordre et non par voix... » ¹⁵³.

Toute menace contre les droits seigneuriaux aurait provoqué une scission immédiate dans les Etats de Dauphiné et l'on comprend que les avocats du Tiers qui, par opportunisme ou par modération sincère, désiraient le maintien de cette union des Ordres, qui seule pouvait permettre l'accomplissement des espérances de Vizille, n'aient pas voulu courir ce risque.



La doctrine de Quesnay avait été bien accueillie, en Dauphiné, et le Parlement de Grenoble s'était signalé, entre toutes les Cours souveraines, par l'éclat de ses interventions en faveur de la liberté du commerce des grains ¹⁵⁴. Les Etats de Romans formés exclusivement de propriétaires fonciers, durent écouter, avec complaisance, les réminiscences physiocratiques du commandeur de Monspey : « Les Arts et les Métiers ne produisent que des propriétés incertaines. La propriété foncière est seule incommutable. Elle imprime le même caractère à ses productions, tandis que les Arts et les Métiers ne font que les modifier... » ¹⁵⁵.

Le Bureau du bien public apprécie surtout les manufactures dauphinoises, en fonction des services qu'elles peuvent rendre à l'agriculture locale : « Si les manufactures de la province ne s'alimentaient pas en matières premières des productions de son sol, elles seraient peu utiles et peut-être nuisibles. Ce n'est qu'après que les matières premières ont été consommées qu'il faut en importer d'étrangères et c'est cependant le contraire

¹⁵³ Lettre du 18 septembre 1788 aux députés de la Noblesse à Paris (Arch. de Viennois).

¹⁵⁴ *Le Parlement de Dauphiné et les affaires publiques*, 1^{re} partie, chap. vi.

¹⁵⁵ *Rapport cité*, p. 38.

qui arrive, dans les grandes manufactures. N'étant élevées que par de gros capitalistes, leur spéculation se porte sur le meilleur marché des matières premières; l'étendue de leurs capitaux leur facilite toutes espèces de spéculations, tandis que les petits manufacturiers, n'ayant que des capitaux médiocres, ne peuvent étendre leurs spéculations. Ce n'est qu'autour d'eux qu'ils peuvent recueillir les matières premières et les localités en reçoivent un mouvement plus salubre » ¹⁵⁶.

Le commandeur de Monspey souligne l'intérêt exceptionnel des fabriques de toiles de Voiron : toutes leurs matières premières « se tirent de la province », « les produits s'élèvent jusqu'à 5 millions annuellement et l'exportation se fait, presque en totalité, chez l'étranger » ¹⁵⁷. Le Dauphiné, élevant beaucoup de vers à soie, l'industrie des soieries pourrait y devenir active : « Toutes les soies, en Dauphiné, s'exportent dans le Lyonnais et le Vivarais, à l'exception d'une très petite quantité employée dans les fabriques de bas et autres de la province... Les fabrications sont extrêmement bornées et sans nulle proportion avec la quantité des soies recueillies... L'exportation des soies grèges et ouvrées du Dauphiné dans les provinces et même dans les pays étrangers, qui alimentent les manufactures à son préjudice, est un défaut politique de son administration passée qu'il est important de réformer... L'avantage général et particulier de tous les citoyens est que la province participe, au moins pour les soies de son cru, au bénéfice de leur fabrication » ¹⁵⁸. Les manufactures de laine de Dieulefit ne présentent pas le même intérêt car de « dix mille balles de laine ou environ » qu'elles consomment, « il n'y en a que trois mille qui soient production de la province : les sept mille autres sont importées ou de l'étranger ou des provinces voisines » ¹⁵⁹.

¹⁵⁶ *Rapport cité*, p. 19.

¹⁵⁷ *Ibid.*, p. 21.

¹⁵⁸ *Ibid.*, p. 31-34.

¹⁵⁹ *Ibid.*, p. 23.

Le commandeur de Monspey consent à faire une exception à la règle en faveur de la filature de coton établie à Crest, qui « nourrit 2.000 indigents ». « Partout où la population est nombreuse — remarque-t-il — il faudrait peut-être établir des filatures de coton, dont les villes voisines des routes seraient l'entrepôt... » ¹⁶⁰.

Pour encourager l'industrie, Caze de la Bove distribuait, chaque année, des sommes assez considérables aux manufacturiers, sous le nom de gratifications et de secours : « Les industries anciennes — écrira Augustin Périer — étaient soutenues, les nouvelles favorisées par un système d'encouragements pécuniaires souvent trompeur, il est vrai, et souvent inefficace mais son emploi judicieux, sans faveur et sans intrigue, doit être un sujet d'éloges pour l'administrateur, qui n'était pas maître de lui en substituer un meilleur.... » ¹⁶¹. Le rapporteur du Bureau du bien public condamne, en principe, ce système. « Le Bureau — dit-il — ne sera jamais dans l'opinion d'établir des primes sur les Arts et Métiers. Si quelquefois les commissaires des Etats, dans les rapports qu'ils présenteront, concluent à des encouragements, ils doivent être momentanés, tandis que ceux qui seront accordés à l'agriculture doivent être permanents » ¹⁶². Les Etats, adoptant l'opinion du Bureau, recommandèrent à la Commission intermédiaire, à qui allait incomber désormais le soin de distribuer les encouragements de cette nature, « de ne jamais accorder des récompenses ou des gratifications qu'après les considéra-

¹⁶⁰ *Rapport cité*, p. 24-25.

¹⁶¹ *Histoire abrégée*, p. 42. Sur le montant des encouragements accordés par Caze de la Bove à divers industriels du Dauphiné, cf. ACHARD DE GERMANE, *Essai sur les branches d'industrie qui conviennent le mieux aux cantons de la Province de Dauphiné qui en sont dépourvus. Mémoires de la Soc. Litt. de Grenoble*, 2^e partie, p. 81, note 1. Cf. encore, dans le *Compte-rendu de Caze de la Bove sur son administration* (A. D., II C 21 bis), le tableau des gratifications accordées pour le commerce et les manufactures sur les fonds libres de la Capitation, de 1779 à 1788.

¹⁶² *Rapport cité*, p. 38.

tions les plus importantes et lorsque le bien public les ferait juger indispensables » ¹⁶³.

Le commandeur de Monspey proteste aussi contre le « privilège exclusif » que vient d'obtenir, par la protection de l'intendant, le maître de forges Moyrou, de Saint-Clair de Serres. En effet, « si son acier est meilleur que celui des autres, il ne doit pas craindre la concurrence; s'il n'est pas meilleur, pourquoi serait-il privilégié? Le Bureau pense que les Etats doivent approfondir cette question, parce que les privilèges exclusifs ne s'exercent jamais qu'au préjudice du commerce, des arts et des métiers » ¹⁶⁴.

Affranchir l'industrie des règlements vexatoires et onéreux, tel est, pour le Bureau du bien public, comme pour le fils du grand industriel Claude Périer ¹⁶⁵, le moyen le plus efficace de favoriser son développement. Et le commandeur de Monspey, comme l'avait fait si souvent le Parlement de Grenoble, dans ses Remontrances ¹⁶⁶, retrace la décadence des tanneries dauphinoises, depuis l'établissement des droits sur les cuirs ¹⁶⁷.

Protéger l'industrie, c'est aussi lui fournir une main-d'œuvre à bon marché : « Le Bureau a pensé unanimement — déclare le rapporteur — qu'une règle dont il ne faudrait jamais s'écarter, c'était celle de ne point favoriser, dans la même localité, des établissements de manufactures de différents genres parce que s'il en était autrement, la concurrence établirait entre les manufacturiers un réhaussement du prix de main-d'œuvre, qui ne laisserait pas au commerce de Dauphiné la possibilité de soutenir lui-même la concurrence des

¹⁶³ Délibération du 16 janvier (*Procès-verbaux*, p. 331).

¹⁶⁴ *Rapport cité*, p. 37. Sur la Manufacture royale d'acier de Moyrou, cf. *Almanach général du Dauphiné pour l'année 1789*, p. 306.

¹⁶⁵ *Histoire abrégée*, p. 42-43.

¹⁶⁶ *Le Parlement de Dauphiné et les affaires publiques*, 1^{re} partie, chap. III et VI; 2^e partie, chap. II.

¹⁶⁷ *Rapport cité*, p. 34-35.

objets que le Dauphiné exporte, dans les marchés en grand » ¹⁶⁸.

Pour les membres du Bureau du bien public, la liberté qui doit être laissée aux industries ne peut pas être absolue. Il faudrait « les soumettre à des règles simples, bien positives, qui assureraient que leurs ouvrages conserveraient la concurrence... » ¹⁶⁹. Appliquant ces principes au renouvellement nécessaire de l'industrie de la soie, en Dauphiné, le commandeur de Monspey estime que, pour redresser les erreurs qui se commettent, dans les opérations délicates de la préparation des soies, il ne suffit pas de vulgariser les bonnes méthodes ni d'accorder des prix à ceux qui auront obtenu les meilleurs résultats mais qu'il faut prescrire des règlements : « Le Bureau a pensé qu'il était important de perfectionner la méthode de recueillir la graine ou œuf de ver à soie, d'en surveiller et circonscrire le commerce : il s'y commet une infinité d'abus qui, presque tous, ont la mauvaise foi, l'ignorance et l'avarice pour bases. Ces abus sont extrêmement nuisibles et il importe d'en arrêter les progrès par toutes sortes de voies, même de rigueur... » ¹⁷⁰.

Le Bureau du bien public, fidèle aux enseignements physiocratiques, réclame l'entière liberté du commerce. « S'il n'est pas libre et qu'on le charge d'octrois, de douanes, de péages, il réfléchit sur les productions du sol toutes les entraves dont il est enveloppé et, en dernière analyse, c'est toujours le cultivateur qui supporte, de moitié avec l'artisan, toutes les chaînes dont le commerce est enveloppé... » ¹⁷¹.

Le commerce sera encore facilité par l'établissement, en Dauphiné, d'une juridiction consulaire, qui assurera « plus de promptitude dans le jugement des affaires, moins de frais à

¹⁶⁸ *Rapport cité*, p. 20.

¹⁶⁹ *Ibid.*, p. 19.

¹⁷⁰ *Ibid.*, p. 26-27.

¹⁷¹ *Ibid.*, p. 46.

faire pour les instruire, plus de connaissances des faits dans les juges et par conséquent, plus de protection pour la bonne foi, plus de crédit sur les différentes places de commerce qui craignent la lenteur de la justice ordinaire... » ¹⁷².

Enfin — et sur ce point le Bureau du bien public se fait l'interprète des réclamations de plusieurs villes industrielles de la province ¹⁷³, il sera nécessaire de construire de nouveaux chemins ou, au moins, d'améliorer ceux qui existent : si le commerce « doit être libre, il doit être sûr dans sa marche. Toutes les communications doivent lui être ouvertes. Plus elles seront assurées, moins son action sera compliquée » ¹⁷⁴.

IV

Le perfectionnement des voies de communication devait être un des principaux soucis des Etats à qui incombait, désormais, la direction de tous les travaux publics de la province ¹⁷⁵. Un Bureau spécial fut formé, pour préparer leurs décisions, à cet égard ¹⁷⁶. Les rapports présentés par le président de Vaultx et par le chevalier du Bouchage furent discutés, par les Etats, du 12 au 15 janvier ¹⁷⁷.

*
**

¹⁷² *Rapport cité.*, p. 48-49. La création de juridictions consulaires, en Dauphiné, était aussi réclamée par ACHARD DE GERMANE : *Essai sur les branches d'industrie*, op. cit. *Mémoire de la Soc. Litt. de Grenoble*, 2^e partie, p. 111-112.

¹⁷³ Voiron (*Rapport cité*, p. 21-22), Dieulefit (*Ibid.*, p. 23), Crest (*Ibid.*, p. 25-26).

¹⁷⁴ *Rapport cité*, p. 47.

¹⁷⁵ Arrêt du Conseil du 22 octobre 1788, art. 48.

¹⁷⁶ *Procès-verbaux*, p. 231-233.

¹⁷⁷ *Procès-verbaux*, p. 299-322. Ces rapports n'ont pas été retrouvés, mais nous avons pu consulter les documents qui ont été communiqués aux membres du Bureau des Travaux publics par l'intendant et qui avaient été préparés par les ingénieurs des Ponts et Chaussées. Ces documents manuscrits sont :

1^o *Etat général et toisé des grandes routes de la Province, avec l'esti-*

Il fallait d'abord fixer le montant de l'imposition remplaçant la corvée et qui devait être levée sur les trois Ordres ¹⁷⁸.

D'après le témoignage de l'ingénieur en chef Rolland, les routes dauphinoises sont en fort mauvais état, « soit parce que les forces de la population qui y ont été employées, par corvée, jusqu'en 1787, étaient insuffisantes au travail de la grande étendue de ces routes, soit que ce travail n'y ait pas été exigé avec rigueur » ¹⁷⁹. Par ailleurs, le réseau routier est très incomplet : « Ces routes — écrit encore Rolland — sont distinguées en trois classes, comme dans le reste du royaume. La première comprend celles qui traversent la province et sur lesquelles la poste est établie. La seconde comprend celles qui traversent également la province et sur lesquelles la poste n'est pas établie. Et la troisième classe comprend les routes qui communiquent entre celles des deux premières classes ou à des villes de l'intérieur. Il y a 115 lieues de routes de la première classe, 153 lieues et demie de celles de la seconde classe et 117 lieues et demie de celles de la troisième classe, en total 386 lieues. Sur cette étendue, il y en a de faites et pratiquées, dans la première et deuxième classe : 217 lieues, et il en reste 169 à faire en l'état » ¹⁸⁰.

Pour les réparations et l'achèvement des routes ouvertes des

mation des ouvrages qu'il convient de faire, pendant l'année 1789, pour réparer et entretenir celles qui sont pratiquées et l'aperçu des dépenses pour les constructions nouvelles, tant pour les routes déjà ouvertes que pour celles projetées à ouvrir, sans y comprendre les ouvrages d'art. A Grenoble, le 1^{er} octobre 1788. Signé : Rolland.

2^o Inventaire des ouvrages d'art qui restent à faire sur les grandes routes ouvertes et pratiquées de la Province de Dauphiné, tant pour la construction neuve que pour la réparation des ponts, ponceaux, aqueducs, passerelles et murs de soutènement au 1^{er} octobre 1788. A Grenoble, le 5 novembre 1788. Signé : Rolland. (Documents communiqués par M. Repelin-Perriot.)

¹⁷⁸ Délibération du 15 septembre 1788 (*Procès-verbaux*, p. 66).

¹⁷⁹ *Mémoire ms. de l'Ingénieur en chef Rolland sur les travaux publics de la Province de Dauphiné, 18 mars 1789, 11 p. in-f° (F. D., U 1253, p. 3).*

¹⁸⁰ *Ibid.*

deux premières classes et pour la construction des routes nouvelles de la troisième classe, l'ingénieur en chef estimait, — sans tenir compte des travaux d'art, — qu'une imposition annuelle de 600.000 l. devrait être levée, pendant 25 ans. Après cette période, les dépenses, pour l'entretien, pourraient être réduites à 360.000 l.¹⁸¹.

Les représentants de la province pouvaient difficilement exiger des sommes aussi considérables de contribuables, « auxquels on avait fait entendre, dans le temps de la fermentation des esprits, — ainsi que le remarquaient les commissaires du roi, — que les Etats, bien loin d'exiger un surcroît d'impositions, les diminueraient, au moyen d'une répartition plus égale »¹⁸². D'autre part, il existait un préjugé, que le Parlement avait contribué à établir¹⁸³ et que le président de Vaulx partageait sans doute, d'après lequel les évaluations des ingénieurs étaient toujours systématiquement exagérées. « On peut assurer — lit-on dans un mémoire présenté aux Etats — que, sur les calculs des ingénieurs des Ponts et Chaussées, pour l'entretien seulement des grandes routes, il y a une diminution à proposer de plus de 100.000 l... »¹⁸⁴. Les ingénieurs ne donnaient-ils pas d'ailleurs à leurs routes une largeur excessive? Dans un mémoire écrit par le marquis de Viennois, qui faisait partie du Bureau des travaux publics, on trouve les observations suivantes : « Il ne faut pas se faire illusion sur la nécessité de ces grandes routes, dont la trop grande largeur excite des réclamations universelles... On dira qu'un grand commerce ne peut circuler librement que sur de grandes et belles routes. Si cette assertion est rigoureusement vraie, elle

¹⁸¹ *Etat général et toisé des grandes routes, cité.*

¹⁸² Narbonne-Fritzlart et Caze de la Bove à Necker, 20 décembre 1788 (A. N., H¹ 670) (159).

¹⁸³ *Le Parlement de Dauphiné et les affaires publiques*, 1^{re} partie, chap. II et chap. VII; 2^e partie, chap. III.

¹⁸⁴ A. D., II C 337 (2).

doit l'être pour tous les pays. Cependant le contraire se voit et se pratique dans nombre d'Etats. La Suisse, par exemple, qui, par sa position, est le centre de la communication et du commerce entre l'Allemagne et l'Italie, ou plutôt entre le Nord et le Midi, n'a que des chemins équivalens, par leur largeur, à nos chemins vicinaux. Ils sont, en général, bien entretenus, parce qu'ils sont plus susceptibles de l'être » ¹⁸⁵.

Après avoir entendu le rapport du président de Vault, les Etats décidèrent que, « pour les frais des réparations des chemins, il serait imposé, sur les fonds nobles et roturiers, la somme de 300.000 l. en remplacement de la corvée » ¹⁸⁶, c'est-à-dire la moitié seulement de l'imposition réclamée par l'ingénieur en chef des Ponts et Chaussées. Ils fixèrent l'état de répartition de cette somme ¹⁸⁷, en prescrivant de réduire, au cours des réparations, la largeur de plusieurs grandes routes ¹⁸⁸. « Il est des routes --- remarquaient les commissaires du roi --- sur lesquelles on n'a appliqué aucun fonds et, à l'exception de celle de Lyon en Provence, pour laquelle on a voté 150.000 l., il est à craindre que les travaux qu'on exécutera sur les autres ne produisent que peu d'effet, faute d'y avoir appliqué une somme convenable » ¹⁸⁹. Dans le *Compte-rendu* qu'elle fit de son administration, en août 1790, la Commission intermédiaire des Etats dut reconnaître que les prévisions des ingénieurs étaient exactes : « La Commission intermédiaire n'a point

¹⁸⁵ *Observations manuscrites sur les ateliers de charité destinées à l'Assemblée provinciale de 1787* (Arch. de Viennois).

¹⁸⁶ *Procès-verbaux*, p. 324-325.

¹⁸⁷ *Ibid.*, p. 317-320.

¹⁸⁸ La grande route de Lyon en Provence avait une largeur fixée à 42 pieds : les Etats décidèrent que les parties qui n'avaient que 36 pieds de large ne seraient pas augmentées. La route de Grenoble en Savoie par Barraux avait une largeur fixée à 36 pieds. Les Etats décidèrent que l'on n'augmenterait pas la largeur des parties de la route qui n'avaient que 30 pieds.

¹⁸⁹ Les commissaires du roi à Necker, 14 janvier 1789 (A. N., Ba 75 (2) 45).

négligé de prendre des connaissances locales, en faisant parcourir toutes les routes de la province par quelques-uns de ses membres. Leurs observations n'ont que trop justifié le tableau des besoins qui avait été présenté à l'Assemblée des Etats, pour leurs réparations. Nous ne pouvons dissimuler que la somme de 300.000 l., destinée par l'Assemblée, est insuffisante; nous sommes assurés aujourd'hui que, lorsqu'elle sera employée, non seulement les réparations n'auront pas atteint toutes les routes ouvertes, mais encore les parties réparées ne seront pas mises à leur perfection... La confection et l'entretien des routes du Dauphiné exigera annuellement au moins une somme de 600.000 l. » ¹⁹⁰.



Sur les routes ouvertes dans la province, il restait à faire ou à réparer beaucoup d'ouvrages d'art : « ponts, murs de soutènement, escarpements, cassis et pavés » ¹⁹¹. Les fonds nécessaires pour cet objet et pour les salaires et appointements des employés et ingénieurs des Ponts et Chaussées étaient fournis d'abord par une imposition de 84.263 l. 12 sols 11 deniers, connue sous le nom de « supplément ordinaire des Ponts et Chaussées » et levée sur la province avec la taille. En outre, le roi accordait, chaque année, des sommes variables, dont le total — de 1761 à 1788 — s'était élevé à 2.346.487 l. ¹⁹². Les Etats, suivant la tradition des intendants, chargèrent expressément les députés de la province aux Etats généraux de récla-

¹⁹⁰ *Compte-rendu par la Commission intermédiaire des Etats de Dauphiné*. Grenoble, 1790, 55 p. in-4° et 4 annexes, p. 47-48.

¹⁹¹ *Inventaire des ouvrages d'art qui restent à faire sur les grandes routes...*, au 1^{er} octobre 1788. Mémoire cité.

¹⁹² Cf. *Compte que rend, en exécution du décret de l'Assemblée Nationale du 28 décembre 1789, sanctionné par le Roi le 20 avril 1790, Gaspard-Louis Caze de son administration dans l'Intendance de Dauphiné* (A. D., II C 21 bis).

mer la continuation de ces secours : « Ils feront prendre en considération le grand nombre de routes que le Dauphiné est obligé d'entretenir, pour la marche des troupes vers les frontières et dont il retire peu d'avantage; l'énormité des frais des ouvrages d'art qu'exigent ces mêmes routes, coupées fréquemment par des montagnes et des torrents, et combien il serait injuste que le Dauphiné supportât seul des dépenses, qui sont utiles à tout le Royaume et pour lesquelles il a toujours reçu des secours du Gouvernement, jusques à l'année 1788 » ¹⁹³.

Les membres des Etats savaient que, pour l'année courante, « la situation des finances ne permettait pas de demander au Roi les mêmes secours que la province obtenait annuellement de ses bontés » ¹⁹⁴. Outre les 84.263 l. de l'impôt ordinaire pour les Ponts et Chaussées, ils pouvaient cependant compter sur l'imposition dite des octrois municipaux, que le roi leur avait abandonnée pour l'année 1789 ¹⁹⁵, et ils espéraient y joindre la même imposition, levée en 1788, mais dont le montant avait été retenu entre les mains des receveurs particuliers, par un Arrêt du Parlement du 21 avril ¹⁹⁶. Ils fixèrent à 279.000 l. les fonds destinés aux « ouvrages d'art » et aux appointements du personnel des Ponts et Chaussées ¹⁹⁷. Cette somme était très insuffisante puisque l'ingénieur Rolland avait réclamé 581.860 l. ¹⁹⁸. « Nous avons été forcés de suspendre

¹⁹³ Instructions relatives à quelques objets particuliers pour les députés de la Province aux Etats généraux, 1^{er} janvier 1789 (*Procès-verbaux*, p. 278).

¹⁹⁴ Lettre citée des commissaires du roi à Necker, 20 décembre 1788 (A. N., H¹ 670) (159).

¹⁹⁵ Lettre citée de Caze de la Bove au président des Etats, 7 décembre (*Procès-verbaux*, p. 238-239). Cette imposition s'élevait à 77.514 livres.

¹⁹⁶ *Le Parlement de Dauphiné et les affaires publiques*, 2^e partie, chap. iv. Cf. La délibération des Etats sur ces deux impositions, le 15 décembre (*Procès-verbaux*, p. 242).

¹⁹⁷ *Procès-verbaux*, p. 321-322.

¹⁹⁸ *Inventaire des ouvrages d'art qui restent à faire sur les grande-routes...*, au 1^{er} octobre 1788. Conclusion.

l'exécution d'ouvrages très intéressants et dont les adjudications sont passées depuis nombre d'années... », constateront d'ailleurs, dans leur *Compte-rendu*, les membres de la Commission intermédiaire ¹⁹⁹.

La Commission intermédiaire était chargée par les Etats de solliciter les « fonds accordés annuellement... par le Gouvernement, pour les ateliers de charité » ²⁰⁰, ainsi que la somme de 60.000 l. par laquelle le roi complétait, chaque année, les 120.000 l. levées sur la province, pour les travaux contre les torrents et rivières ²⁰¹. A la Commission intermédiaire reviendrait désormais le soin de « répartir » les ateliers de charité et d'« ordonner les réparations, entretien et constructions de digues » ²⁰².

*
**

Fonds nécessaires pour solder les entrepreneurs dans le courant de l'année 1789.....	273.958 l.
Exécution des ouvrages pressés.....	193.700 l.
Entretien du pavé sur les routes de la province d'après les adjudications passées.....	67.550 l.
Salaires et appointements.....	46.652 l.
Total.....	581.860 l.

Les Etats ne réservèrent que 65.000 l. pour « diminuer les avances faites précédemment par les entrepreneurs » (*Procès-verbaux*, p. 322).

¹⁹⁹ *Compte-rendu cité*, p. 49-50.

²⁰⁰ Les ateliers de charité avaient été établis, en Dauphiné, en 1771, pour procurer des salaires aux indigents, en les employant à des travaux d'utilité publique. Les secours annuels accordés par le roi pour cet objet avaient varié entre 40.000 et 70.000 l. Cf. *Compte-rendu cité de Caze de la Bove* (A. D., II C 21 bis).

²⁰¹ Lettres patentes du 30 juin 1786, qui ordonnent l'imposition, pendant 10 années, à compter de 1787, sur la province de Dauphiné, d'une somme de 60.000 l. destinée, avec la même somme de 60.000 l. déjà recouvrée sur les trois Ordres de la Province, aux travaux à exécuter contre les torrents et rivières. « Et désirant accélérer autant qu'il sera possible — lit-on dans le préambule — l'exécution d'une entreprise aussi utile, nous nous proposons d'ajouter annuellement à ce doublement d'impositions des fonds de notre Trésor royal et, pendant le même espace de 10 années, un supplément égal qui sera, pour cette Province, un témoignage sensible de notre affection et de notre bienveillance particulière » (*Recueil de Giroud*, XXVII-40).

²⁰² *Procès-verbaux*, p. 320-322.

Le chevalier du Bouchage fit adopter, par les Etats, un « règlement provisoire » pour l'organisation des travaux publics en Dauphiné ²⁰³, où perçait la malveillance que le Parlement de Grenoble n'avait jamais cessé de manifester à l'égard des ingénieurs des Ponts et Chaussées ²⁰⁴.

En 1789, le personnel principal des Travaux publics, dans la province, comprenait ²⁰⁵ : un ingénieur en chef, deux inspecteurs et six sous-ingénieurs. A titre d'appointements et de gratifications, l'ingénieur en chef recevait 4.200 l. ²⁰⁶, les inspecteurs 2.700 l., les sous-ingénieurs : 2.300, 2.200 ou 2.000 l. ²⁰⁷. Ils recevaient, en outre, des honoraires particuliers, pour les travaux des digues ²⁰⁸ et pour la direction des ateliers de charité ²⁰⁹.

Les Etats prétendent exiger des ingénieurs un travail assidu et des rapports fréquents qui mettent la Commission intermédiaire en mesure de suivre, avec exactitude, la situation des travaux commencés et de décider, en connaissance de cause, de nouvelles entreprises ²¹⁰. Quant à leur nombre et à leurs

²⁰³ *Procès-verbaux*, p. 299-316.

²⁰⁴ *Le Parlement de Dauphiné et les affaires publiques*, 1^{re} partie, chap. II et VII; 2^e partie, chap. III.

²⁰⁵ *Compte-rendu par la Commission intermédiaire des Etats de Dauphiné*, op. cit., p. 24-25.

²⁰⁶ En outre, il touchait 2.500 l. sur les fonds libres de la Capitation pour son logement et ses frais de bureau (*Rapport cité de Lacour d'Ambsieux sur la Capitation*, p. 9-10).

²⁰⁷ Un sous-ingénieur touchait 2.300 l., quatre 2.200 et un 2.000 l.

²⁰⁸ « L'ancienne administration avait trouvé juste de leur accorder un traitement particulier pour cet objet; on ajoutait, en conséquence, le sol pour livre aux détails estimatifs des devis des digues dont on passait les adjudications et la retenue en était faite ensuite aux entrepreneurs dans les paiements qu'ils recevaient. Une partie de la somme qui en résultait était distribuée, savoir : une moitié à l'ingénieur en chef et l'autre moitié divisée entre les sous-ingénieurs, à proportion des travaux dont ils avaient dirigé l'exécution » (*Compte-rendu par la Commission intermédiaire des Etats de Dauphiné*, op. cit., p. 25-26).

²⁰⁹ *Observations sur les ateliers de charité par le Marquis de Viennois*, op. cit. (Arch. de Viennois).

²¹⁰ *Règlement provisoire*, chap. II, art. 3, 4, 5, 6.

traitements, « les ingénieurs des Ponts et Chaussées, actuellement employés dans la province, seront conservés provisoirement dans le nombre actuel et avec le même traitement dont ils jouissent, jusqu'à ce que la nature, l'importance et la quantité des travaux à exécuter étant mieux connus, les Etats puissent juger de la nécessité de réduire le nombre des ingénieurs et qu'on puisse également fixer les appointements qu'il est juste de leur accorder » ²¹¹. Enfin il leur est interdit de recevoir un paiement « lorsqu'ils seront employés par la Commission intermédiaire, pour les besoins particuliers des communautés » ²¹².

Dans son *Compte-rendu*, la Commission intermédiaire se plaira à rendre justice aux ingénieurs des Ponts et Chaussées : « Leur zèle pour le service de la province s'est constamment soutenu ; les lumières et les talents qu'ils ont développés, dans la rédaction des projets et la conduite des ouvrages, ainsi que l'honnêteté de leur conduite, n'a rien laissé à désirer et mérite ce témoignage de satisfaction » ²¹³.

En toutes occasions, le Parlement avait dénoncé les collusions suspectes entre les adjudicataires de travaux publics et les bureaux de l'Intendance ²¹⁴. Fidèles encore, sur ce point, à l'exemple parlementaire, les Etats sollicitent la résiliation de toutes les adjudications existantes, afin de les soumettre à l'examen de la Commission intermédiaire ²¹⁵.

A l'avenir les adjudications seront morcelées : « Comme il paraît important, soit pour la célérité et l'économie dans l'exécution, soit pour l'avantage même des différentes communautés qui sont placées sur les routes ou qui en sont très, à

²¹¹ Chap. II, art. 1.

²¹² Délibération du 14 janvier (*Procès-verbaux*, p. 322).

²¹³ *Compte-rendu cité*, p. 55.

²¹⁴ Cf. notamment *Le Parlement de Dauphiné et les affaires publiques*, 1^{re} partie, chap. II.

²¹⁵ Délibération du 14 janvier (*Procès-verbaux*, p. 322).

portée, que les entreprises puissent exciter une grande concurrence, on divisera les adjudications, autant qu'il sera possible sans nuire au bien du service; par cette méthode, on facilitera aux habitants des campagnes les moyens de retrouver, dans le salaire de leur travail, un dédommagement avantageux des contributions qu'ils sont obligés de payer en remplacement de la corvée » ²¹⁶.

Enfin des dispositions minutieuses sont prises pour assurer la publicité des adjudications, réprimer les intrigues dans la passation des marchés, surveiller étroitement l'exécution des travaux ²¹⁷.

V

La courte durée de la session permettait seulement aux Etats de formuler quelques principes sur les impôts, l'activité économique, les travaux publics. Aux procureurs-syndics et à la Commission intermédiaire incomberait le soin, en appliquant les premières décisions prises, d'approfondir l'étude des réformes administratives que souhaitait l'opinion ²¹⁸.

Le 10 décembre, le chevalier du Bouchage, pour les Ordres privilégiés, et Falquet-Travail, pour le Tiers-Etat, furent choisis comme procureurs-syndics, à la « très grande majorité » des suffrages ²¹⁹. Du Bouchage, membre du Comité de la Noblesse dès le début du mois de juillet, procureur-général syndic de cet Ordre, avec Baronat, à la veille de Vizille, s'était signalé, pendant toute la crise, par son activité et sa modestie : « Il se tue de travail pour la cause publique », écrivait Pina

²¹⁶ *Règlement provisoire*, chap. III, art. 5.

²¹⁷ *Ibid.*, chap. 4, 5, 6.

²¹⁸ Cf. les instructions laissées à la Commission intermédiaire pour l'année 1789 (*Procès-verbaux*, p. 331-332).

²¹⁹ *Procès-verbaux*, p. 139-141.

Saint-Didier à Viennois, le 28 août ²²⁰. En élisant Falquet-Travail — martiniste, en qui son confrère Prunelle de Lières admirait « les qualités du cœur et de l'esprit, beaucoup de facilité, d'activité et de probité » ²²¹ — les Etats reconnaissaient l'expérience administrative de l'ancien subdélégué de Grenoble et le « patriotisme » du fonctionnaire qui, en juillet 1788, avait refusé d'obéir aux ordres de l'intendant ²²².

La Commission intermédiaire fut élue le 20 décembre ²²³. Elle comprit deux membres du Clergé : de Rigaud, commandeur de Malte, et de La Salcette, vicaire général d'Embrun; trois Nobles : Viennois, Meffray, Saint-Ferréol; cinq membres du Tiers-Etat, dont un avocat du roi au bailliage de Vienne : Ronin; trois avocats : Champel, Chaniac, Royer, et un bourgeois : Delandes. « Ce choix — écrivaient les commissaires du roi à Necker — a réuni tous les suffrages, et tous les élus sont bien propres à répondre à la bonne opinion que l'on a de leur zèle et de leurs connaissances » ²²⁴.

L'Arrêt du Conseil du 22 octobre autorisait les représentants du Dauphiné à choisir un trésorier « pour les recettes et dépenses particulières de la province » ²²⁵, et, en enregistrant l'Arrêt, les trois Ordres avaient chargé les Etats de « s'occuper des moyens propres à obtenir la réunion des recettes et des dépenses qui concernent le Trésor royal dans les mains du trésorier des Etats » ²²⁶. Les receveurs généraux des Finances protestèrent auprès de Necker : « Que veut donc cette province qui offre de rembourser pour près de deux millions d'offices, dont elle n'a pas reçu la finance? Est-ce là s'occuper du soula-

²²⁰ Archives de Viennois.

²²¹ Lettre à Willermoz. Ms. de la Bibliot. de Lyon, 5473 (25).

²²² Cf. lettre de Falquet-Travail à Caze de la Bove, 7 juillet 1788, transmise au ministre. Elle est conservée aux A. N., Ba 43 (5) 35.

²²³ *Procès-verbaux*, p. 245-246.

²²⁴ Lettre du 21 décembre (A. N., H¹ 670) (137).

²²⁵ Article 33 de l'Arrêt du 22 octobre.

²²⁶ *Procès-verbaux*, p. 145.

gement des Dauphinois? On voit bien qu'on voudrait acheter à quelque prix que ce fût, le droit de tout pouvoir... » ²²⁷. En même temps, ils soumettaient aux Etats des propositions qui avaient pour but de contrebattre celles du Dauphinois Claude Périer ²²⁸. Le 27 décembre, les commissaires du roi informèrent Necker que les receveurs des Finances avaient obtenu gain de cause ²²⁹.



Plus que le choix des nouveaux administrateurs de la province, l'élection prochaine des députés du Dauphiné aux Etats généraux passionnait les esprits. Dès le 22 décembre, l'archevêque d'Embrun obtenait la nomination d'une Commission de 18 membres ²³⁰, pour préparer « les pouvoirs » et les « instructions » de ces députés. Le 30 décembre, les « députés du

²²⁷ *Mémoire pour les Receveurs généraux contre la création d'un Trésorier général en Dauphiné par les mains duquel passeraient les deniers du Roi avant d'arriver au Trésor royal*, non daté (A. N., Ba 75 (10) 15).

²²⁸ Il est fait allusion à ces propositions de Claude Périer dans la Délibération des Etats du 26 décembre (*Procès-verbaux*, p. 252).

²²⁹ « Après avoir discuté dans trois séances les différentes propositions qui ont été faites, pour la caisse particulière de la Province, les Etats ont délibéré hier de laisser subsister le régime actuel pour 1789 et d'accepter les offres des Receveurs généraux et particuliers des finances qui consistent :

1° en une avance du dixième de la valeur de leurs offices sous les intérêts de 5 %;

2° de faire le service sans taxations, en se contentant, pour toutes les sommes que les Etats jugeront à propos d'imposer, de 2 deniers pour livre de gratification aux Receveurs particuliers qui se chargent de compter aux Receveurs généraux, dans les termes fixés par leur traité et ces derniers, qui tiendront ces fonds à la disposition des Etats, payeront toutes les dépenses sur les Ordonnances de la Commission intermédiaire. Dans le cas où le régime actuel viendrait à être changé, la Province remboursera les avances des Receveurs, six mois après leur dernier paiement. Les Receveurs, en faisant des offres aussi avantageuses à la Province, ont eu pour motif de donner une preuve de leur zèle, de n'être point en concurrence avec personne pour la levée des deniers et de chercher à conserver leur état » (Cf. *Procès-verbaux*, p. 251-252).

²³⁰ Le commandeur de Monspey, l'abbé de Saint-Albin, l'abbé de Dolomieu, le marquis de Viennois, le baron de Chaléon, le comte de

doublement », qui devaient procéder à l'élection avec les membres des Etats, prirent séance : ils choisirent, parmi eux, 18 commissaires supplémentaires qui rejoignirent les premiers ²³¹. Les Instructions étaient prêtes : elles avaient été rédigées par le secrétaire des Etats : Mounier. Le vicomte d'Allard, un des nouveaux commissaires, constata qu'il n'était plus temps de discuter les termes de ce document : « Messieurs les coopérateurs me relancèrent avec un ton si tranchant, si décisif que, du sentiment profond de ma témérité, je passai bientôt à celui de mon insuffisance ». Il pria alors Mounier de lui communiquer les Instructions, afin d'y réfléchir plus à loisir : « M. Mounier éluda ma proposition par un long étalage des inconvénients de confier une pièce aussi intéressante; qu'il ne pourrait guère la refuser à d'autres; qu'elle échapperait au secret; que bientôt les provinces en auraient connaissance, avant qu'elle fût envoyée à la Cour; que le Ministre était dans nos principes; que nous pouvions être assurés de son approbation... » ²³².

Le 31 décembre, l'évêque de Gap, rapporteur de la Commission, déclara aux Etats que celle-ci avait adopté un projet de « pouvoirs » pour les représentants de la province. « Nous devons beaucoup de remerciements à son auteur... », ajouta-t-il, et il invita Mounier à faire connaître lui-même les principes qui avaient inspiré la rédaction de ce texte ²³³.

**

la Blache, le marquis de Blacons fils, le comte de Virieu, le marquis de Savines, Pison du Galland, Chaniac, Didier, d'Ambésieux, Marchon, Bérenger, Bertrand de Montfort, Delandes, Colomb.

²³¹ L'évêque de Gap, l'abbé de Morard, le chanoine Bouvier-Desmarest, de Galbert, le chevalier Alphonse de Dolomieu, Duperron, le vicomte d'Allard, le marquis de Pina Saint-Didier, le comte d'Allard, Gagnon, Thui'llier, de Boissieu-Perrin, Pey, Long, Gaillard, Alméras de Latour, Joubert, Brun.

²³² *Lettre du Vicomte d'Allard à MM. de la Commission intermédiaire des Etats du Dauphiné*, 1789, 35 p., p. 19-21. Une note manuscrite de l'époque, sur l'exemplaire de la Bibliothèque de Grenoble, indique comme auteur le vicomte d'Allard.

²³³ *Supplément au dernier Procès-verbal des trois Ordres et des Etats*

Mounier pensait — et il l'avait fait admettre par l'Assemblée des trois Ordres, le 8 novembre ²³⁴ et par les Etats eux-mêmes, le 9 décembre ²³⁵ — que si les Etats généraux n'étaient pas composés de membres librement élus et délibérant ensemble, le Tiers-Etat bénéficiant d'une double représentation, ils ne parviendraient pas à donner à la France la constitution que celle-ci attendait : « Cette province a pensé que le but principal des Etats généraux devait être de donner à la France une constitution; qu'un pareil soin ne pouvait être confié qu'aux Représentants de la Nation même; que la Nation n'est pas représentée si les différentes classes qui la composent ne sont pas réunies; qu'il ne doit pas être au pouvoir d'une seule de ces classes d'opposer au bonheur public des obstacles éternels... Elle a été instruite par sa propre expérience, par l'exemple des derniers Etats généraux qui, en divisant la Nation en trois Corps, n'ont donné à l'Europe que le spectacle ridicule des Représentants d'un peuple occupés de leurs intérêts particuliers et des plus misérables querelles et méprisés de la Cour et de la Nation, dont ils compromettaient les droits. Elle n'a pas jugé qu'il fût possible de balancer un seul moment entre des formes qui donnent à l'Assemblée Nationale la force et la liberté qui lui appartiennent et des formes qui subordonnent tout aux volontés de la Chambre ecclésiastique » ²³⁶.

Or, dans les derniers jours du mois de décembre 1788, après la clôture de la deuxième Assemblée des Notables qui, presque unanimement, avait repoussé le doublement du Tiers et le vote

du Dauphiné du mois de décembre 1788 ou Examen de la conduite des dissidens par M. M..., l'un des membres des Etats de Dauphiné, 1789, 48 p. in-8°, p. 12-13. Cf. le texte du Mandat dans Procès-verbaux, p. 275-277.

²³⁴ *Lettre écrite à S. M. par les trois Ordres de la Province de Dauphiné, Romans, 8 novembre 1788 (Procès-verbaux, p. 170-176).*

²³⁵ *Délibération du 9 décembre 1788 (Procès-verbaux, p. 235-238).*

²³⁶ MOUNIER, *Nouvelles observations sur les Etats généraux de France, p. 237-238.*

par tête ²³⁷, après la lettre que les princes du sang avaient adressée au roi, pour dénoncer les ambitions du Tiers-Etat ²³⁸, et en attendant un arbitrage royal qui tardait à se manifester, Mounier crut qu'un acte d'audace accompli par une province dont les démarches fixaient l'attention nationale pourrait être d'un grand poids. Le mandat des députés du Dauphiné s'ouvre par la déclaration suivante : « L'Assemblée... donne pouvoir aux personnes qui seront choisies par la voie du scrutin de représenter la province dans les Etats généraux du Royaume, en tant qu'ils seront composés de membres librement élus. Leur défend de délibérer séparément. Leur donne mandat spécial d'employer tous leurs efforts pour obtenir que les Députés du Tiers-Etat soient en nombre égal à ceux du premier et du second Ordre réunis et que les suffrages soient comptés par tête, sans qu'ils puissent voter sur aucune proposition avant que ces formes aient été définitivement arrêtées; l'Assemblée déclarant qu'elle désavoue ses Députés et leur retire ses pouvoirs s'ils contreviennent au mandat ci-dessus » ²³⁹.

Le but des Etats généraux, « pour tous les citoyens qui ne sont pas les ennemis du Prince et de la Patrie » — pense Mounier — sera d'établir une constitution. « Nous n'avons point de constitution; le bonheur du Monarque et celui de ses sujets en exigent une. J'entends par constitution un Corps de règles fondamentales, sur lesquelles sont appuyés tous les ressorts du Gouvernement, qui laissent au Corps social le moyen d'obtenir les loix nécessaires au maintien de l'ordre public; mais de véritables loix, signes de la volonté générale, qui indiquent au Peuple ce qui doit lier son obéissance, qui retiennent

²³⁷ *Procès-verbaux de l'Assemblée des Notables tenue à Versailles, en l'année 1788*. A Paris, de l'Imprimerie royale, 1789, in-4°, 505 p.

²³⁸ Cf. le texte de la lettre des princes dans *Arch. parlementaires de 1787 à 1860*, 1^{re} série, t. I, p. 487-489.

²³⁹ Mandat cité (*Procès-verbaux*, p. 275).

tous les agents du pouvoir dans de justes limites, qui fassent que les loix ne soient jamais vainement invoquées, qu'on ne puisse leur substituer les Décisions arbitraires et qu'en se conformant à ce qu'elles ordonnent, le plus obscur des citoyens puisse jouir d'ailleurs de toute l'indépendance de la nature » ²⁴⁰.

Rien ne doit distraire les Etats généraux de leur but principal et ils doivent déjouer les habiletés éventuelles du Gouvernement, qui pourrait les renvoyer, dès qu'il aurait pris leur avis sur la crise financière et obtenu leur consentement à de nouveaux subsides. Aussi les Etats de Dauphiné défendent-ils expressément à leurs députés de « s'occuper des subsides » avant que « les principes et les bases » de la constitution soient « établis » ²⁴¹.

Mounier était hostile aux cahiers de doléances détaillés, apportés par les représentants de chaque province, et que les derniers Etats généraux s'étaient attachés à fondre en un cahier unique. « Il serait difficile de pouvoir imaginer des formes plus absurdes, plus propres à dégrader les Assemblées nationales. Les députés, au lieu de se réunir pour délibérer ensemble sur tous les intérêts du royaume, au lieu de soumettre à la pluralité des suffrages toutes les propositions que l'amour du bien public pouvait leur inspirer, n'étaient donc que de froids compilateurs de remontrances... » ²⁴².

Aucune entrave ne doit être apportée aux libres initiatives de l'Assemblée nationale pour le bien public. Le mandat des députés du Dauphiné indique seulement les principes généraux de la constitution future qui doit « assurer à jamais la stabilité des droits du Monarque et de ceux du Peuple français ». Cette constitution ne permettra pas que « les Ministres,

²⁴⁰ *Nouvelles observations*, p. 186-187.

²⁴¹ Mandat cité (*Procès-verbaux*, p. 276).

²⁴² *Nouvelles observations*, p. 233.

les tribunaux et aucun des sujets du Monarque puissent violer les lois impunément ». Elle garantira la liberté personnelle, qui doit être « inviolable et sacrée », et le consentement nécessaire de la nation aux lois proposées par le souverain, particulièrement à celles qui établissent des emprunts ou des impôts. Les « abus relatifs aux tribunaux et à l'administration de la justice » seront réformés. En matière fiscale, les députés devront donner la préférence aux « genres d'impôts et de perception les plus compatibles avec la liberté publique et individuelle et les plus susceptibles d'être également répartis sur tous les citoyens ». Au surplus, l'Assemblée dauphinoise déclare « qu'en tout ce qui n'est pas restreint ou limité par le mandat ci-dessus, elle s'en rapporte à ce que ses députés estimeront, en leur âme et conscience, pouvoir contribuer au bonheur de la patrie, ne doutant pas qu'ils ne soient toujours dirigés par la justice, la modération, la fidélité envers le Roi, le respect des propriétés, l'amour de l'ordre et de la tranquillité publique » ²⁴³.

A ces idées directrices, les Etats de Dauphiné se contentèrent d'ajouter, dans une délibération particulière ²⁴⁴, quelques vœux plus précis sur lesquels se réunissait l'adhésion commune. Ils demandaient la suppression des entraves qui s'opposaient au progrès économique et particulièrement le rachat des péages de la province. Ils sollicitaient des secours extraordinaires du Gouvernement pour aider le Dauphiné à supporter la charge fort lourde de ses travaux publics. Enfin, ils permettaient aux députés de la province de « consentir à l'aliénation des domaines du Roi et à la confirmation des aliénations précédentes, pour employer le prix des ventes et des confirmations au paiement des dettes de l'Etat ». « Les do-

²⁴³ Mandat cité (*Procès-verbaux*, p. 275-276).

²⁴⁴ *Instructions relatives à quelques objets particuliers pour les députés de la Province aux Etats généraux*, 1^{er} janvier (*Procès-verbaux*, p. 277-278).

maines du Roi — disait Champel dans son rapport sur les impôts indirects — sont un des objets qui méritent le plus l'attention des Etats généraux. L'administration a souvent cherché à bonifier cette branche de revenus de l'Etat, mais toutes les tentatives ont été inutiles : elles ont avorté et aucune amélioration ne s'est effectuée, faute de pouvoir donner quelque stabilité aux engagements. Cependant chacun gémit de la dégradation des domaines du Roi, du peu de parti qu'on tire des immenses possessions qui y sont attachées, et ces vices feraient souhaiter que la vente pût s'effectuer sous l'autorité de la Nation. Mais ce parti offre de grandes considérations, il porte sur des principes qui paraissent tenir à la constitution du Royaume et qui, par leur importance, méritent d'être profondément discutés. C'est dans les Etats généraux qu'il conviendrait d'examiner les principes de l'inaliénabilité des domaines de la Couronne, ou plutôt l'application que l'on en fait; de décider si le vrai domaine, l'apanage inaliénable de la Royauté, n'est pas le droit de régner sur une Nation libre, de transmettre le trône à ses descendants, et si la possession d'une terre ou d'un fief peut être rangée dans la même classe et entraîner la même distinction » ²⁴⁵.

Dans les dernières lignes du mandat, une réserve dictée par la prudence dauphinoise constitue un suprême hommage à ces libertés provinciales dont nul, mieux que Mounier, n'avait montré la vanité : « L'Assemblée déclare... que n'ayant eu, pour confondre les intérêts du Dauphiné avec ceux du reste du Royaume, d'autre but que celui de la félicité commune, elle réserve expressément les droits de cette province, dans le cas où des obstacles imprévus ne permettraient pas aux Etats généraux de prendre les résolutions salutaires qu'elle a droit d'en espérer » ²⁴⁶.

*
**

²⁴⁵ *Rapport manuscrit sur les impôts indirects*, p. 33.

²⁴⁶ Mandat cité (*Procès-verbaux*, p. 277).

Une fois de plus, en ce matin du 31 décembre 1788, le Dauphiné, par la voix de Mounier, prétendait donner un exemple à la France entière. Dans ce fier mandat, les amis du jeune secrétaire admiraient, avec « sa manière d'attaquer toujours le vif de chaque question »²⁴⁷, la « connaissance du gouvernement et du droit des gens... la philosophie la plus noble, la plus ferme et la plus pénétrante »²⁴⁸. Cependant ce style tendu, ces phrases fortement rythmées (leur défend... leur défend... leur défend encore...), cette rigueur contractée évoquent aussi la réflexion de Stendhal devant « le petit portrait raide et mal peint, qui représente Mounier, en habit de Préfet... » : « figure de fermeté mais tête étroite... »²⁴⁹.

Le prestige de cette dure volonté subjuguait cette Assemblée timide.

« Hier, 31 au matin — écrit un témoin — Mounier fit un discours sur les pouvoirs à donner aux députés aux Etats généraux, qui fut généralement applaudi. C'était une préparation à la lecture qu'il fit ensuite d'un projet d'arrêté ou délibération sur les pouvoirs généraux à confier aux députés et leurs limites. Ce projet est un chef-d'œuvre qui excita un enthousiasme si universel que l'auteur fut nommé, sur-le-champ, par acclamations, aux Etats généraux. Il réclama lui-même la loi qui veut que toute nomination soit faite au scrutin. En conséquence, il sera mis, pour la forme, en tête de toutes les listes. Il est impossible d'imaginer un plus beau triomphe pour un citoyen. Ce moment mit toute l'Assemblée hors d'elle. La sensibilité de Mounier fut extrême. Il ne put proférer autre chose, en versant abondamment des larmes,

²⁴⁷ Jugement du comte de Virieu sur Mounier dans une lettre au marquis de Viennois, 26 mai 1789 (Arch. de Viennois).

²⁴⁸ Expression relevée dans un article des *Affiches de Dauphiné* du 9 janvier 1789.

²⁴⁹ *Vie de Henri Brûlard*, édit. du Divan, I, 78.

que : « Mes sentiments de reconnaissance sont tels qu'il m'est impossible de vous les exprimer » ²⁵⁰.

Dans l'exaltation générale, aucune réserve ne pouvait être tolérée. Un observateur hostile, le vicomte d'Allard, le déclarera quelque temps après : « Ce fut un transport, une ivresse, un ravissement universels et tel que, dans ma jeunesse, j'en ai vu exciter lorsque les Clairon, les Le Kain, ces demi-dieux de la scène française, nous frappaient d'admiration, en nous pénétrant des beautés sublimes d'un Corneille... Soyez de bonne foi, Messieurs, pensez-vous maintenant que quiconque serait venu à l'Assemblée, avec une suite d'observations sages, réfléchies, profondes, eût pu se faire entendre, au milieu des témoignages exaltés des enthousiastes du parti mandataire? » ²⁵¹.

**

Quelques jours après, le *Résultat du Conseil d'Etat du Roi, tenu à Versailles le 27 décembre 1788* ²⁵², parvenait à Grenoble et, dans l'ensemble, il parut aux Etats consacrer le triomphe des idées de Mounier. « Je m'empresse de vous adresser le *Résultat du Conseil d'Etat* relativement aux grands intérêts de la Nation — écrivait à Mounier l'imprimeur Cuchet, Dauphinois établi à Paris. Je ne suis peut-être pas le premier à vous le communiquer, mais, au moins, je paie ma dette au patriotisme. Jouissez dans cet ouvrage du fruit de vos travaux. La sagesse a dirigé vos généreux efforts. Elle a contraint l'opinion

²⁵⁰ Lettre non signée datée de Romans, 1^{er} janvier 1789 (F. D., O 539). Les détails qu'elle contient sont confirmés par le Procès-verbal officiel de la séance (*Procès-verbaux*, p. 274) et par BERRIAT SAINT-PRIX, *Eloge historique de M. Mounier, Conseiller d'Etat*, 1806, in-8°, note 26, p. 56-57.

²⁵¹ Lettre du vicomte d'A... à MM. de la Commission intermédiaire des Etats de Dauphiné, p. 22.

²⁵² 16 p. in-8°. Le résultat est suivi du Rapport fait au Roi, dans son Conseil, par le Ministre de ses Finances.

dans une capitale immense où règne la corruption et la faiblesse, tandis qu'elle vous attirait les regards et les hommages de toute la France. Oui, Monsieur, c'est à vous, c'est à ma chère Patrie que nous devons tout ce bonheur. Puisse la divinité vous combler de tous ses bienfaits » ²⁵³.

Le Conseil du Roi, sur le rapport de Necker, tranchait enfin le différend qui, depuis plusieurs mois, partageait la France : il accordait aux députés du Tiers une représentation égale à celle des deux autres Ordres réunis ²⁵⁴. Mais aucune décision n'était prise, quant au mode de délibération. Necker semblait admettre, dans les prochains débats, la délibération par ordre aussi bien que la délibération par tête; il déclarait ce dernier mode de délibérer souhaitable, dans l'examen de toutes les affaires où l'intérêt des trois Ordres était « absolument égal et semblable », mais il en subordonnait l'usage à leur « vœu distinct » ²⁵⁵.

Mounier — esprit logique — ne pouvait admettre que le doublement du Tiers n'entraînât pas nécessairement la délibération par tête, sans quoi ce doublement n'aurait été qu'une satisfaction dérisoire accordée aux réclamations du troisième Ordre, puisqu'il n'aurait eu aucune importance pratique. Les réserves de Necker ne lui parurent être que des ménagements de forme, imposés au ministre par le crédit de ceux qui avaient déclaré leur vœu pour le maintien des anciens usages. « Il me sembla — écrivait-il — qu'on ne voulait que différer la décision. N'ayant de relations avec aucun des ministres, je ne pouvais juger que d'après les apparences. Tout me portait à conjecturer qu'on était dans l'intention de proscrire la délibération par Ordres » ²⁵⁶.

²⁵³ Papiers de Mounier, lettre datée de Paris, 2 janvier 1789 (F. D., R 6314) (8).

²⁵⁴ *Résultat du Conseil d'Etat*, art. 3, p. 1.

²⁵⁵ *Rapport de Necker* (*Ibid.*, p. 3). Cf. encore p. 8-9.

²⁵⁶ MOUNIER, *Recherches sur les causes*, I, p. 240.

Par ailleurs, le *Résultat du Conseil* et le rapport de Necker contenaient — pour les Dauphinois — d'autres motifs de satisfaction. Il était décidé par le Conseil que les députés seraient nombreux — mille au moins — et que ce nombre serait formé « en raison composée de la population et des contributions de chaque bailliage »²⁵⁷. Necker, dans les dernières pages de son rapport, esquissait le programme de réformes auxquelles le roi avait donné son adhésion, et les Dauphinois y retrouvaient, sous la prudence des termes, les principes mêmes de la Constitution qu'ils espéraient : « Vous l'avez dit, Sire, aux Ministres qui sont honorés de votre confiance : non seulement vous voulez ratifier la promesse que vous avez faite de ne mettre aucun nouvel impôt sans le consentement des Etats généraux de votre Royaume, mais vous voulez encore n'en proroger aucun sans cette condition; vous voulez, de plus, assurer le retour successif des Etats généraux, en les consultant sur l'intervalle qu'il faudrait mettre entre les époques de leur convocation et en écoutant favorablement les représentations qui vous seront faites, pour donner à ces dispositions une stabilité durable..... Vous préférerez, avec raison, aux conseils passagers de vos ministres, les délibérations durables des Etats généraux de votre Royaume, et quand vous aurez éprouvé leur sagesse, vous ne craindrez point de leur donner une stabilité qui puisse produire la confiance et les mettre à l'abri d'une variation dans les sentiments des Rois, vos successeurs »²⁵⁸. Avec la liberté politique, la liberté individuelle serait garantie, les Etats généraux devant examiner « la grande question qui s'est élevée sur les lettres de cachet »²⁵⁹.

La discrétion avec laquelle le ministre touchait au principe

²⁵⁷ *Résultat du Conseil d'Etat*, art. 1 et 2, p. 1. Cf. lettre écrite à S. M. par les trois Ordres de la Province de Dauphiné (*Procès-verbaux*, p. 172), et Délibération des Etats, 9 décembre 1788 (*Procès-verbaux*, p. 237-238).

²⁵⁸ *Résultat du Conseil*, p. 12-13.

²⁵⁹ *Ibid.*, p. 13.

de la répartition égale des charges publiques ²⁶⁰ ne pouvait lui être reprochée par une assemblée où le Tiers-Etat lui-même comptait plus, pour réaliser la justice fiscale, sur « l'enthousiasme patriotique qui commande les grands sacrifices » ²⁶¹, que sur la contrainte.

Avec quel contentement enfin, cette Noblesse dauphinoise, éprise de liberté politique, résignée à certains abandons, en matière d'impôt, mais attachée à ses « prérogatives seigneuriales ou honorifiques », devait-elle lire, dans le rapport de Necker, cette phrase rassurante : « Il n'est aucun Français qui ne sache que ces prérogatives sont une propriété aussi respectable qu'aucune autre, que plusieurs tiennent à l'essence de la Monarchie et que jamais Votre Majesté ne permettrait qu'on y portât la plus légère atteinte » ²⁶².

Le *Résultat du Conseil* et le Rapport du Ministre furent communiqués aux Etats de Romans, le 7 janvier. « Cette lecture — lit-on dans le procès-verbal — a été, plusieurs fois, interrompue par les plus grands applaudissements et par les cris de : Vive le Roi ! » ²⁶³.

Le 12 janvier, une lettre exprima au souverain les remerciements de la province : « Sire, si vous eussiez été témoin de nos larmes d'attendrissement et de nos transports de joie, lorsque nous avons entendu la lecture de ce Rapport du Ministre de vos finances, qui exprime si bien vos généreux dessein et ceux de votre Auguste Epouse, vous auriez éprouvé combien vous êtes adoré ; V. M. aurait été heureuse puisque le Prince qui aime ses sujets met, dans leur amour, tout son bonheur et toute sa gloire » ²⁶⁴. « Quelle sublime fonction — écrivaient les Etats, le même jour à Necker — que celle d'être

²⁶⁰ *Résultat du Conseil*, p. 11-12.

²⁶¹ Délibération des Etats, 9 décembre 1788 (*Procès-verbaux*, p. 236).

²⁶² *Résultat du Conseil*, p. 12.

²⁶³ *Procès-verbaux*, p. 284.

²⁶⁴ *Procès-verbaux*, p. 295-296.

ainsi, près du trône, l'organe de la vérité et de la défendre avec un si noble courage... Tous les cœurs dauphinois sont à vous pour jamais » ²⁶⁵.



Le 1^{er} janvier 1789, lendemain du jour où le mandat de Mounier avait été adopté par acclamations, les membres des Etats et les députés du doublement avaient procédé, dans l'après-midi, aux premières opérations du scrutin, pour l'élection des représentants de la province aux Etats généraux.

En autorisant les Etats de Romans à élire les députés du Dauphiné, le Gouvernement n'avait pas fixé le nombre de ces députés. Les Etats, estimant que « dans toute l'étendue du Royaume, on devrait nommer, pour les Etats généraux, un député par 20.000 âmes », proposèrent au ministre, le 9 décembre, d'accorder 30 députés à la province ²⁶⁶.

Le 1^{er} janvier, malgré les demandes pressantes des commissaires du roi, aucune réponse n'avait encore été reçue de Versailles. Le scrutin fut ouvert cependant, pour ne pas « retarder la clôture des Etats » et éviter « des séjours inutiles et dispendieux aux députés, dans une saison aussi rigoureuse » ²⁶⁷. On élitait 30 députés, sous réserve de l'approbation royale. « Si l'on ne nous en permet réellement que 24 ou même que 18 — écrivait l'archevêque de Vienne à Necker — la nomination que nous allons faire ne préjudiciera pas à cet arrangement. Les 24 ou les 18 qui auront été nommés les premiers seront les seuls élus. Les 6 ou les 12 suivants ne serviront, chacun dans son rang, qu'à remplacer ceux qui pourraient mourir ou tom-

²⁶⁵ *Procès-verbaux*, p. 296-297.

²⁶⁶ Délibération du 9 décembre 1788 (*Procès-verbaux*, p. 238).

²⁶⁷ Expressions des commissaires du roi dans une lettre à Necker du 21 décembre 1788 (A. N., H¹ 670) (100).

ber malades avant la tenue ou pendant la durée des Etats généraux » ²⁶⁸.

Chaque électeur dressait une liste de 30 candidats : 5 ecclésiastiques, 10 nobles, 15 roturiers ²⁶⁹. Il n'était pas nécessaire, pour être inscrit, de faire partie des Etats ou des députés du doublement, mais il fallait présenter les mêmes conditions d'éligibilité « parce que — observa l'archevêque — on serait en droit de demander plus de qualités pour une plus importante mission et non pas moins » ²⁷⁰. Ces conditions remplies, lorsqu'on réunissait la moitié des voix, on était élu. A mesure que certains noms sortaient, les listes étaient complétées avec des noms nouveaux.

Le 7 janvier, l'élection des 30 députés était terminée et l'on procédait à celle de plusieurs suppléants, lorsqu'un officier du Royal la Marine communiqua au président une lettre de Necker, par laquelle celui-ci informait les commissaires du roi que le Dauphiné pourrait envoyer 24 députés aux Etats généraux, dont 12 des deux premiers Ordres et 12 du Tiers. Il fut aussitôt arrêté que le dernier ecclésiastique élu, les deux derniers nobles et les trois derniers roturiers ne seraient considérés que comme des suppléants ²⁷¹.



Les compétitions avaient été très âpres. Le 12 décembre, Taxis écrivait déjà à son beau-frère Duclaux de Bésignan :

²⁶⁸ Lettre du 31 décembre (A. N., H¹ 670) (188).

²⁶⁹ Lettre des Commissaires du Roi à Necker, 2 janvier 1789 (A. N., H¹ 670 (169).

²⁷⁰ Lettre non signée d'un membre de l'Assemblée, datée de Romans, 1^{er} janvier 1789 (F. D., O 539).

²⁷¹ Procès-verbaux, p. 284-285. Furent considérés comme suppléants : le commandeur de Monspey, le marquis de Baronat, Dedelay d'Agier, Cheynet, Richard, Grand de Champrouet. Il en fut de même du chevalier de Murinais qui avait été élu — comme député suppléant — avant l'arrivée de la lettre de Necker.

« Les Etats généraux exaltent toutes les têtes... » ²⁷². Le 1^{er} janvier, un témoin anonyme décrit ainsi les intrigues des candidats : « La cabale est arrivée à un tel point que les prétendants, dont le choix est un peu douteux, ont perdu la tête. Vous diriez, à leur courtoisie affectée, qu'ils sont devenus imbéciles et à leurs déclamations contre ce qui contrarie leurs vues, qu'ils sont devenus fous. Comme ils sont au moins au nombre de 100, dans quelques jours, nous allons voir, parmi les 70 éconduits, un autre genre de délire » ²⁷³. D'autres, plus sages, sans ambition pour eux-mêmes, se contentent de guider les électeurs. Sans doute, il est des candidats dont « le mérite généralement connu a toujours prédéterminé l'unanimité des suffrages en leur faveur » — note un membre des Etats, Figuet. Par contre, « on est en suspens envers les autres candidats, dont on scrute soigneusement tous les plis et replis de l'existence morale » ²⁷⁴. « A Romans — écrit Stendhal — il ne manqua que 5 voix à mon grand-père pour être député. « J'y serais mort », répétait-il souvent, en se félicitant d'avoir refusé les voix de plusieurs bourgeois de campagne, qui avaient confiance en lui et venaient le consulter, le matin, chez lui..... Il ne fut pas nommé mais fit nommer un député ou deux, dont j'ai oublié les noms, mais lui n'oubliait pas le service qu'il leur avait rendu et les suivait des yeux, dans l'Assemblée, où il blâmait leur énergie » ²⁷⁵.

Aux deux premiers tours de scrutin, le 2 janvier, 13 députés furent élus; le reste de la députation fut désigné — beaucoup plus péniblement — les 4, 5 et 6 janvier ²⁷⁶.

Parmi les 13 premiers élus, 5 obtiennent plus de 200 voix — sur 266 votants — 5 délibérants de Vizille : Mounier, à qui

²⁷² Lettre du 12 décembre 1788. Arch. de la Drôme, E 689 (37).

²⁷³ Lettre citée d'un membre de l'Assemblée. Romans, 1^{er} janvier 1789 (F. D., O 539).

²⁷⁴ Lettre citée dans la *Revue de Vienne*, 1840, t. III, p. 179, note 1.

²⁷⁵ *Vie de Henri Brûlard*, édit. du Divan, t. I, p. 65.

²⁷⁶ *Procès-verbaux*, p. 279-285.

il ne manque que 2 voix pour obtenir l'unanimité; les marquis de Blacons et de Langon, les avocats Lacour d'Ambésieux et Barthélemy d'Orbanne ²⁷⁷.

Les 8 autres élus des deux premiers scrutins comprennent encore deux nobles libéraux : les comtes de La Blache et d'Agoult, 5 avocats ou magistrats, qui se sont signalés au premier rang du mouvement dauphinois : Pison du Galland, Bérenger, Barnave, Bertrand de Montfort, Revol, enfin l'archevêque de Vienne, qui n'obtient que 160 voix, en raison, peut-être, de l'attitude favorable aux Edits de mai qu'il avait observée, pendant la crise du dernier été ²⁷⁸.

Plus difficile encore est l'élection des 4 autres députés de l'Ordre ecclésiastique : 3 chanoines — Colaud de La Salcette, Corbeau de Saint-Albin, Dolomieu — et un commandeur de Malte : Monspey, qui l'emportent finalement sur les prélats de l'Assemblée : l'archevêque d'Embrun et les évêques de Gap et de Die.

Les Nobles qui obtiennent la majorité dans les derniers scrutins : un magistrat du Parlement, Chaléon; un député de la Noblesse à Versailles, Virieu; 5 meneurs des Assemblées de la province : Morges, Marsanne, Baronat, Dedelay d'Agier, Murinais, se sont tous illustrés, à divers titres, pendant les événements de 1788.

Parmi les derniers élus du Tiers-Etat enfin, on distingue l'avocat Chabroud dont on reconnaît les qualités mais à qui

²⁷⁷ Le nombre des voix obtenues par les députés ne figure pas au procès-verbal. Mais une lettre des commissaires du roi à Necker (A. N., H¹ 670 (174-175) 3 janvier 1789) nous renseigne sur le nombre de voix obtenues par les élus des deux premiers tours : Mounier, 264 voix; Blacons, 216; Langon, 215; Lacour d'Ambésieux, 219; Barthélemy d'Orbanne (élu en son absence et qui refusa de siéger aux Etats généraux), 212.

²⁷⁸ La Blache obtint 161 voix; d'Agoult, 167; Pison du Galland, 171; Bérenger, procureur du roi à l'Election de Valence, 170; Barnave, 169; Bertrand de Montfort, vibailly du Buis, 159; Revol, 139.

l'on reproche — comme à l'archevêque de Vienne — d'avoir défendu les ministres pendant la dernière crise. Les autres : le négociant Bignan de Coyrol, l'assesseur au bailliage de Gap, Grand de Champrouet, les avocats Blancard, de Loriol, Allard Duplantier, de Voiron, Cheynet, de Montélimar, Richard, de Crest ne doivent leur élection laborieuse qu'à un caractère plus modeste ou à des talents plus contestés.



En décembre 1788, il avait paru un *Appel à la Noblesse de France, par un gentilhomme de province*, qui dénonçait, avec une âpre vigueur, les ambitions des « communes » du Dauphiné : « « Voyez avec quelle habileté les tribuns du peuple se sont emparés des suffrages du Clergé et de la Noblesse de leur province : maîtres de la majorité des voix, ils y font parler ces deux derniers Ordres à leur volonté. Ce n'est pas tout : afin que les députés de ces mêmes Ordres aux Etats généraux soient dans leur main, ils y ont fait arrêter que les représentants des trois Ordres seraient choisis, à la pluralité des voix, dans une Assemblée où le Tiers-Etat aurait, à lui seul, un nombre de voix double de chacun des deux autres Ordres. Des Ecclésiastiques et des Nobles imprudents et qui, peut-être, n'auraient pas été députés par leur seul Ordre, ont fait passer cette loi insensée. Et qui croirez-vous que les communes, maîtresses des suffrages, députeront aux Etats généraux ? Conjurées contre les Ordres prétendus privilégiés, elles en feront choisir les membres les plus ineptes, les plus faibles et les moins capables de défendre les droits les plus sacrés du Clergé et de la Noblesse » ²⁷⁹.

Nous savons qu'il existait, dans les Etats du Dauphiné, des

²⁷⁹ *A la Noblesse de France par un gentilhomme de Province*, décembre 1788, p. 5.

gentilshommes qu'inquiétaient sérieusement les prétentions connues ou supposées du troisième Ordre. Ils n'avaient pas protesté contre le Mandat de Mounier, par timidité — devant le déchaînement de l'enthousiasme — ou par calcul — dans la crainte de déplaire à la majorité des électeurs. Les résultats des deux premiers scrutins firent perdre toute illusion à quelques-uns d'entre eux et toute réserve. En effet, « on pouvait juger, par ceux qui avaient le plus de voix après les représentants élus quelles étaient les personnes qui pourraient être choisies » ²⁸⁰.

Dès le soir du 2 janvier, au moment où les membres des Etats se retiraient de la salle, un gentilhomme réclama la remise en discussion du mandat des députés aux Etats généraux : la motion fut repoussée. Mais les dissidents réussirent à retenir les membres des deux premiers Ordres pour leur dénoncer « l'ambition des Communes... la nécessité de se garantir de leurs efforts... le danger de leur voir envahir toutes les propriétés »... Le 3 janvier, il y eut encore des délibérations particulières des deux premiers Ordres ²⁸¹.

L'archevêque d'Embrun, Mgr de Leyssins, dont Augustin Périer a dit qu'il était doué d'un « esprit remarquable mais d'un caractère fougueux » et qu'il « ne se piquait pas de porter au même degré que son collègue de Vienne les vertus ecclésiastiques » ²⁸², se montrait particulièrement véhément. Si l'on en croit un libelliste — qui semble avoir appartenu au Clergé du second Ordre — il se serait emporté jusqu'à dire : « Vous dédaignez de m'entendre, vous, prélats et vous, gentilshommes assemblés ici. Un funeste bandeau dérobe à vos yeux l'abîme,

²⁸⁰ *Réponse des députés de la Province de Dauphiné aux Etats généraux au nouveau mémoire intitulé Mémoire pour une partie du Clergé et de la Noblesse de Dauphiné*, 48 p. in-8°, p. 15.

²⁸¹ *Supplément au dernier Procès-verbal des trois Ordres*, op. cit., p. 14-18

²⁸² *Hist. abrégée*, p. 48.

où vont s'engloutir la Noblesse et le Clergé. Ecoutez encore ces derniers mots. Mon génie prophétise : les deux premiers Ordres sont foutus... » « Monseigneur — aurait répondu, avec à propos, le comte de La Blache — vous venez de haranguer en dragon, je vais opiner en prélat... » ²⁸³.

La Noblesse et le Clergé consentirent enfin à choisir, parmi leurs membres, une commission qui soumettrait le mandat à un nouvel examen et proposerait des corrections à l'Assemblée générale ²⁸⁴. Nous ne connaissons pas les noms des 18 commissaires désignés, mais nous savons qu'il se trouvait, parmi eux, quelques dissidents déclarés : l'archevêque d'Embrun, l'évêque de Die, le président de Vault, le marquis de Buffevent, le marquis de la Tour du Pin Montauban, le comte de Flotte et le vicomte d'Allard ²⁸⁵. Au témoignage de ce dernier, la commission comprenait, en outre, avec quelques hésitants, 5 membres qui « parurent soutenir le mandat avec une chaleur, une persévérance dignes de leur mériter des couronnes civiques... Ainsi nous nous trouvâmes donc 13 patriotes ou moins enthousiastes, ou moins illuminés, ou moins disposés à adhérer à tout sur parole... Mais l'adhésion de la commune devint la raison suffisante pour que nous n'ayons pas profité de notre avantage. Toutes nos observations, quelque sages qu'elles fussent, allèrent échouer contre cet écueil inébranlable : le Tiers ne vous passera pas cela... » ²⁸⁶. Il fallut notamment renoncer à faire supprimer l'injonction rigoureuse donnée aux députés dauphinois de se retirer des Etats généraux si ceux-ci refusaient de délibérer, les Ordres réunis et les suffrages comptés par tête ²⁸⁷.

²⁸³ *Les curés de Dauphiné à leurs confrères les Recteurs de Bretagne*, 11 p. in-8°, p. 7-8.

²⁸⁴ *Supplément au dernier Procès-verbal des trois Ordres*, op. cit., p. 17-18.

²⁸⁵ *Ibid.*

²⁸⁶ *Lettre du Vicomte d'A... à MM. de la Commission intermédiaire*, op. cit., p. 28.

²⁸⁷ *Ibid.*, p. 29-30.

Le 8 janvier, dans la première réunion générale qui suivit l'élection des députés, un des membres de la commission des privilégiés, le président de Vaulx, demanda que l'on complétât le mandat, en garantissant formellement « les droits et les propriétés » ainsi que la « nobilité des fonds ». La délibération fut renvoyée au lendemain ²⁸⁸.

*
**

Le 9 janvier, le débat fut très vif. Des gentilshommes même refusaient de garantir indistinctement tous les droits : « Messieurs du Clergé — déclara Saint-Ferréol — prétendent qu'ils ont le droit de tenir des Assemblées particulières et d'accorder dans ces Assemblées un Don gratuit et qu'ils ne doivent pas être soumis aux impôts, comme les autres citoyens; s'ils renoncent à ce prétendu droit, je consens à admettre le maintien de tous les droits; je les prie de s'expliquer sur ce sujet. Plusieurs voix s'élevèrent dans l'Ordre ecclésiastique et dirent qu'on ne pouvait donner aucune réponse. En ce cas, reprit M. de Saint-Ferréol, j'opine contre le mot droit » ²⁸⁹.

L'abbé Buissière reprocha aux dissidents leur inconséquence : « Comment ce mandat si vivement applaudi avant la nomination des députés aux Etats généraux, peut-il, depuis lors, vous inspirer des alarmes sur vos propriétés?... Quand on n'aurait pas dit un seul mot sur ce sujet, devez-vous croire que les Etats généraux attaqueront les propriétés? On ne peut dissimuler la cause de ce changement dans les esprits. Ah! j'aurais bien désiré qu'on eût pu nommer 40 ou 60 députés et non pas 24; mais ce n'est point notre faute si on les a réduits à un si petit nombre » ²⁹⁰.

²⁸⁸ Lettre des Commissaires du Roi à Necker, 9 janvier 1789 (A. N., Ba 75 (2) 28).

²⁸⁹ *Supplément au dernier Procès-verbal des trois Ordres*, op. cit., p. 19.

²⁹⁰ *Ibid.*, p. 19-20.

L'archevêque d'Embrun parla contre le mandat, avec une sorte d'emportement : « J'ai été assez hardi — écrira-t-il à Necker — pour critiquer, pour blâmer, pour foudroyer même, j'ose le dire, tous les articles de ce mandat. J'avoue que j'y mis toute la force, toute l'énergie dont je puis être capable. Soixante et dix-huit députés en furent ébranlés et changèrent d'avis au second tour d'opinions. Quand je vis que la partie était liée et que la pluralité l'emporterait, je protestai pour lors et je me retirai. Quarante Ecclésiastiques ou Gentilshommes me suivirent » ²⁹¹.

« Le meilleur parti — écrit un témoin — eût été sans doute de ne point paraître s'apercevoir de leur absence : on aurait dû suivre l'exemple de deux patriotes des premiers Ordres. M. le marquis de Langon qui, par amour pour la paix, avait admis le mot droit, dit aussitôt : « Puisque mes efforts pour satisfaire les mécontents ont été inutiles, je reprends la liberté de ma pensée et j'opine pour laisser le mandat tel qu'il est. » M. le président ayant dit qu'il fallait chercher les moyens d'empêcher, à l'avenir, des désertions d'un si dangereux exemple, M. l'abbé de Chièze répondit deux fois, avec fermeté : « Il ne manque personne, Monseigneur. » Cependant l'Assemblée parut consternée de se voir ainsi abandonnée par une partie de ses membres; on craignit que le nombre des mécontents ne vint à s'augmenter, par les intrigues de leurs chefs. On résolut de ne rien négliger pour obtenir leur retour » ²⁹².

Nous connaissons la modération des membres du Tiers-Etat qui, malgré les réclamations unanimes des campagnes dauphinoises, s'étaient gardés de soulever, à Romans, la redoutable question des droits seigneuriaux. Ils consentirent facilement à inscrire, dans le mandat, que la Constitution du Royaume devrait garantir tous les genres de propriétés « de manière

²⁹¹ Lettre du 23 février 1789 (A. N., H¹ 670).

²⁹² *Supplément au dernier Procès-verbal*, op. cit., p. 22.

qu'on ne puisse jamais y porter atteinte et que les propriétaires soient toujours assurés d'une indemnité effective, juste et proportionnelle, dans le cas où le bien public exigerait quelque changement qui leur serait préjudiciable.... » ²⁹³. Ils hésitèrent davantage à accepter la réclamation de plusieurs membres des deux premiers Ordres, en faveur de la nobilité des fonds : l'exemption des fonds nobles était contradictoire, en effet, avec le principe du partage égal des charges publiques stipulé par ailleurs, dans le mandat ²⁹⁴. Finalement, l'addition suivante fut adoptée : « L'Assemblée déclare.... que la nobilité des fonds, en Dauphiné, ayant augmenté leur valeur, dans le commerce et le partage des successions, elle ne pourra être abrogée sans une indemnité également effective, juste et proportionnelle » ²⁹⁵. Un des membres des Etats nous a transmis la raison qui inclina le troisième Ordre à cette grave concession : « Pour prévenir le danger d'une scission entre les Ordres, on devait se déterminer aux plus grands sacrifices... Cette scission eût été le pire de tous les maux... Il vaut mieux s'exposer... à ne pas voir rétablir, de nos jours, une égalité parfaite, dans les contributions, que de ralentir notre marche vers la liberté. N'est-ce donc que du soin d'être moins pauvres que les citoyens doivent s'occuper aujourd'hui et ne doivent-ils pas commencer par vouloir être libres ? » ²⁹⁶.

Dès que les corrections apportées au mandat leur eurent été soumises, la plupart des dissidents rentrèrent dans les Etats. « Nous restâmes quinze — écrit l'archevêque d'Embrun — qui voulions qu'on nous accordât toutes nos demandes. J'insistai surtout pour qu'on effaçât l'article qui retire les pouvoirs des députés aux Etats généraux, supposé qu'on n'y opine pas par tête. Mais ces Messieurs furent contents de ce qu'ils

²⁹³ *Procès-verbaux*, p. 286.

²⁹⁴ *Supplément au dernier Procès-verbal*, op. cit., p. 23-24.

²⁹⁵ *Procès-verbaux*, p. 286.

²⁹⁶ *Supplément au dernier Procès-verbal*, op. cit., p. 24-25.

avaient obtenu, ils rentrèrent aux Etats et je fus obligé de les suivre... » ²⁹⁷.

Au fond, les dissidents ne désarmaient pas. A la veille de la clôture des Etats, seize d'entre eux déposèrent entre les mains de l'un des commissaires du roi, le comte de Narbonne-Fritslar, une justification de leur attitude, qui semblait annoncer de nouvelles protestations : « Notre organisation est vicieuse dans toutes les parties. Si l'on ne prend les moyens les plus prompts et les plus efficaces pour la réformer, le Clergé et la Noblesse sont anéantis. On appelle à Paris le nouvel ordre établi dans nos Etats : un appel à la livrée — ce mot seul dit tout... » ²⁹⁸.



Dans l'ensemble des réclamations que les Etats généraux devaient présenter au souverain, Mounier et ses amis s'étaient exclusivement attachés à celle qui unissait tous les Ordres, dans un vœu commun : l'élaboration d'une Constitution qui

²⁹⁷ Lettre citée, adressée à Necker, le 23 février 1789 (A. N., H¹ 670).

²⁹⁸ Lettre transmise aux ministres, le 17 janvier (A. N., Ba 75 (3) 14). Elle porte 16 signatures : l'archevêque d'Embrun, le marquis de Grammont, duc de Caderousse, l'évêque de Die, l'évêque de Gap, le comte de Flotte, le marquis d'Abon, le comte de La Coste, le marquis de la Tour du Pin-Montauban, le marquis de Marcieu, le marquis de Beaussemlant, M. de Bienassis, le comte de Mercy, le marquis d'Hugues, le marquis de Leyssins, l'abbé de Leyssins, le vicomte de Leyssins.

Une brochure parue à la même époque et intitulée : *Lettre d'un député des Etats de Dauphiné à un de ses compatriotes* (8 p. in-8°), après avoir présenté de vives critiques contre l'œuvre des Etats, annonçait aussi de prochaines protestations : « Rassurez-vous, Monsieur, le règne plébéen va finir, j'ose le prédire; un jour plus pur va luire sur nos têtes; j'apprends que la plus saine partie du Clergé et de la Noblesse de la province réclame contre la Constitution de nos Etats, qui rompt l'équilibre des forces, anéantit l'émulation et favorise la démocratie la plus inepte et dès lors le plus redoutable des pouvoirs; je connais ceux de nos députés qui sont chargés de faire rétablir l'ordre et j'attends tout de leur courage et de leurs talens ».

fonderait enfin, en France, la liberté politique. Ils avaient défini les conditions et les principes de cette œuvre primordiale, dans le mandat confié aux députés de la province. Des longues discussions de Romans, il n'est sorti qu'un texte clair, précis, vigoureux : le Mandat rédigé par Mounier.

Dans les autres délibérations, on remarque surtout, avec le désir systématique de critiquer la précédente Administration, des hésitations, des compromis, des oublis volontaires. Pour les travaux publics, les Etats adoptent tous les préjugés parlementaires à l'égard des ingénieurs des Ponts et Chaussées et ils n'accordent que des crédits mesquins. Des questions aussi importantes que le partage des communaux et le rachat des rentes seigneuriales sont passées sous silence. L'égalité dans la répartition des charges publiques — cette réclamation unanime et ardente des classes roturières — ne reçoit qu'une satisfaction partielle : l'imposition sur les trois Ordres d'une contribution représentative de la corvée. D'ailleurs, le Mandat corrigé garantit formellement la nobilité des fonds.

L'admiration de quelques avocats, férus de droit public, et celle de quelques Nobles et Ecclésiastiques du premier Ordre, amateurs de liberté politique, cachait à Mounier — homme de cabinet — les véritables espérances du peuple dauphinois : bas clergé et paysans. Les Etats de Romans ne représentaient pas valablement ce peuple qui les désavouera et les sacrifices consentis par les bourgeois du Tiers ne suffisaient pas à désarmer une opposition aristocratique, peu nombreuse mais résolue. La fin de la session des Etats, le 16 janvier 1789, allait marquer, pour les députés de la province aux Etats généraux et pour les membres de la Commission intermédiaire, le début d'une période de difficultés.

CONCLUSION

A la faveur de la grande crise politique de l'été de 1788, et sur les ruines du pouvoir des intendants et des Cours souveraines, Mounier et ses amis ont imposé à un gouvernement affaibli une administration provinciale, qui provoqua l'émulation des autres provinces de France. Affranchie de toute tutelle du commissaire du roi — réduit au rôle d'un surveillant passif — elle répondait parfaitement au désir d'autonomie administrative qui animait les notables de tous les Ordres. C'est avec une joie plus dissimulée, mais profonde, que ces notables remplaçaient, pour la défense des intérêts provinciaux, une aristocratie parlementaire dont on reconnaissait les services mais dont on niait les droits et dont on contestait la force. A l'impuissante coalition de tous les Parlements de France contre l'arbitraire ministériel — la fameuse « union des classes » dont le gouvernement s'était joué — les réformateurs dauphinois substituaient l'union des provinces, réalisée dans les Etats généraux à qui ils sacrifiaient, de bonne grâce, le privilège d'octroyer les subsides.

En outre, les auteurs de la nouvelle Constitution avaient su faire reconnaître aux privilégiés — leurs associés — la prépondérance légitime du Tiers-Etat. « Tandis que partout ailleurs — écrit Barnave — l'aristocratie était seule encore en insurrection contre le trône, la Province de Dauphiné réclamait les droits du troisième Ordre et, mettant en avant les grandes questions du doublement du Tiers et de la délibé-

ration par tête, posait les bases d'une révolution démocratique » ¹.

Mais le Tiers-Etat avait dû payer assez cher cette réussite. La mémorable union des Ordres ne s'était pas réalisée sans heurts — parfois violents — sans menaces de scission et sans concessions réciproques. Il avait fallu donner aux Etats de Romans une composition singulière qui écartait les curés de l'Ordre du Clergé, les anoblis de l'Ordre de la Noblesse et le peuple des campagnes de l'Ordre du Tiers-Etat et réservait, en définitive, l'administration de la province à l'aristocratie de naissance et à la riche bourgeoisie.

Une telle Assemblée n'avait pu toucher qu'avec une prudence extrême aux privilèges financiers des deux premiers Ordres et elle n'avait fait allusion aux droits seigneuriaux que pour les garantir. Elle avait même promis une indemnité aux possesseurs de fonds nobles, pour le cas où ils perdraient leurs privilèges. Cette concession suprême aux inquiétudes de l'aristocratie allait provoquer un mouvement de protestation, qui permettrait aux Etats de mesurer la faiblesse de leur crédit dans les classes populaires, dont ils avaient ignoré les plus chères revendications ².

Quant aux principes démocratiques de la Constitution et du mandat, ils étaient attaqués par une minorité ardente d'ecclésiastiques et de nobles dissidents, qui pouvaient compter sur la complaisance secrète de plus d'un membre de cette noblesse libérale qui avait adopté naguère ces principes, dans la griserie d'un mouvement où la générosité s'unissait à l'ambition.

Le prestige de Mounier, la souriante autorité de l'archevêque de Vienne, des compromis, des oublis volontaires avaient permis de conduire à leur terme les pénibles délibé-

¹ Introduction à la Révolution française. *Œuvres de Barnave*, tome I, p. 97.

² P. CONARD, *La Peur en Dauphiné*, p. 32-37.

rations des trois Assemblées de Romans. Mais si la scission n'existait pas dans l'image rassurante que donnaient de ces débats les procès-verbaux officiels, elle divisait réellement les esprits et les cœurs et elle frappait l'œuvre accomplie à Romans d'une irrémédiable fragilité.

Vu le 24 mai 1941.

*Le Doyen de la Faculté des Lettres
de l'Université de Paris,*

J. VENDRYES.

Vu et permis d'imprimer.

*Le Doyen de la Faculté des Sciences
chargé des fonctions de Recteur
de l'Académie de Paris,*

CH. MAURAIN.

Index des noms de personnes

- ABON (Marquis d'). Gentilh. dauph. 162 n. 298.
- ACHARD DE GERMANE. Avocat au Parl. 14; 14 n. 60; 96; 118; 129 n. 172.
- AGOULT (Comte d'). Gentilh. dauph. 155; 155 n. 278.
- ALLARD-DUPLANTIER. Avocat au Parl. 156.
- ALMÉRAS-LATOURE. Avocat à Vienne. 141 n. 231.
- ALLARD (Vicomte d'). Gentilh. dauph. 141; 141 n. 231; 148; 158.
- ALLARD (Comte d'). Gentilh. dauph. 141 n. 231.
- AUTICHAMP (DE BEAUMONT d'). Gentilh. dauph. 20; 33 n. 145.
- BARATIER (DE). Gentilh. dauph. 14 n. 60; 67 n. 306.
- BARNAVE (Antoine, Pierre, Joseph, Marie). Avocat au Parl. 13; 14; 14 n. 60; 17; 40; 42; 58-59; 59-60; 79; 91; 93; 155; 155 n. 277.
- BARONAT (Marquis DE). Gentilh. dauph. 14; 14 n. 60; 22; 84; 86; 138; 153 n. 271; 155.
- BARRAL DE MONTFERRAT. Président au Parl. 66.
- BARTHÉLEMY D'ORBANNE. Avocat au Parl. 14; 14 n. 60; 19; 26; 27-28; 31; 39; 52; 68; 91-92; 155; 155 n. 277.
- BARTHÉLEMY D'ORBANNE. Chanoine de Grenoble. 67 n. 306.
- BEAUSSEMBLANT (Marquis DE). Gentilh. dauph. 14 n. 60; 162 n. 298.
- BÉRENGER (Marquis DE). Gentilh. dauph. 23.
- BÉRENGER (Marcellin, René). Procureur du Roi en l'Élection de Valence. 14 n. 50; 141 n. 230; 155 n. 278.
- BERTRAND DE MONTFORT. Vibailli du Buis. 14 n. 60; 141 n. 230; 155; 155 n. 278.
- BIENASSIS (DE). Gentilh. dauph. 162 n. 298.
- BIGNAN DE COYROL. Négociant dauph. 156.
- BLACONS (Marquis DE). Gentilh. dauph. 14; 14 n. 60; 16; 18; 22; 68; 69; 86; 97; 141 n. 230; 155; 155 n. 277.
- BLANCARD. Avocat au Parl. 14; 14 n. 60; 156.
- BOISSIEU-PERRIN. Bourgeois dauph. 141 n. 231.
- BOUCHAGE (Chevalier DU). Gentilh. dauph. 14; 14 n. 60; 20; 27-28; 39-40; 48-49; 63; 67; 70-71; 73; 77-78; 84; 85; 87; 129; 136; 138.
- BOUVIER-DESMARET. Chanoine de Romans. 141 n. 231.
- BRESSAC (DE). Président au Parl. 66; 86.
- BROCHIER. Chanoine de Grenoble. 67 n. 306.
- BROUE DE VAREILLES (Mgr DE LA). Evêque de Gap. 141; 141 n. 231; 162 n. 298.
- BRUN. Avocat au Parl. 14 n. 60; 141 n. 231.
- BUFFEVEY (Marquis DE). Gentilh. dauph. 158.
- BUISSIÈRE. Eccl. du diocèse de Grenoble. 159.
- CALONNE. Cont. gén. des Fin. 32.
- CAZE DE LA BOVE. Intendant du Dauphiné. 5; 12; 51; 53; 61; 66; 78

- n. 354; 82; 104; 117-118; 119-120; 120-121; 126.
- CHABROUD. Avocat au Parl. 10; 14 n. 60; 91; 155-156.
- CHALÉON (DE). Conseiller au Parl. 66; 68; 71; 86; 95; 99; 100-105; 140 n. 230; 155.
- CHAMPEL. Avocat au Parl. 14; 14 n. 60; 91; 95; 95-96; 99; 109-116; 139; 145-146.
- CHANIAC. Avocat au Parl. 139; 141 n. 230.
- CHEYNET. Maire de Montélimar. 153 n. 271; 156.
- CHIÈZE (DE). Chanoine de Grenoble. 160.
- CLERMONT-TONNERRE (Duc DE). Lieutenant général du Dauphiné. 5; 12; 50; 66 n. 299.
- COLAUD DE LA SALCETTE (Jacques, Bernardin). Chanoine de l'Eglise de Die. 155.
- COLAUD DE LA SALCETTE. Vicaire général d'Embrun. 14 n. 60; 50; 78 n. 354; 139.
- COLOMB. Avocat dauph. 141 n. 230.
- CORBEAU DE SAINT-ALBIN. Chanoine de Vienne. 14 n. 60; 140 n. 230; 155.
- CUCHET. Imprimeur dauph. installé à Paris. 148-149.
- DEDELAY D'AGIER. Maire de Romans. 7; 49; 82; 86; 153 n. 271; 155.
- DELANDES. Bourgeois de Valence. 139; 141 n. 230.
- DIDIER (Jean-Paul). Avocat au Parl. 14; 14 n. 60; 91; 141 n. 230.
- DOCHIER. Avocat à Romans. 105.
- DOLOMIEU (Chevalier DE). Gentilh. dauph. 22; 86; 141 n. 231.
- DOLOMIEU (Abbé DE). Chanoine de Vienne. 67 n. 306; 140 n. 230; 155.
- DUCLAUX DE BÉSIGNAN. Gentilh. dauph. 60; 85.
- DUPERRON. Gentilh. dauph. 141 n. 231.
- DUPRÉ DE MAYEN. Premier Consul de Grenoble. 86.
- DUPUY-MONTBRUN. Gentilh. dauph. 85.
- FALQUET-TRAVAIL. Subdélégué de l'Intendant. 138-139.
- FLOTTE (Comte DE). Gentilh. dauph. 158; 162 n. 298.
- FUSIER. Curé de Chirens. 16.
- GAGNON. Médecin à Grenoble. 92; 93-94; 141 n. 231; 154.
- GAILLARD. Assesseur en la Sénéchaussée de Crest. 141 n. 231.
- GALBERT (DE). Gentilh. dauph. 141 n. 231.
- GRAMMONT (DE). Gentilh. dauph. 162 n. 298.
- GRAND DE CHAMPROUET. Assesseur au Bailliage de Briançon. 153 n. 271; 156.
- GUILLERMET. Avocat au Parl. 14 n. 60.
- HAY DE BONTEVILLE (Mgr). Evêque de Grenoble. 12-13; 14 n. 60; 35; 50-51.
- HILAIRE. Avocat au Parl. 10; 14; 14 n. 60.
- HUGUES (Marquis D'). Gentilh. dauph. 162 n. 298.
- JOUBERT. Procureur à Gap. 141 n. 231.
- LA BATIE (DE). Avocat du Roi au Bailliage de Gap. 14 n. 60.
- LA BLACHE (Comte DE). Gentilh. dauph. 3; 54; 55; 57; 62; 79; 82 n. 5; 85; 86; 87; 141 n. 230; 155; 155 n. 278; 158.
- LA COSTE (Comte DE). Gentilh. dauph. 162 n. 298.
- LA COSTE MAUCUNE. Gentilh. dauph. 86.
- LACOUR D'AMBÉSIEUX. Avocat au Parl. 14; 14 n. 60; 78 n. 354; 91; 95; 99; 106-109; 141 n. 230; 155; 155 n. 277.
- LAGIER DE LA CONDAMINE. Avocat au Parl. 14; 14 n. 60.
- LAGIER DE VAUGELAS. Vicaire général de Die. 14 n. 60; 67 n. 306.
- LAMOIGNON. Garde des Sceaux. 47 n. 216.

- LANGON (Marquis DE). Gentilh. dauph. 14 n. 60; 155; 155 n. 277; 160.
- LA TOUR DU PIN MONTAUBAN (Marquis DE). 158; 162 n. 298.
- LA VILLETTE (Marquis DE). Gentilh. dauph. 14 n. 60.
- LECLET. Cons. au Parl. 86.
- LE FRANC DE POMPIGNAN (Mgr). Archevêque de Vienne. 5; 8; 11; 16; 26; 46; 49-50; 52-53; 66; 68; 71; 72; 78 n. 354; 82 n. 5; 83; 83-84; 88; 155; 160.
- LEMAÎTRE. Curé de Saint-Laurent de Grenoble. 16.
- LENOIR-LAROCHE. Avocat dauph. installé à Paris. 30 n. 131.
- LEYSSINS (Mgr DE). Archevêque d'Embrun. 82 n. 5; 84; 140; 157-158; 160; 161-162; 162 n. 298.
- LEYSSINS (Marquis DE). Gentilh. dauph. 162 n. 298.
- LEYSSINS (Vicomte DE). Gentilh. dauph. 162 n. 298.
- LEYSSINS (Abbé DE). 162 n. 298.
- LOMÉNIE DE BRIENNE. Archevêque de Sens. Ministre principal. 3-6; 29; 33; 44; 55.
- LOMÉNIE DE BRIENNE (Comte DE). Secrétaire d'Etat de la Guerre. 54.
- LONG. Avocat dauph. 141 n. 231.
- MARCHON. Maire de Gap. 88; 141 n. 230.
- MARCIEU (Marquis DE). Gentilh. dauph. 22; 67; 67 n. 304; 77; 78-79; 85; 86; 88; 162 n. 298.
- MARSANNE (Comte DE). Gentilh. dauph. 14; 14 n. 60; 86; 155.
- MAUBEC (Marquis DE). Gentilh. dauph. 12; 35.
- MEFFRAY DE CÉZARGES (DE). Cons. au Parl. 66; 86; 95; 139.
- MERCY (Comte DE). Gentilh. dauph. 162 n. 298.
- MONSPEY (Chevalier DE). Commandeur de Malte. 117-129; 140 n. 230; 153 n. 271; 155.
- MONTEYNARD (Marquis DE). Gentilh. dauph. 3.
- MORARD (DE). Chanoine de Vienne. 141 n. 231.
- MORGES (Comte DE). Gentilh. dauph. 11; 24; 25-26; 27-28; 34; 41; 50; 52; 59; 69; 70; 78 n. 354; 84; 85; 87; 123-124; 155..
- MOUNIER. Juge royal de Grenoble. 11-12; 17; 20; 30 n. 131; 31; 32; 36; 37; 40-41; 46; 47-48; 50; 51; 52; 58; 60-61; 74-78; 93-94; 141; 142-148; 149; 154-155; 162-163.
- MURAT-MONTFERRAND (DE). Gentilh. dauph. 102 n. 88; 123 n. 152.
- MURINAIS (Chevalier DE). Gentilh. dauph. 14; 14 n. 60; 22; 68; 86; 153 n. 271; 155.
- NARBONNE-FRITZLAR (Comte DE). Commandant en second en Dauphiné. 5; 12; 66; 67 n. 304; 78 n. 354; 82.
- NECKER. 17; 29; 33; 44; 54-62; 66; 83; 148-152.
- PAJOT DE MARCHEVAL. Intendant du Dauphiné. 104; 121.
- PEY. Bourgeois dauph. 141 n. 231.
- PIAT-DESVIAL. Avocat au Parl. 14; 14 n. 60; 25.
- PINA SAINT-DIDIER. Gentilh. dauph. 14; 14 n. 60; 20; 22-23; 86; 141 n. 231.
- PISON DU GALLAND. Avocat au Parl. 14; 14 n. 60; 26; 91; 141 n. 230; 155; 155 n. 278.
- PLAN DES AUGIERS (Mgr DE). Evêque de Die. 158; 162 n. 298.
- PONS (Vicomte DE). Gentilh. dauph. 35 n. 160.
- REVIGLIASC (Comte DE). Gentilh. dauph. 23.
- REVOL. Avocat au Parl. 91; 155; 155 n. 278.
- RICHARD. Maire de Crest. 153 n. 271; 156.
- RIGAUD (DE). Commandeur de Malte. 67 n. 306; 139.
- RONIN DE CHATAIGNER. Avocat du Roi au Bailliage de Vienne. 139.

- ROSANS (DE). Commandeur de Malte. 14 n. 60; 67 n. 306.
 ROSIÈRE DE CHAMPAGNIEU. Avocat. 14 n. 60.
 ROYER aîné. Avocat au Parl. 139.
 SAINT-FERRÉOL (DE). Gentilh. dauph. 139; 159.
 SAINT-GERMAIN (DE). Gentilh. dauph. 14 n. 60; 67 n. 306.
 SAINT-VALLIER (Marquis DE). Gentilh. dauph. 67 n. 306.
 SAVINES (Marquis DE). Gentilh. dauph. 141 n. 230.
 SAYVE (DE). Président au Parl. 66.
 SOLLIER. Chanoine de Saint-Paul-trois-Châteaux. 14 n. 60; 67 n. 306.
 TARDIVON (DE). Gentilh. dauph. 14 n. 60; 67 n. 306.
 THUILLIER. Avocat à Vienne. 141 n. 231.
 VAULX (Pierre, Marie DE). Président au Parl. 66; 67 n. 306; 68; 86; 129; 132; 158; 159.
 VENTÉROL (Baron DE). Gentilh. dauph. 23; 86.
 VEYNES (Marquis DE). Gentilh. dauph. 67 n. 306.
 VIENNOIS (Marquis DE). Gentilh. dauph. 3; 23; 33 n. 145; 54; 55; 57; 62; 85; 86; 87; 131-132; 139; 140 n. 230.
 VIGNON (DE). Cons. au Parl. 86.
 VIRIEU (Comte DE). Gentilh. dauph. 3; 20; 29; 30 n. 130; 77; 44; 54; 55; 57; 62; 79; 85; 86; 86-87; 97; 141 n. 230; 155.
-

TABLE DES MATIÈRES

BIBLIOGRAPHIE	I
---------------------	---

CHAPITRE I

La Constitution des Etats (septembre-novembre 1788).

Le souvenir des Etats de Dauphiné suspendus en 1628. Les origines de la première Assemblée de Romans : l'Arrêt du Conseil du 2 août et ses modifications; l'Assemblée de Saint-Robert (1 ^{er} septembre)	2
---	---

I. <i>La première Assemblée des trois Ordres.</i> — Les trois Ordres constituent leurs députations respectives (5-10 septembre). La séance d'ouverture (10 septembre); l'Assemblée s'organise. La protestation des curés dauphinois contre leur mode de représentation (11 septembre). Une lettre adressée au roi renouvelle les réclamations de Vizille (13 septembre). La Noblesse et le Clergé acceptent de partager avec le Tiers le paiement de l'imposition remplaçant la Corvée (15 septembre). L'élaboration du projet de Constitution. Les anoblis exclus de l'éligibilité; exception dont bénéficient ceux qui ont adhéré aux délibérations de Vizille. Inquiétudes d'une partie de la Noblesse devant les ambitions du Tiers-Etat. La scission du 18 septembre. La transaction proposée par Barthélemy d'Orbanne : chaque Ordre fixera lui-même la composition de sa députation aux Etats du Dauphiné. Le projet de Constitution est adopté (24-27 septembre).....	7
---	---

II. <i>Le projet de Constitution des Etats.</i> — Ouvrages qui aident à en comprendre l'esprit. Les trois Ordres affirment leur pouvoir constituant	29
---	----

a) <i>Composition des Etats.</i> — Distinction des Ordres maintenue. Représentation du Tiers égale à celle des deux autres Ordres réunis; faible représentation du Clergé; exclusion des « membres de droit »; conditions pour être électeurs et éligibles dans chacun des trois Ordres; l'administration réservée aux propriétaires fonciers.....	32
--	----

- b) *Organisation des Etats.* — Leur réunion annuelle; la durée du mandat de député et les conditions de réélection; la Commission intermédiaire; l'élection du président et celle de la Commission intermédiaire par les trois Ordres réunis; délibération en commun et vote par tête; indemnité accordée aux membres des Etats; lieu des séances..... 38
- c) *Pouvoirs des Etats.* — Le pouvoir de voter les impôts est réservé aux Etats généraux, sauf pour les besoins particuliers de la province. Les Etats provinciaux élisent les députés de la province aux Etats généraux. Ils remplacent l'Intendant dans la plupart de ses fonctions. Ils enregistrent les lois nouvelles avant les Cours souveraines. Ils veillent au maintien des privilèges de la province..... 41
- III. *Le Gouvernement et le projet de Constitution.* — La clôture de l'Assemblée de Romans (28 septembre). Le suicide de l'évêque de Grenoble (6 octobre). Gloire et appréhensions des auteurs de la Constitution dauphinoise. Popularité des Dauphinois à Paris. Les critiques portées par Necker sur le projet de Constitution. Intransigeance des Dauphinois devenus les « avocats consultants » de toutes les provinces. Efforts de conciliation du ministre. L'Arrêt du Conseil du 22 octobre 1788 et les modifications qu'il apporte au projet de Constitution. La deuxième Assemblée des trois Ordres (du 2 au 8 novembre), dominée par le Tiers-Etat, repousse toutes les modifications proposées par les nobles et les parlementaires. Elle rétablit, dans l'Arrêt d'enregistrement, les articles du projet écartés du Règlement royal. La lettre adressée au roi le 8 novembre expose les principes des Dauphinois relativement au mode de convocation et de délibération des Etats généraux. Unanimité apparente et dissentiments profonds entre les Ordres... 49

CHAPITRE II

La session des Etats (1^{er} décembre 1788 - 16 janvier 1789).

- I. *La composition des Etats.* — Le Gouvernement autorise l'élection des députés de la province aux Etats généraux par les Etats provinciaux doublés. Les Etats provinciaux : représentation du Clergé, de la Noblesse et du Tiers..... 82
- II. *Le Bureau des impositions.* — L'abolition des privilèges provinciaux. L'abolition des privilèges personnels. Souveraineté reconnue des Etats généraux en matière fiscale. Rapport du conseiller de Chaléon sur la taille et les impositions accessoires. Rapport de Lacour d'Ambésieux sur la capitation. Rapport de Champel sur les impôts indirects..... 94

III. <i>Le Bureau du Bien public.</i> — Le rapport du commandeur de Monspey. L'agriculture; réforme de l'administration des forêts; encouragements aux agriculteurs; les lacunes du rapport et les véritables réclamations des campagnes dauphinoises. L'industrie au service de l'agriculture; liberté surveillée de l'industrie; liberté du commerce.....	117
IV. <i>Le Bureau des travaux publics.</i> — Construction et réparation des routes. Ouvrages d'art. Ateliers de charité; digues contre les torrents et rivières. Règlement provisoire pour l'organisation des travaux publics.....	129
V. <i>Election des membres de la Commission intermédiaire et des députés de la province aux Etats généraux.</i> — La Commission intermédiaire. L'élaboration du Mandat de député. Le Mandat. Le triomphe de Mounier (31 décembre 1788). Le résultat du Conseil du 27 décembre 1788 et les Etats de Dauphiné. L'élection des députés de la province (1 ^{er} -7 janvier). Les compétitions. Les dissidents. L'addition au Mandat et le retour des dissidents	138
<i>Conclusion</i>	162
<i>Conclusion</i>	165
INDEX DES NOMS DE PERSONNES.....	169
TABLE DES MATIÈRES	173

